

CRITIQUE COMMUNISTE

POLOGNE

WIEC ŻYJE
A WIEDLIWOŚĆ!

**LA BUREAUCRATIE
BOÛSCULEE**

« Union dans les luttes » : après un an de combat pour l'unité ...

Critique communiste

Revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire

SOMMAIRE

EDITORIAL

Pologne : premières leçons du soulèvement ouvrier,
par Daniel Bensaïd 3

IV^e Congrès de la LCR : vers une organisation communiste ouvrière 16

L'assassinat de Léon Trotsky,
par Pierre Franck 26

« Union dans les luttes » :
après un an de combat pour l'unité,
par Joël Renaud et Francis Sitel 30

DEBAT

Entretien avec Alexandre Adler 50

Les Comités communistes pour l'autogestion aux prises
avec la mise en pratique d'une orientation de front unique ouvrier,
par Pierre Rème 78

PCF : heurs et malheurs de l'union à la base,
par Francis Sitel 87

Le Comité directeur de la rédaction :

Michel Lequenne,
Francis Sitel et Henri Weber.

Critique communiste, n° 33, octobre 1980, 12 F.
Critique communiste, 9, rue de Tunis, 75011 Paris, 367.62.62.

Imprimerie Rotographie à Montreuil — 4^e trimestre 1980 — N° de commission paritaire : 56551.

7.	Ecologie, environnement, pollution, luttes urbaines . . .	10 F
8/9.	Stratégie révolutionnaire en Europe	15 F
10.	Marxisme et question nationale : Bretagne, Corse, Occitanie	10 F
11/12.	Militantisme et vie quotidienne	15 F
13.	Les municipales — PSU — 1936 et 1978	10 F
14/15.	Les révolutionnaires et l'Union de la gauche	10 F
16.	Les communistes, la transition socialiste et l'Etat	10 F
17.	Contrôle ouvrier — Nationalisation — Arme nucléaire — Intelligentsia et prolétariat — Che Guevara	10 F
18/19.	L'URSS — La bureaucratie — Eurocommunisme — Goulag, Gluksman et démocratie — La Yougoslavie . .	18 F
20/21.	Féminisme, capitalisme et mouvement ouvrier	20 F
22.	Le PCF, la gauche et la crise	15 F
23.	Mai 68 — 1958-1968 — la bande à Baader — Energie nucléaire et transition au socialisme	20 F
24.	La rentrée politique — Nouveaux mouvements sociaux — Relations entre les sexes — A propos de « la Civilisa- tion surréaliste »	12 F
25.	L'actualité de Léon Trotsky par J. Elleinstein, E. Mandel, P. Broué, P. Frank et Y. Craipeau. Document : manifeste des trotskystes de Buchenwald	20 F
26.	L'année 1978 : un tournant ? — Perspectives du giscard- isme — De l'emprise des « directions traîtres » — Grève générale, front unique, dualité de pouvoir — Les nouvel- les alliances de classes — Voyage à l'intérieur de l'OCI . .	15 F
27.	Les contradictions du réformisme ouvrier (à propos du XXIII ^e Congrès du PCF) — Le « socialisme réellement existant » était-il historiquement nécessaire ? — La Chine aujourd'hui — Débat : « l'emprise du réformisme »	20 F
28.	Numéro spécial culture — Théâtre de l'Opprimé — Théâtre radical américain — L'« Esthétique » de Lukacs — Art et lutte de classe — Le PCF et la culture	25 F
29.	Nicaragua : sur le mot d'ordre d'Assemblée consti- tuante — Dossier : l'informatique — Croissance économi- que et lutte de classes	15 F
30.	XI ^e Congrès de la IV ^e — Rudolf Bahro — Le recentrage du PCF — SME et Parlement européen . .	15 F
31.	Le PCF à l'heure de Kaboul — le PCF et les intellectuels — L'unité dans les luttes — Dossier enseignement	15 F
32.	La politique internationale de la bureaucratie soviétique — Débat Afghanistan	20 F

Pologne, premières leçons du soulèvement ouvrier

Les journaux qui, en France, font les modes idéologiques, étaient remplis des adieux de M. Gorz au prolétariat et de ceux de M. Touraine au socialisme. Une fois de plus, comme en Mai 1968, l'histoire a pris les professeurs à contre-pied. Les travailleurs polonais ont réaffirmé avec force le rôle révolutionnaire central du prolétariat et l'actualité du socialisme. Jour après jour, nous avons reçu de Pologne un feuilleton de l'espoir, dont il est déjà possible de dégager les premières grandes leçons.

Ni mammouth à l'arrêt, ni glacier immobile

Les professeurs de résignation aiment à présenter les pays de l'Est comme des sociétés bloquées, propres à décourager toute volonté militante de transformation. Or, les grèves de Pologne confirment qu'il ne s'agit ni de glaciers immobiles, ni de mammouths à l'arrêt, mais de sociétés travaillées par des contradictions profondes, et dont l'apparente stabilité recèle de mortelles fissures.

Premier constat : la bureaucratie existe, et c'est elle-même qui l'avoue. Les négociateurs gouvernementaux de Gdansk se sont félicités du sens des responsabilités dont ont fait preuve « *les deux parties* » dans

la négociation. Il s'agit pourtant d'un pays où le parti et le gouvernement prétendent ne faire qu'un avec la classe ouvrière. Quelles étaient donc ces « deux parties » ? L'une est facilement identifiable, celle des ouvriers de Gdansk et de plus d'un million de grévistes. Mais alors, quelle est l'autre qui lui faisait face ? Celle des hautes sphères du parti, de l'administration, du gouvernement. Une excroissance parasitaire qui utilise l'exercice du pouvoir pour confisquer et détourner à son propre profit une partie du surproduit social. En un mot, la bureaucratie innommable.

Deuxième constat : la bureaucratie a peur de la classe ouvrière. En compétition sur le marché mondial par rapport aux pays capitalistes, elle voudrait pouvoir augmenter la productivité du travail, en modifiant les normes de production, en rétablissant la liberté de licenciement économique, en relevant les prix. Mais à chaque tentative, elle se heurte aux rapports de production non capitalistes qui constituent une conquête et un point d'appui pour les travailleurs.

Déjà en 1970 et en 1976, la bureaucratie polonaise avait dû battre en retraite et renoncer aux augmentations de prix. En mai dernier, en Chine, le futur Premier ministre, Zhao Ziyang, a présenté un bilan des réformes économiques à partir de l'expérience modèle tentée dans la province de Sichuan. Il s'agissait notamment d'accroître l'autonomie des entreprises, de les rendre responsables de leurs pertes et profits, de leurs amortissements et de leurs investissements, de les autoriser à fixer elles-mêmes les salaires et à sélectionner, accroître ou réduire leur main-d'œuvre (autrement dit à embaucher et licencier à volonté).

Mais le rapport constate que la réforme nourrit inévitablement une tendance à démanteler la planification. Elle aiguise les différences entre unités riches et pauvres, engendre le désintérêt envers les activités sociales les moins rentables, fussent-elles socialement nécessaires, et développe des tensions sociales. En clair, la tendance à la restauration capitaliste se heurte aux structures sociales sur lesquelles repose l'économie planifiée, et ne pourrait aboutir à son terme qu'au prix d'affrontements et de déchirements au sein même de la bureaucratie.

Car si la bureaucratie a peur, ce n'est pas par couardise. C'est parce qu'elle ne constitue pas une classe autonome, qui se reproduirait mécaniquement par le fonctionnement régulier d'un mode de production, comme la bourgeoisie dans le mode de production capitaliste. En dernière instance, la caste bureaucratique reste dépendante de la classe ouvrière dont elle a usurpé le pouvoir. Rudolf Bahro, sans partager nos concepts méthodologiques, en rend très bien compte dans son livre lorsqu'il écrit que, dans les pays de l'Est, « le pouvoir n'ose plus se regarder en face », parce que « c'est la meilleure part de notre tradition morale et idéologique qui le fait rougir ». Non par scrupule certes, mais parce

que la bureaucratie tire encore et malgré tout sa légitimité du pouvoir confisqué au prolétariat.

Le discours d'un bureaucrate non négligeable constitue l'illustration vivante de cette contradiction. Fiszbach est secrétaire du parti à Gdansk et membre du comité central du POUP. Pendant les négociations, un dirigeant de la grève cite, comme exemple d'abus, le fait que l'intervention de Fiszbach au plénum du comité central n'ait pas été publiée dans la presse. Fiszbach fait alors une déclaration pleine de démagogie cauteleuse : *« J'ai longuement préparé mon intervention au plénum. Je sais que l'image donnée des grévistes n'était pas exacte et je l'ai dit dans mon intervention. Elle sera publiée dans Polityka. Quant à la censure, elle découle de tout le système politique et du style de gouvernement. Il faut donc élargir le problème. »* (Le Monde, 31 août 1980).

Troisième constat : la bureaucratie est fragile. C'est la conséquence logique du constat précédent. Caste parasitaire, la bureaucratie exerce un pouvoir bonapartiste, sans possibilité de pleinement s'appuyer sur aucune des classes fondamentales. S'appuyer sur la bourgeoisie (internationalement) et accepter une perspective restaurationniste signifierait le tarissement des privilèges bureaucratiques et le retour d'une fraction importante de la bureaucratie au statut de prolétaires exploités. S'appuyer sur la classe ouvrière signifierait au contraire l'épanouissement de la démocratie socialiste, de l'auto-organisation, de l'autogestion et le dépérissement progressif de l'appareil d'Etat en tant qu'institution séparée, d'où la bureaucratie tient sa force.

Il est particulièrement frappant que, dans un pays où le gouvernement prétend être élu avec 99% des suffrages dans un scrutin régulier, la bureaucratie au pouvoir n'ait pu mobiliser aucun soutien de masse face au déferlement des grèves ouvrières. En Mai 68, de Gaulle avait réussi à rameuter 500 000 manifestants bourgeois, petits-bourgeois, fonctionnaires, militaires. Là, rien : ni meeting, ni manifestation de rue en soutien au gouvernement. Le seul argument dérisoire pour modérer les revendications ouvrières fut, de la part même du gouvernement, l'invocation du danger d'intervention soviétique. Quel chantage et quel aveu : un pouvoir qui reconnaît devant la montée des mobilisations ouvrières ne pouvoir tenir que par la force des baïonnettes de la bureaucratie voisine !

Menacée, la bourgeoisie peut faire preuve de flexibilité, faire le dos rond, accorder des élections libres, dissoudre une assemblée, convoquer une Constituante. Elle peut même perdre temporairement le contrôle des leviers gouvernementaux. Son pouvoir repose en dernière instance sur l'appropriation privée des moyens de production. L'essentiel reste pour elle de sauvegarder cette propriété et de garder le contrôle des piliers répressifs de l'appareil d'Etat.

La bureaucratie au contraire ne détient son pouvoir que du contrôle sans partage de l'appareil d'Etat. Pour un patron privé, soumis aux impératifs de la concurrence, céder aux revendications ouvrières, abandonner son profit, équivaut à un suicide face aux autres patrons. La bureaucratie, au contraire, est prête à lâcher précipitamment sur les revendications économiques avant d'avoir à subir d'insupportables incursions ouvrières dans les sphères de l'exercice du pouvoir politique.

Le contenu social des revendications démocratiques

A cet égard, les vingt et une revendications élaborées par les grévistes de Gdansk sont hautement significatives. Elles comportent un volet important de revendications économiques et salariales. Il est cependant frappant d'y souligner la part prise par les revendications sociales (allocations, santé, transport), dans une société où le surproduit social est censé être directement redistribué par le plan. Il est aussi frappant de constater l'absence de revendications portant sur l'emploi et les licenciements, au moment même où ces questions sont au centre de la lutte des classes dans les pays capitalistes.

Mais dans le cours de la mobilisation, ces revendications, sans être abandonnées, sont vite passées au second rang, au profit de revendications directement politiques, démocratiques et antibureaucratiques. N'a-t-on pas vu les travailleurs des transports de Gdynia refuser une augmentation salariale de 1 500 zlotys mensuels aussi longtemps qu'ils n'auraient gain de cause sur la question du syndicat indépendant ?

Au chapitre de la lutte contre les privilèges bureaucratiques, on trouve la revendication de suppression des prix commerciaux (qui permettent de se procurer au prix fort des articles de luxe dans les magasins spéciaux), la revendication d'alignement des allocations sociales sur celles des fonctionnaires de l'armée et de la police. Enfin, lors des négociations, certains dirigeants du comité de grève ont fait sursauter le vice-Premier ministre Jagielski en abordant la question explosive de la nomenclature.

Au chapitre des revendications démocratiques, on trouve en première place l'exigence du syndicat libre, mais aussi tout ce qui concerne le droit de grève, le droit à l'information, le droit de réunion, etc. Dans les pays capitalistes, les revendications démocratiques, si importantes soient-elles, ne débordent pas le cadre des libertés formelles. Ainsi, la liberté de la presse par exemple n'y est autre que la liberté pour l'entreprise privée de presse, qui autorise Springer ou Hersant à s'offrir des moyens de façonner l'opinion. Dans une société bureaucratique fondée sur l'étatisation des moyens de production, en revanche, la liberté de presse ne signifie pas principalement la

renaissance de moyens privés d'information, mais d'abord et avant tout la possible floraison de bulletins ouvriers, d'organes syndicaux, en un mot la voie ouverte à l'épanouissement de la démocratie ouvrière. D'où la portée directement subversive des revendications démocratiques dans une telle société.

Il est en effet flagrant que le prolétariat polonais, qui ne dispose pas d'organisations syndicales et politiques indépendantes de l'Etat, qui subit une information triée et censurée, retrouve en quelques semaines de lutte les exigences sociales et les formes de luttes les plus avancées de la classe ouvrière internationale : contrôle ouvrier, autogestion, comités de grève formés de délégués élus et révocables qui sont d'authentiques embryons de conseils ouvriers...

Cette dynamique est inscrite dans la nature même des rapports sociaux. L'ouvrier licencié de Manufrance vit la fermeture de son entreprise comme une fatalité, celle de la crise et de la concurrence. Pour sauver son emploi, il commence par se battre pour garder un patron ou en trouver un nouveau. C'est un paradoxe, mais c'est ainsi. L'ouvrier polonais, en revanche, ne peut pas imputer la désorganisation du marché de la viande ou la pénurie de logement au mécanisme opaque et mystérieux du marché. Il vit dans une société régie par un plan. S'il y a pénurie et dysfonctionnement, c'est que le plan est mal fait, que ses responsables gouvernementaux sont des incapables, des incompetents ou des prévaricateurs.

La formulation des revendications n'obéit pas à une logique localiste ou corporative (nos salaires, et après nous le déluge...), mais s'inscrit très vite dans une vision d'ensemble et dans un esprit de responsabilité envers la communauté sociale dans son ensemble : elle appelle inévitablement le droit de regard sur le plan.

Réforme ou révolution ?

L'affirmation d'un tel droit pose directement la question de l'épreuve de force avec la bureaucratie, dans les termes : réforme ou révolution.

Dans un article écrit au début du mouvement, l'animateur du KOR, Jacek Kuron, écrivait : « *L'Union soviétique et ses armées n'ont pas cessé d'exister, il nous faut en tenir compte. Mais nous pouvons légitimement supposer que les gouvernants d'URSS ne s'aventureront pas dans une intervention armée en Pologne tant que les Polonais s'abstiendront de renverser le pouvoir qui est docile à l'URSS. Par conséquent, abstenons-nous-en pour l'instant. Le programme, pour aujourd'hui, c'est une société démocratiquement organisée en associations professionnelles ou coopératives,*

économiquement et localement autogestionnaires. Il nous faudra bien, pendant un temps, coexister avec notre appareil totalitaire d'Etat et du parti. Il fera tout son possible pour détruire nos organisations démocratiques : il sabotera leurs décisions, il tâchera de compromettre et de corrompre leurs militants, il jouera de l'intimidation et du chantage. Il faudra nous défendre et arracher morceau par morceau le terrain soumis à l'appareil. » (Le Monde, 20 août 1980).

Cette démarche tend à mêler stratégie et tactique. On peut discuter sur la tactique, à condition de s'entendre sur le but final. Kuron dit bien qu'il faut s'abstenir pour l'instant de renverser le gouvernement, et qu'il faudra pour un temps coexister avec l'appareil bureaucratique d'Etat. Pour l'instant, pour un temps, tout est là : la question des rythmes est déterminée par les rapports de forces, dont l'éventualité d'une intervention soviétique n'est pas le moindre élément.

Encore faut-il être clair sur l'essentiel, à commencer par la distinction entre le régime, c'est-à-dire la forme bureaucratique de gouvernement, et le « système », c'est-à-dire les rapports de production non capitalistes, l'appropriation sociale des moyens de production, l'économie planifiée.

Beaucoup de gens sont intéressés à entretenir la confusion sur ce point. D'un côté, les chantres du monde libre, qui veulent démontrer qu'il n'y a de socialisme que bureaucratique et qu'il n'y a de liberté que sous le capitalisme. N'a-t-on pas vu des journalistes éclairés écrire étourdiment au début des grèves que la revendication de syndicats libres signifierait la fin du régime communiste ! Les libertés syndicales peuvent porter préjudice à la bureaucratie, elles ne sont en rien incompatibles avec le socialisme, pour peu que l'on reste fidèle à la tradition léniniste pour qui la dictature du prolétariat s'identifie à la démocratie socialiste la plus large, implique non pas moins mais plus de libertés démocratiques réelles. De l'autre côté, les idéologues de la bureaucratie, qui veulent prouver qu'on ne peut contester les privilèges bureaucratiques sans remettre en cause les fondements mêmes du système.

A leur façon, confirmant les leçons de Berlin-Est en 1953, de Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie, les ouvriers polonais ont manifesté qu'ils ne remettaient pas en cause le système fondé sur l'appropriation collective des moyens de production. Dans les négociations avec Jagielski, Walesa déclarait : « *Les difficultés de l'économie résultent en grande partie du manque de représentation des intérêts de la société. En discutant avec nous, vous avez une possibilité d'y remédier. Ce n'est pas contre le système social de la Pologne que nous faisons grève, mais pour pouvoir créer un syndicat indépendant et c'est là notre droit. Nous ne vou-*

lons pas porter atteinte à la propriété sociale des moyens de production. Les usines sont la propriété de la nation, mais nous voulons être les véritables propriétaires des affaires de la nation. » (Le Monde, 28 août 1980).

On peut voir là une profession de foi tactique nécessaire dans les négociations. Mais ce serait pour le moins unilatéral. Les ouvriers polonais ne songent pas à revendiquer le droit d'être exploités par un patron privé, à revendiquer la restitution des moyens de production à des capitalistes. Ils demandent le contrôle des mécanismes de décision et de l'élaboration du plan.

C'est encore plus clair dans l'intervention d'un autre membre dirigeant du comité de grève, Florian Winiewsky : « *La cause principale de la crise est l'absence de représentation ouvrière... La seconde est l'anarchie de l'économie... Les plans irréalistes ne sont jamais remplis, les investissements sont improductifs et les heures de travail perdues faute de matières premières ont augmenté — le chiffre est cité par "Tribuna Ludu" — de 56 %. Nous en discutons dans nos ateliers et nous avons notre opinion sur cette situation. Nos voix doivent être entendues car la mauvaise gestion coûte beaucoup plus cher au pays que les grèves. » (Le Monde, 28 août 1980). Enfin, un dirigeant du comité de grève des mineurs de Silésie, membre du parti, à qui l'envoyé spécial du *Monde* demandait s'il ne se sentait pas traître au parti, répondait : « *Certainement pas ! Je suis fidèle au parti, mais comme disait Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière. Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes, ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n'aient plus à faire la queue devant les magasins unque les gens vivent convenablement. » (Le Monde, 5 septembre 1980).**

A leur façon, les ouvriers polonais ont dit que le régime n'est pas réformable. Quand on leur proposait de réformer le syndicat officiel, ils répondaient que ce syndicat faisait corps avec l'appareil d'Etat et qu'ils voulaient leur propre syndicat, indépendant de l'Etat. Quand la bureaucratie voulait donner le change en procédant à un remaniement ministériel, ils écoutaient à peine la télévision d'une oreille distraite, convaincus que l'essentiel se jouait sur le terrain des rapports de forces et non dans les modifications de ce corps étranger qu'est pour eux un gouvernement sensé les représenter. On a même vu, lors de la réunion de la Diète, un député-journaliste déclarer à la tribune qu'il faudrait finir par « *dissoudre le club des propriétaires de la Pologne populaire* ». Ce club fermé, cette caste doit donc être dissoute, non réformée. Le parti et l'appareil d'Etat ne sont pas plus redressables que ne l'est le syndicat officiel. Ceci doit être clair.

Pour l'instant, les ouvriers polonais ne se sont pas portés directement candidats au pouvoir. Ils n'ont pas envisagé d'alternative gouvernementale. Ils considèrent plutôt le syndicat indépendant comme un

contre-pouvoir, un instrument de contrôle et de surveillance sur les décisions gouvernementales. De même que Kuron envisageait dans son article l'extension d'un réseau de contre-pouvoirs locaux.

Il est indiscutable que des progrès sont nécessaires sur le terrain de l'organisation à la base du mouvement de masse, pour pouvoir assurer une épreuve de force avec la bureaucratie et ses soutiens internationaux. Encore faut-il n'en pas rester au niveau de conscience immédiat des dirigeants de la grève, et savoir que la coexistence avec la bureaucratie ne peut s'éterniser, que les compromis comme l'accord de Gdansk sont éminemment instables et que l'affrontement reste inévitable à l'horizon.

Nous ne disons pas cela pour donner des leçons à distance, mais parce qu'il en découle une conclusion pratique. Dans un rapport de forces donné, il est légitime de manœuvrer et de louvoyer face à la bureaucratie, de gagner du temps pour se renforcer et s'organiser, d'éviter l'empoignade spontanée et désordonnée. A une condition, qui n'apparaît sous aucune forme dans l'article de Kuron : qu'existe une force consciente, ayant une vision d'ensemble du processus, des buts et des moyens, capable de tenir la barre de la manœuvre. Il faut un parti de la révolution antibureaucratique.

Une victoire et ses lendemains

Les travailleurs polonais ont donné une magnifique leçon. Ils n'ont pas commencé par ajuster leurs revendications à ce qui serait négociable et acceptable pour la bureaucratie. Ils ont commencé par formuler leurs besoins et leurs exigences, sans autocensure. Conscients de leur force, ils ont visé haut. Ils ne se sont pas contentés, contrairement à certains conseils, de revendications démocratiques limitées, comme la libération des emprisonnés politiques, mais ont mis en avant la question du syndicat.

L'accord signé à Gdansk constitue une victoire et un précédent pour l'ensemble des pays de l'Est, malgré ses limites qui sont réelles. La bureaucratie, dans le protocole d'accord signé par Jagielski, s'est efforcée de sauver l'essentiel. Le syndicat indépendant reconnaît le rôle dirigeant du parti dans l'Etat. Il n'a pas le droit de développer des contacts internationaux. Il n'est pas d'emblée un syndicat centralisé au niveau national.

Pour la bureaucratie, ces précautions ne sont pas formelles. Il n'est pas indifférent de jeter les bases d'une controverse sur la délimitation des prérogatives entre syndicat et parti : voilà une clause assez extensible pour servir de point d'appui à une contre-offensive ultérieure contre le rôle politique que sera appelé à jouer le syndicat. Il n'est pas indiffé-

rent non plus de restreindre les contacts internationaux et de réaffirmer le respect des alliances. Nous sommes en ce qui nous concerne toujours partisans de défendre ce qu'il subsiste d'acquis prolétariens dans les pays de l'Est, contre toute tentative de restauration capitaliste : la propriété collective des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, l'économie planifiée. Mais nous ne considérons pas un seul instant que le Pacte de Varsovie soit l'instrument militaire de cette défense. Il est d'abord et avant tout l'instrument du maintien de l'ordre bureaucratique et de l'intervention en Tchécoslovaquie. Il y a donc dans toutes ces clauses de l'accord les germes des prétextes futurs à une normalisation bureaucratique, dès que la dégradation des rapports de forces le permettrait.

Enfin, il n'est pas neutre non plus pour la bureaucratie d'avoir concédé des organisations syndicales décentralisées, même si les syndicats indépendants de Gdansk sont appelés à faire irrésistiblement tache d'huile — ce qui est déjà le cas. Le pouvoir bureaucratique peut, en effet, espérer gagner du temps, céder localement, transformer les syndicats indépendants en auxiliaires et associés d'une politique d'austérité et de solidarité nationale. En tout cas tenter d'éviter l'apparition d'un interlocuteur susceptible de présenter des propositions et contrepropositions à l'échelle nationale.

Pourtant, l'accord de Gdansk ne peut en rien constituer une conclusion. Il tourne une page et met en marche un nouveau jeu de contradictions. Comment Séguy, par exemple, peut-il interpréter et accepter la clause de l'accord reconnaissant le rôle dirigeant du parti dans l'Etat ? S'agirait-il donc d'un syndicat qui « ne fait pas de politique » ? Accusé par Barre de faire de la politique, Séguy répondrait sans aucun doute que si l'inflation est un problème politique, si le plan d'austérité décidé par le gouvernement est un problème politique, si le droit de grève dans le secteur public est un problème politique alors il est impensable que le syndicat se prive de faire de la politique.

Ce qui est vrai dans un pays capitaliste l'est encore plus dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé comme la Pologne. L'économie y est organisée par un plan dont les priorités, les investissements, les affectations du surproduit social constituent autant de choix immédiatement politiques, transparents. On peut y lire directement la part que s'approprie la bureaucratie, celle qui revient directement ou indirectement aux ouvriers et aux paysans, les rapports entre industrie et agriculture, les branches prioritaires...

Le point 5 du protocole signé à Gdansk stipule : « *Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national entre consommation et*

accumulation, la répartition du fonds de consommation sociale dans des objectifs variés (santé, éducation, culture), les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires, particulièrement en ce qui concerne le principe de l'augmentation automatique des salaires selon l'inflation, le plan économique à long terme, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix. Le gouvernement s'engage à assurer les conditions nécessaires à la réalisation de ces fonctions. » En conséquence, le point 6 du protocole prévoit que le syndicat indépendant créera ses propres organismes de contrôle des prix et mettra sur pied ses propres indices. Et ainsi de suite.

Comment penser que ces possibilités « *d'intervenir dans les décisions clés* » n'empièteront pas sur les prérogatives du parti et de son rôle dirigeant dans l'Etat ? Où passe la ligne de démarcation et comment pourrait-elle rester inviolée ?

Les ouvriers ont montré à travers leur lutte à quel point ils sont conscients que le caractère bureaucratique dans l'élaboration du plan est une source de gaspillage et de gâchis. Ils disent, à juste titre, être seuls à même de connaître les ressources matérielles et humaines des usines et à pouvoir régler au mieux l'organisation de la production, le choix d'objectifs en fonction de besoins sociaux qu'ils sont également les mieux placés à déterminer.

Ils seront conduits à formuler des contrepropositions locales, régionales et de branche. Si les syndicats se fédèrent, ils seront amenés à définir leur propre projet sur les questions centrales. En cas de litige avec le gouvernement, qui juge et qui tranche ? Que ce soit par référendum ou par discussion nationale au sein de conseils d'usines, il y a au bout la nécessité d'une planification démocratiquement élaborée, qui est inconcevable sans la possibilité de choisir entre plusieurs projets. Que ces projets soient portés par le syndicat indépendant, le gouvernement, ou des partis politiques, la conclusion est la même : il n'y a pas de planification démocratique sans possibilité de choix, c'est-à-dire, en dernière analyse, sans possibilité de pluralisme politique, sans droit à la pluralité des partis.

Et c'est pourquoi la coexistence à terme est impossible. C'est pourquoi le compromis de Gdansk n'est pas une fin mais une étape.

Récupération ou intervention

Il est peu vraisemblable que la bureaucratie attaque de front un mouvement ouvrier ascendant étroitement mêlé à une question nationale vivace. Tant qu'il n'y a pas de fracture ouverte du parti qui reste la clé de voûte de l'appareil d'Etat, elle a encore d'autres recours. Et d'abord la récupération, le mélange de chantage et de corruption an-

noncé par Kuron. Les reportages sur les grèves de juillet-août ont montré des comités de grève face à face avec des directeurs qui n'étaient autres que d'anciens membres des comités de grève de 1970. Cette mobilité sociale, cette capacité d'absorption par promotion individuelle est l'une des forces de la bureaucratie en général. Walesa n'a-t-il pas révélé qu'on lui avait déjà proposé la présidence du syndicat officiel réformé ? C'est aussi une des faiblesses de la bureaucratie polonaise, un facteur d'hétérogénéité dans ses rangs, que cette accumulation de couches bureaucratiques sédimentées : celle de l'après-guerre, celle de 1956, celle de 1970...

Une bureaucratie audacieuse pourrait tenter aujourd'hui une nouvelle purge dans les rangs du parti contre les éléments les plus compromis, une manœuvre d'enveloppement des syndicats indépendants en jouant sur les prérogatives sociales des syndicats officiels, un effort de concertation décentralisée avec des organismes ouvriers pour mieux associer les travailleurs à une politique d'austérité négociée. Mais l'audace n'est guère jusqu'à présent le propre de la bureaucratie, ni l'adresse. Elle manque pour cela d'exercice au dialogue, à la contestation, à l'épreuve de la confrontation. La prestation de Jagielski à Gdansk l'a encore montré, même s'il s'en est mieux tiré que ne l'auraient fait la plupart de ses collègues.

Déjà Walesa a dénoncé les sournoises manœuvres de « grignotage ». La mission de Kania semble bien s'inscrire dans cette perspective : remettre le parti sur ses pieds, au prix d'une épuration limitée, pour reconquérir pas à pas le terrain perdu. S'il échoue, l'hypothèse d'une intervention soviétique prendra toute son actualité. Il ne s'agit pas d'en faire un épouvantail pour mieux prêcher, comme certains, la soumission aux ouvriers polonais, mais il ne s'agit pas non plus de fermer les yeux sur cette possibilité.

Certes, les conditions pour les Soviétiques sont difficiles, surtout après l'intervention en Afghanistan. Certes, l'opération serait infiniment plus risquée qu'en Tchécoslovaquie. Le mouvement en Pologne est parti de la classe ouvrière même et non pas du parti. Il y a une question nationale séculaire à vif. Il y a le rôle de l'Eglise. Mais le danger d'un développement de la révolution politique, le danger de la contagion en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est est tout aussi mortel.

Enfin, la Pologne fait officiellement partie de sa zone de sécurité dans le partage du monde, et l'impérialisme s'est montré fort compréhensif, à l'occasion de l'intervention à Prague, lorsque la bureaucratie du Kremlin fait régner l'ordre dans sa sphère d'influence. Cette fois encore, l'enjeu international a été exprimé sans détour par Gierek en personne, dans son intervention du 18 août à la télévision : « *C'est un*

problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne peut dépasser. C'est la raison d'Etat polonaise. »

On ne saurait mieux dire, et tout le monde y a mis du sien. Giscard a été d'une discrétion exemplaire au moment où Brejnev et Marchais déclaraient que Mitterrand est plus à droite que Giscard, et où Fiterman disait crûment que le changement n'est pas à l'ordre du jour à l'occasion de l'élection présidentielle. Le Vatican a prêché la modération aux travailleurs polonais. Brejnev et Carter ont conjugué leurs efforts pour donner un ballon d'oxygène économique à la bureaucratie de Varsovie, le second débloquent sur-le-champ un prêt de cent vingt milliards de dollars alors qu'il négocie depuis un an un prêt de soixante-quinze milliards pour le Nicaragua.

Bonnes nouvelles

Comme l'écrivait Decornoy, sous le titre « Mauvaises nouvelles » dans un article du *Monde* du 2 septembre, la lutte des travailleurs polonais a de quoi gêner aussi bien la bureaucratie et les PC que l'impérialisme. Aucun n'ose trop s'en réjouir.

En France, les dirigeants du PS ont salué la volonté de pluralisme sans souligner que les travailleurs ne remettaient pas en cause la propriété collective des moyens de production qui donne à ce pluralisme un autre contenu social que celui du simple jeu parlementaire. Quant à Rocard, à trop raisonner en petit commis de l'Etat, il n'a pas pensé à organiser une mobilisation ouvrière de solidarité avec les grévistes polonais, mais à envoyer la marine nationale pour organiser de façon précipitée un grand exode de la Baltique devant l'avancée des chars soviétiques. L'amiral de Conflans-Sainte-Honorine a péché au moins par précipitation et manqué de la plus élémentaire confiance dans la mobilisation de la classe ouvrière polonaise.

Le PCF, pour sa part, a touché au comble de l'ignominie. Il n'a d'abord publié que de façon tronquée la plate-forme des vingt et un points de Gdansk, dont chaque revendication constitue un démenti du « bilan globalement positif » et un réquisitoire contre trente ans de « socialisme réellement existant ». *L'Humanité* du 30 août, la veille de la signature de l'accord de Gdansk, réussissait même la performance de retarder sur les bureaucrates polonais en dénonçant encore la naissance de syndicats indépendants comme une machine de guerre contre le

socialisme. La seule consolation, à porter au compte du bilan parcimonieusement positif pour les rédacteurs de *l'Humanité*, consista à se féliciter de la largeur de vue des dirigeants polonais qui n'ont pas fait tirer sur les ouvriers. C'est en effet une performance pour un gouvernement qui prétend agir au nom de la classe ouvrière ! Verra-t-on *l'Humanité* saluer demain la générosité de Raymond Barre pour n'avoir pas fait ouvrir le feu sur les travailleurs de Manufrance ?

Il n'y aura donc pas foule pour apporter aux travailleurs polonais une solidarité sans réserve et sans arrière-pensées. Cette solidarité est pourtant un des éléments du rapport de forces entre eux et la bureaucratie, un des éléments sur lesquels nous pouvons agir contre la menace d'une intervention soviétique. De même que la libération des prisonniers politiques polonais, arrachée par les grévistes, doit nous aider à relancer la campagne pour la libération des emprisonnés de la Charte 77 en Tchécoslovaquie.

21 septembre 1980

IV^e Congrès de la LCR

Vers une organisation communiste ouvrière

Pour ceux qui ne militent pas à la LCR mais qui ont voulu prendre connaissance des décisions de son IV^e Congrès, deux choses sont apparues :

- la LCR présente Alain Krivine aux élections présidentielles ;
- la LCR a décidé de se « prolétarianiser », d'opérer « *un tournant vers la classe ouvrière industrielle.* »

Il s'agit là, en effet, des décisions les plus marquantes. Elles ne sauraient pourtant, à elles seules, rendre compte du travail politique effectué par le congrès et des tâches qu'il a fixées aux militants trotskystes pour les mois qui viennent. La LCR a connu depuis plusieurs années des débats permanents qui ont accompagné une situation de crise et rendu impossible la détermination d'une majorité politique lors de son III^e Congrès. Elle a connu, à la fin de l'année 1979, une scission qui l'a affaiblie. Nombreux sont ceux qui ont parié sur l'aggravation d'une crise qui semblait, pour un observateur superficiel, ravager uniformément les organisations apparues à la gauche des PC et des PS en Europe.

Or, c'est incontestablement l'inverse qui s'est produit et que le IV^e Congrès de la LCR est venu démontrer : après une période d'incertitudes et de débats prolongés, la LCR s'est dotée d'une orientation politique approuvée par 60 % des délégués et s'est fixé des objectifs organisationnels à travers une série de mesures pratiques approuvées par

plus de 65 % des délégués. Et cela après deux mois de débats les plus larges, permis par la reconnaissance dans les faits (et pas seulement en paroles comme de nombreuses organisations en donnent hélas l'exemple) de la démocratie interne : libre accès au bulletin intérieur publié régulièrement, droit de tendance et de fraction. Tous les éléments sont à nouveau réunis aujourd'hui pour franchir un pas dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Des rapports de forces inchangés entre les classes

Y a-t-il pourtant des raisons d'être optimistes ? Douze ans après Mai 68, où en sont les rapports de forces entre la bourgeoisie d'un côté, la classe ouvrière et ses alliés de l'autre ? La profondeur de la crise de Mai 68 ne laissait-elle pas présager un dénouement plus rapide ? Les interrogations radicales sur l'emprise des directions réformistes sur la classe ouvrière peuvent-elles recevoir une réponse dans le cadre du marxisme révolutionnaire ? Beaucoup de militants révolutionnaires ont été amenés à se poser ces questions depuis l'effondrement de l'Union de la gauche consacré le 19 mars 1978.

La crise économique de 1974 a révélé crûment les forces en présence et les batailles qui se préparent. Cette crise économique, et la prochaine qui se profile pour la fin de l'année 1980, sont là pour montrer que la vague de croissance économique accélérée commencée avec l'après-guerre est bien terminée, que nous sommes désormais dans une période où les difficultés économiques s'amoncellent de manière cumulative, où les crises sont plus profondes et plus rapprochées les unes des autres. Fatalité économique ? La bourgeoisie sait mieux que personne qu'il n'en est rien. Et si elle crie bien fort au caractère « inévitable » de la crise (en renvoyant, pour l'expliquer, à la hausse du prix du pétrole), c'est afin d'en faire payer le prix aux travailleurs et tenter d'en éviter ainsi les difficultés les plus grandes. Une étude du Massachusetts Institute of Technology (institut nord-américain) révèle que la bourgeoisie devrait réduire de 25 % le niveau de vie de 60 % des salariés pour rétablir les profits lui permettant d'inverser les phénomènes économiques cumulatifs qui font aller l'économie capitaliste d'inflation en chômage, de récession en crise.

La bourgeoisie s'est d'abord attaquée aux couches sociales les plus défavorisées, celles qui avaient le moins de traditions d'organisation et sur lesquelles pèse le plus le poids des divisions : les femmes, les immigrés, les jeunes en cours de formation ou à la sortie du système de formation. Mais il est évident que cela ne peut en aucun cas suffire à renverser le cours des choses. Il lui faut désormais s'attaquer aux secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière pour restructurer efficace-

ment l'appareil productif, c'est-à-dire à la classe ouvrière industrielle. Il faut pour cela remettre en cause des acquis considérés comme vitaux pour la masse des travailleurs : indemnisation du chômage, loi des quarante heures, Sécurité sociale, droits syndicaux et, plus largement, droits démocratiques.

Or, la classe ouvrière est sortie profondément renforcée de la période d'expansion de l'après-guerre. La grève générale de Mai 68 a ouvert une période où l'état d'esprit des masses ne les prédispose pas à laisser passer une quelconque attaque sans riposter. La grève dans la sidérurgie, la grève de l'Alsthom en ont été les derniers témoignages. Le gouvernement n'a-t-il pas été forcé de reculer en ce qui concerne la Sécurité sociale ? La loi Berger est pour le moment enterrée, les décisions concernant les mutuelles rapportées.

Aucun élément ne permet aujourd'hui de dire que le rapport de forces instauré entre les classes depuis Mai 68 s'est trouvé modifié. La bourgeoisie n'a atteint aucun de ses objectifs fondamentaux, elle n'a eu à aucun moment les mains libres, ce que seul l'établissement d'un consensus entre les classes, plus illusoire que jamais, pourrait lui donner. Elle n'a pu ainsi résoudre la crise du régime, liquider l'héritage paralysant du gaullisme. Au contraire, la multiplication des scandales discrédite toujours davantage l'Etat et le gouvernement. Et nous ne pouvons pas avoir d'illusions : la crise des institutions de la V^e République, le pourrissement du régime, la paralysie du Parlement ne relèvent d'aucun défaut interne au régime ou d'une quelconque faiblesse constitutionnelle. Ils sont le produit de l'instabilité sociale, du mûrissement des affrontements entre les classes.

C'est en partant de cette analyse que les thèses politiques sont amenées à constater que « *la bourgeoisie n'a pu entamer significativement la volonté de lutte et de résistance de la classe ouvrière, ni remporter de victoire susceptible de modifier sérieusement les rapports de forces entre classe ouvrière et bourgeoisie. C'est pourquoi les épreuves décisives restent à venir.* »

L'état d'esprit des masses

Il s'agissait ensuite, pour le congrès, d'analyser en détail les processus en cours dans la classe ouvrière, d'appréhender l'état d'esprit des masses, à travers les dernières expériences des luttes de classes. Quelle a été la politique du PC et du PS, des bureaucraties syndicales que ces partis contrôlent ? « *La politique active des directions ouvrières a consisté à empêcher un affrontement. D'abord la politique de démobilisation de l'Union de la gauche, de 1972 à 1977, puis la politique de division à partir de septembre 1977, ont permis à Giscard de tenir son septennat. Cette*

division accrue constitue l'atout central de Giscard. Elle lui a permis de remporter les législatives de 1978. Elle le sert depuis. Elle risque de lui assurer sa réélection à l'élection présidentielle de 1981. »

Le PCF, en se présentant comme le seul parti ouvrier, le seul défenseur intransigeant des intérêts des travailleurs, le PS, en se prétendant unitaire, favorable à un renouveau de l'Union de la gauche, tentent l'un comme l'autre de démoraliser des couches importantes de travailleurs tout en se renforçant l'un au détriment de l'autre. Ils se sont pourtant l'un et l'autre adaptés à la politique de crise de la bourgeoisie : le recentrage de la CFDT « *a fait école dans les appareils du mouvement ouvrier.* »

Cette politique heurte de front des secteurs décisifs de la classe ouvrière qui n'ont aucune envie de baisser les bras, d'être battus sans combat. C'est sur cette base que sont apparus « *des militants et des travailleurs d'avant-garde qui, en raison de leur propre expérience, ont été en mesure de commencer à tirer les leçons de la faillite de la stratégie préconisée par les directions. Ce courant s'appuie sur la défiance généralisée des travailleurs à l'égard du PC et du PS. C'est ce qui lui donne sa force. Mais pour que celui-ci puisse vraiment se déployer, il faut encore que les oppositions de lutte de classes au sein du mouvement syndical se regroupent, s'organisent, postulent à la direction des luttes et offrent, ce faisant, une perspective organisée et crédible pour les travailleurs combattifs.* »

Ainsi, la politique de division du PC et du PS est au centre de toute l'analyse de la situation politique. Elle donne un caractère immédiat, concret, précis à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Elle fixe aussi les mots d'ordre que doit avancer la LCR.

L'unité ouvrière

Commentant les décisions prises par notre IV^e Congrès, plusieurs journaux ont écrit que la LCR appelait de ses vœux une nouvelle Union de la gauche ! L'Union de la gauche était l'alliance entre le PC, le PS et le parti bourgeois des radicaux de gauche, sur un programme commun. Ce programme commun n'avait évidemment rien à voir avec un programme de défense des intérêts du prolétariat. Ce n'était rien d'autre qu'un programme de collaboration de classes, avec pour objectif la mise en place d'un gouvernement de coalition au profit de la bourgeoisie. Cette politique, aussi vieille que le réformisme, était dans la droite ligne du « ministérialisme » de Millerand soutenu par Jaurès, ou des fronts populaires préconisés par le Komintern à partir de 1935, à chaque fois dans des conditions spécifiques.

La politique d'unité ouvrière adoptée à notre congrès n'a rien à voir avec cela : à la collaboration de classes, elle oppose l'unité des travail-

leurs et de leurs organisations pour des actions communes, pour le combat contre le patronat et son gouvernement. La politique d'unité ouvrière n'exige d'aucune organisation qu'elle abandonne son programme ou qu'elle abandonne son droit de critique : il s'agit de marcher séparément, mais de frapper ensemble l'ennemi commun, la bourgeoisie et son gouvernement. Les travailleurs verront bien dans l'action commune quelle est l'organisation qui défend leurs intérêts de la manière la plus conséquente. Et c'est pourquoi le PC comme le PS s'opposent avec acharnement à tout pas en avant vers l'unité ouvrière. Quand ils s'unissent, ils ont alors « *besoin d'alliés bourgeois pour pouvoir refuser les revendications des ouvriers* » (Trotsky).

De même qu'à la pratique de la collaboration de classes nous opposons l'unité des travailleurs et de leurs organisations, nous opposons au gouvernement d'Union de la gauche, au gouvernement bourgeois des « *loyaux gérants du capitalisme* », le gouvernement des partis ouvriers majoritaires, le gouvernement du PC et du PS. Cette exigence adressée aux directions du PC et du PS — former le gouvernement — s'accompagne de la critique la plus virulente ; cette critique culmine et s'illustre d'ailleurs dans le refus des directions d'assumer leurs responsabilités gouvernementales. Le mot d'ordre « *imposons un gouvernement du PC et du PS* » est compréhensible et répond aux aspirations de tous les travailleurs qui votent pour le PC et le PS et qui ont encore mille illusions sur les directions de ces deux partis.

Pour comprendre la place de ce mot d'ordre aujourd'hui, on peut être frappé par la similitude de situation existant avec la Belgique de 1934, quand Trotsky écrivait (*Oeuvres*, Tome 3, pp 146-147) : « *D'abord, et je considère que c'est la question centrale, je ne vois aucune raison pour que vous retiriez votre mot d'ordre : "le parti ouvrier belge au pouvoir !" . Quand nous avons pour la première fois lancé ce mot d'ordre, nous avons pleine conscience du caractère de la social-démocratie belge, qui ne veut pas se battre, et ne sait pas se battre, et qui, pendant plusieurs décennies, a joué le rôle de frein de la bourgeoisie sur la locomotive prolétarienne, qui a peur du pouvoir en dehors d'une coalition, car elle a besoin d'alliés bourgeois pour pouvoir refuser les revendications des ouvriers. (...) Nous avons auparavant estimé que la réalisation d'un tel gouvernement constituerait incontestablement un pas en avant. Non bien entendu dans le sens que le gouvernement des Vandervelde, De Man et compagnie serait capable de jouer quelque rôle positif que ce soit dans le remplacement du capitalisme par le socialisme, mais dans ce sens que, dans les conditions données, l'expérience d'un gouvernement social-démocrate serait d'une importance positive pour le développement révolutionnaire du prolétariat. Le mot d'ordre de gouvernement social-démocrate est ainsi calculé non pour quelque conjoncture exceptionnelle mais pour une période*

politique plus ou moins longue. Nous ne pourrions abandonner ce mot d'ordre que si la social-démocratie, avant son arrivée au pouvoir, commençait à s'affaiblir considérablement, à perdre son influence au profit d'un parti révolutionnaire ; mais aujourd'hui, hélas, une telle perspective est purement théorique. Ni la situation politique générale, ni le rapport des forces à l'intérieur du prolétariat ne permettent de retirer le mot d'ordre du "pouvoir à la social-démocratie". »

Le mot d'ordre « *imposons un gouvernement du PS et du PC* » est ainsi valable pour une période politique relativement longue. Ce n'est pas un mot d'ordre conjoncturel, même si l'échéance des élections présidentielles va lui donner une actualité immédiate, en faire un mot d'ordre d'action. Le débat pour savoir quand ce mot d'ordre relève de la propagande et quand il relève de l'agitation est confus, posé de cette manière, abstraitement. C'est un mot d'ordre central de la LCR (et parler de propagande est en ce sens trop restreint), mais il serait néanmoins illusoire de croire qu'il est possible, en tout temps, indépendamment d'échéances politiques précises comme l'élection présidentielle, d'organiser des courants de masse sur ce mot d'ordre, dans les syndicats par exemple.

Les thèses adoptées résumant bien toute notre démarche de front unique ouvrier quand elles écrivent : « *Malgré la division, le PC et le PS se partagent la confiance de millions de travailleurs. Malgré la division, ils restent majoritaires de façon écrasante dans la classe ouvrière et même dans le pays en dépit des trucages électoraux. Avec tous ceux qui voient en eux les premiers instruments de la lutte contre la crise, l'austérité et le chômage, il faut leur dire : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! Les révolutionnaires ont, quant à eux, des divergences inconciliables avec les directions de ces partis, tant sur les buts que sur les moyens. Mais ils ne demandent pas aux militants socialistes et communistes de les croire sur parole. Ils proposent à leurs partis de se mobiliser ensemble pour dresser, face à la crise, le front de l'unité ouvrière. Et chacun jugera à la lumière des leçons de l'expérience.* »

Si la question de l'élection présidentielle a été longuement débattue lors du congrès, en aucun cas la LCR ne présente cette échéance comme le remède unique pour se débarrasser de Giscard et imposer un gouvernement du PC et du PS. Ce serait tomber dans l'électoratisme, alors qu'il nous faut au contraire, dès la rentrée sociale de septembre 1980, insister sur le refus de toute trêve électorale.

Indépendamment de l'échéance de l'élection présidentielle, l'accumulation du mécontentement social, la forte combativité qui se manifeste dans des secteurs décisifs du prolétariat ou dans d'autres couches de la population (se rappeler, cette année, la grève des instituteurs, le mouvement des collégiens contre la restructuration de la formation

professionnelle) rendent possibles des tournants brusques dans la situation sociale, des explosions de lutte et des grèves de masse. D'ores et déjà, l'expérience de ces dernières années de lutte fait que les travailleurs refusent « *de se lancer sans garantie dans des grèves isolées ou de gaspiller leurs forces dans des journées d'action aussi inutiles que répétitives, réglées comme du papier à musique par le ron-ron de la division* ». Au contraire, « *en emportant dans son mouvement la conviction de ceux qui sont encore désorientés et la décision de ceux qui sont toujours hésitants, la grève générale devient une grève politique de masse soudant la volonté des exploités face à leurs exploiters. Elle pose la question cruciale : qui doit gouverner ?* » Le congrès a ainsi confirmé l'actualité de la lutte pour la grève générale.

Alain Krivine candidat

C'est dans ce cadre que le congrès a décidé de présenter Alain Krivine à l'élection présidentielle, en organisant dès cet été la campagne démocratique qui doit permettre de lever tous les obstacles légaux mis à une telle candidature. Il ne s'agit pas d'organiser une campagne indépendamment de toute l'activité qui a été celle de l'organisation ces derniers mois, lors de la mobilisation pour l'avortement libre et gratuit, lors de la marche nationale contre les lois racistes, lors de la marche pour l'unité le 1^{er} Mai, avec la pétition « pour l'union dans les luttes ».

Au contraire, « *il faut lancer une campagne massive qui prolonge cette activité sous forme d'une pétition nationale, de prises de position ouvrières, d'actions de masse, selon les axes de cette bataille pour le front unique des partis et des syndicats ouvriers, dans les luttes et pour l'élection présidentielle : chasser Giscard, soutien au candidat ouvrier le mieux placé au second tour, gouvernement PC-PS* ». Tels sont les axes de la bataille pour le front unique qu'il faut mener au moment de cette élection, dans la continuité des combats de l'année 1980. Et c'est pourquoi, dans les conditions actuelles, seul un candidat de la LCR peut représenter les intérêts des masses.

Forger une direction révolutionnaire, construire le parti

La LCR a montré sa capacité à impulser, à diriger des luttes de masse. Elle n'est plus une organisation propagandiste, mais est capable, par son intervention, de commencer à infléchir les rapports de forces entre les classes. Elle a joué un rôle décisif dans les luttes de la jeunesse, mais aussi dans les luttes menées par les personnels hospitaliers, ceux des PTT ou de la SNCF. Elle reste néanmoins relativement faible

dans les grandes entreprises industrielles : *« Notre faiblesse principale, aujourd'hui, c'est le déséquilibre entre notre implantation dans le secteur public et celle du secteur privé, c'est la présence de trop nombreux camarades dans des entreprises d'importance secondaire, c'est le déséquilibre entre ouvriers et employés, c'est la très faible concentration de nos forces dans les grandes entreprises industrielles où nous sommes présents. »*

La place qu'une organisation occupe dans la lutte des classes est fondamentalement déterminée par son programme. Il n'est évidemment pas question de revenir sur cette conception pour ouvrir la voie à toutes les formes d'ouvriérisme. Mais notre programme, qui synthétise cent ans d'expérience de la classe ouvrière, qui représente, seul, les intérêts historiques du prolétariat, ne peut prendre tout son contenu que s'il est porté par un parti politique à composition sociale majoritairement prolétarienne. Il risque sinon de se transformer en un couteau sans lame.

Le programme est bien sûr préexistant à la LCR ; c'est lui qui justifie la construction de la LCR. Rien n'est plus opposé à notre démarche que l'idée de construire un parti qui débattrait et adopterait ensuite un programme. C'est parce que le programme de la IV^e Internationale représente les intérêts historiques du prolétariat que nous construisons un parti. Mais encore faut-il construire un instrument efficace, un instrument adéquat aux objectifs stratégiques qui sont contenus dans ce programme. C'est pourquoi le congrès a adopté des thèses (*« Pour construire une organisation communiste ouvrière »*) qui représentent un tournant radical dans notre histoire.

Le but que se fixe la LCR est réaffirmé : *« Construire un parti révolutionnaire dont la majorité des militants soient implantés dans les secteurs clés de la classe ouvrière. »* Il s'agit là d'un objectif qui se confond avec la lutte pour le parti révolutionnaire. Mais ce que le congrès a décidé, plus modestement, c'est de prendre une série de mesures immédiates, applicables d'ici le prochain congrès de la section française de la IV^e Internationale, dans deux ans. Ces mesures portent sur :

- Une recomposition des directions afin de leur permettre de diriger le travail de l'organisation dans les entreprises. Cela s'est traduit par une modification importante du comité central qui compte désormais *« une majorité absolue de travailleurs ayant acquis une expérience de travail de masse et de direction de l'organisation, soit dans des villes dont l'intervention ouvrière est importante, soit dans des branches d'industrie ou des fractions syndicales de militants de la LCR. »*

- Une politique d'embauche de camarades dans les secteurs de l'industrie où nous sommes faiblement implantés. Il ne s'agit pas de démanteler les positions politiques déjà acquises dans certains secteurs (Éducation nationale, par exemple). Néanmoins, la politique d'embauche est

décisive et va concerner toute l'organisation, ses forces vives, et pas seulement les camarades qui ont des emplois marginaux ou qui sont au chômage. L'expérience syndicale, par exemple, accumulée dans plusieurs secteurs, pourra ainsi être utilisée de la manière la plus rationnelle pour la construction du parti.

- Un effort concernant la politique de formation, tant au niveau de la formation élémentaire que la formation de la direction, au sens large, de l'organisation (qui comprend les directions de villes et de sections, les membres des secrétariats de secteurs, les dirigeants des JCR, etc.).

- Le recrutement massif à l'organisation, ce qui passe entre autres par la modification du rôle des groupes Taupe, par la transformation du fonctionnement de l'organisation faisant de celle-ci un outil indispensable pour les militants ouvriers révolutionnaires.

Le congrès a adopté, sur ces quatre points, une série de mesures détaillées qui doivent permettre à la direction élue au congrès d'engager le tournant vers l'industrie. Toutes ces mesures doivent être engagées simultanément. En aucun cas nous ne ferons de l'une la condition de la réalisation des autres.

Parmi celles-ci, l'embauche occupe une place particulière. C'est sans doute la plus difficile à réaliser. Elle demande une grande confiance des militants dans leur organisation et dans sa direction. Mais elle est indispensable si nous voulons vraiment peser dans le sens d'une modification de la composition sociale de la LCR. Une fois engagée, une politique d'embauche suscite ses propres exigences, elle ne relève plus alors d'un simple volontarisme, comme l'ensemble des autres mesures votées. C'est pourquoi elle sera mise en place à tous les niveaux de l'organisation, concernera toute l'organisation, y compris sa direction.

Il s'agit néanmoins d'une « *réponse anormale à une situation anormale* ». La politique de recrutement, même intense, ne saurait en effet résoudre le problème auquel nous sommes confrontés, et sans politique d'embauche, nous continuerions à recruter à notre image. L'organisation de demain risquerait de n'être que la reproduction élargie de celle qui existe aujourd'hui. A terme, cela pourrait être lourd de dangers : notre absence des secteurs clés du prolétariat nous empêcherait de saisir les bouleversements en cours dans la conscience de classe, dans les rapports de forces au sein de la classe ouvrière. Plus grave, elle nous empêcherait de peser sur eux, d'en tirer parti et nous connaîtrions des blocages dans notre travail de construction des tendances de lutte de classes dans les syndicats, par exemple.

Toutes ces mesures, contenues dans les thèses adoptées, doivent nous permettre de construire l'outil organisationnel dont nous avons besoin pour remplir les tâches que nous nous sommes fixées dans les

thèses politiques. Les unes sans les autres conduiraient à la paralysie. Elles sont indissociables.

Construire la section française de la IV^e Internationale

Ce IV^e Congrès de la LCR a surtout été le XXV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale. Six mois après la tenue du XI^e Congrès mondial, il a permis de faire le point sur les progrès importants qu'a connus notre organisation dans son intervention. Après beaucoup de débats, le fait d'avoir été la partie française d'un parti mondial nous a permis de corriger les erreurs, d'accumuler les bases politiques pour faire un pas en avant. Les problèmes très concrets soulevés par ce congrès se posent dans de nombreuses sections de l'Internationale. Toutes les sections ont commencé à prendre les mesures permettant un tournant vers l'industrie, permettant de faire face aux plans d'austérité des régimes bourgeois, face à la nouvelle récession qui s'annonce.

En France, ces mesures sont prises tardivement, mais pas trop tard. Nous pourrions tirer pas à pas le bilan de la politique de notre IV^e Congrès, qui s'inscrit dans le cadre fixé par le XI^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, en confrontant nos expériences, nos difficultés, avec celles des autres sections. C'est cela qui fait la force de la LCR, section française de la IV^e Internationale.

L'assassinat de Léon Trotsky

Il y a quarante ans, Trotsky était assassiné à Mexico par un agent des services secrets du Kremlin. Rappelons d'abord les faits. Condamné à mort par trois « procès de Moscou » montés de toutes pièces, son fils aîné Liouva mort à Paris dans des circonstances troublantes, son fils cadet, Serge, disparu après avoir été arrêté en URSS, de nombreux trotskystes assassinés dans le monde, Trotsky savait que Staline mettrait tout en œuvre pour le tuer. Un premier attentat, le 24 mai, avait échoué. Celui du 20 août réussit. Les circonstances étaient dans une grande mesure favorables à Staline : le monde était préoccupé par l'expansion du nazisme sur l'Europe continentale, des millions d'hommes se battaient. Cependant, Staline n'osa pas assumer la responsabilité de son crime. Sur son ordre, l'assassin dissimula son identité et tenta de se faire passer pour un trotskyste déçu.

Mais sa véritable identité, Ramon Mercader, fut bientôt connue. C'était un membre du Parti communiste espagnol ; sa mère, Caridad Mercader, qui appartenait également à ce parti, était aussi connue comme courrier des services du NKVD. L'enquête de la police mexicaine pointa en direction d'autres membres de partis communistes, mais ils eurent le temps de quitter le Mexique. Seul Ramon Mercader fut poursuivi et condamné à vingt ans de prison, le maximum du code mexicain. Il ne dit pas un mot au procès, ni après. Il refusa toute remise de

peine, bien qu'il n'ait pas été abandonné par des amis staliniens pendant son incarcération. A sa sortie de prison en 1960 (Staline était mort depuis quelques années), il vécut en Tchécoslovaquie et en Union soviétique. Au moment de la lutte fractionnelle dans le PC espagnol entre Carrillo et Lister, ce dernier étant soutenu par Moscou, des rumeurs circulèrent laissant penser que Mercader avait pris parti pour Lister. En octobre 1978, on apprit qu'il était hospitalisé à Cuba (d'où sa mère aurait été originaire) et qu'il y agonisait. Ses cendres furent amenées à Moscou pour y être déposées : ses obsèques furent suivies par « *un nombre impressionnant de dignitaires du KGB* » (télégramme de l'AFP) et sa tombe fleurie par eux. Le KGB était reconnaissant du service qu'il avait rendu à Staline et tenait ainsi à « honorer » sa mémoire.

En Union soviétique, ces informations sont maintenues secrètes. Mais il n'est plus personne ailleurs pour mettre en doute que Trotsky fut assassiné sur les instructions de Staline. Le dossier ne se clôt pas là. En 1978, un livre est paru au Mexique intitulé *Mon témoignage, mémoires d'un communiste mexicain*. L'auteur, Campa, était membre du bureau politique du PC mexicain quand il fut exclu dans les premiers mois de 1940 de ce parti avec deux autres hauts dirigeants pour « *conciliation envers le trotskysme* ». Le 17 août (trois jours avant son assassinat), dans un article intitulé « *L'Internationale communiste et le Guépéou* », traitant de ces exclusions, Trotsky écrivait : « *Ce qui a eu lieu très probablement, c'est que le Guépéou rencontra quelque opposition parmi les dirigeants du PC qui s'étaient habitués à une existence paisible et qui auraient pu craindre des conséquences politiques et policières très désagréables d'une telle tentative d'assassinat.* »

Dans son livre, Campa, qui est à nouveau aujourd'hui un cadre important de ce parti, explique qu'il avait été exclu ainsi que ses deux autres camarades pour s'être opposé à la demande formulée par un envoyé spécial de l'Internationale communiste d'exécuter Trotsky. Peu après la parution du livre de Campa, des extraits en ont été publiés dans *l'Humanité* sous la responsabilité de Marchais, de retour du Mexique. Désormais, il ne manque au dossier que des détails que seules les archives du Kremlin pourront apporter.

Mais il ne s'agit pas d'un crime de droit commun dont on recherche cependant les mobiles. Il s'agit d'un crime politique qui pose des questions politiques pour le passé et pour le présent. Relevons en premier lieu que Campa, exclu en 1940, n'a pas dénoncé à l'époque l'assassinat qui se préparait et pour lequel il avait été sollicité., qu'il n'a pas jugé bon de le faire alors que l'assassin s'efforçait de se faire passer pour un trotskyste déçu et qu'il n'a apporté ses révélations que trente-huit ans plus tard. Les raisons qu'il donne de son silence sont misérables (Trotsky avait commis des erreurs, il fallait défendre l'URSS...) et montrent

pour le moins qu'il a été un complice passif du crime. Mais il est resté un homme politique, il est redevenu membre du PC si tant est qu'il en ait été véritablement exclu et, de ce fait, ses révélations tardives et l'information qu'en ont donné *l'Humanité* et d'autres organes de partis communistes ne peuvent être considérées comme des aveux tardifs mais comme des déclarations sur un problème politique qui n'a pas disparu de l'ordre du jour, des déclarations qui ont un objectif politique actuel.

Lequel ? Les faits révélés par Campa sont minimes, n'apportent pas grand chose que l'on ne connaissait déjà et n'abordent pas les divergences politiques de la grande crise dans laquelle le parti bolchevique a été détruit comme parti révolutionnaire. L'objectif des Campa, Marchais et autres est très simple : celui de créer, au moment où le régime stalinien est de plus en plus rejeté par la classe ouvrière dans le monde, des alibis pour eux et pour leurs organisations au sujet des méfaits les plus criants de Staline : ils n'avaient pas compris, ils ignoraient les crimes, etc. Et ils désignent des coupables commodes : Staline qui est depuis longtemps six pieds sous terre, l'Internationale communiste défunte. La culpabilité de ceux-ci est indéniable. Mais elle n'exclut pas la responsabilité des partis communistes et de leurs dirigeants. Car un parti peut considérer qu'il a commis une erreur sur une question donnée, mais il ne peut choisir à sa guise dans son histoire ce qui lui convient ou croit lui convenir et ignorer ou défigurer ce qui l'embarrasse. C'est une façon d'écrire l'histoire qui réussit de moins en moins aux staliniens.

L'exemple le plus clair en est donné par le PCF au sujet de sa tentative de légalisation de *l'Humanité* par les autorités d'occupation allemandes du temps du pacte Hitler-Staline. A la fin de la guerre, il a tout d'abord nié le fait, puis il l'a présenté comme commis par des individus irresponsables alors que c'étaient des membres du parti au plus haut point disciplinés, entre autres le principal organisateur du parti, dans la clandestinité, Maurice Tréand. Enfin, il l'impute à des divergences dans le parti et à une partie de la direction dont il ne donne d'ailleurs pas les noms. On peut être certain que les choses n'en resteront pas là et qu'il lui faudra trouver encore d'autres versions.

Cette façon d'écrire l'histoire ne peut réussir désormais parce qu'il n'est plus possible aux partis communistes d'endiguer et de résorber la crise du stalinisme qui va au contraire en s'approfondissant, parce qu'il n'est plus possible, dans le domaine de l'histoire, de faire un tout harmonieux de la révolution prolétarienne d'Octobre et de la contre-révolution bureaucratique de Staline, et de présenter sérieusement ce « tout » comme étant « globalement positif » : il y a la révolution d'Octobre qui constitua un message d'internationalisme prolétarien, d'égalité et de démocratie pour les masses et il y a la contre-révolution

bureaucratique qui, si elle n'a pu détruire les bases sociales du nouvel Etat, y a éliminé tout élément de démocratie socialiste, engendré les pires répressions et des inégalités monstrueuses.

Les staliniens, ceux d'hier dont les mains sont couvertes du sang de tant de vieux bolcheviques et ceux qui ont pris leur succession à la tête des partis communistes, ne peuvent écrire sincèrement l'histoire de leurs organisations. Ils ne peuvent pas non plus l'escamoter en parlant de « culte de la personnalité » ou de dérangements psychiques de Staline sur ses vieux jours. Enfin, ils ne peuvent pas expliquer cette histoire sans se suicider politiquement. Car c'est une histoire de reniements successifs qui les ont amenés finalement à la trahison du programme révolutionnaire, des principes de fondation de l'Internationale communiste, au réformisme et à la collaboration de classes, et à l'approbation de la liquidation des grandes luttes révolutionnaires ainsi que de nombreux militants et même de partis communistes, celui de Pologne notamment (1). Dans cette sinistre histoire, l'assassinat de Trotsky, compagnon de Lénine dans les journées d'Octobre, président du soviet de Petrograd et du comité militaire qui dirigea l'insurrection, organisateur de l'Armée rouge, principal opposant à la dégénérescence bureaucratique, créateur de la IV^e Internationale pour maintenir l'internationalisme prolétarien, cet assassinat est à la fois l'acte le plus symbolique et le point culminant de cette contre-révolution ; il en est la tache indélébile.

Septembre 1980

(1) Voir dans notre livre *Histoire de l'Internationale communiste* (Editions la Brèche) en particulier les chapitres sur le Front populaire et sur la période d'alliance de Staline avec Hitler.

Joël Renaud
Francis Sitel

« Union dans les luttes » Après un an de combat pour l'unité...

Le printemps 1979 avait été marqué par l'affrontement CGT-CFDT sur le dos des sidérurgistes.

Pour le 1^{er} Mai 1980 Maire et Séguy en rajoutent : la journée de solidarité internationale des travailleurs sera « célébrée » pour la première fois depuis plus de dix ans en cortèges séparés !

Dans la région parisienne, les dirigeants confédéraux recevront une réponse inattendue de sections et syndicats, de syndicalistes de la CGT, CFDT, FEN et de FO ; ils refusent le fait accompli de la division et appellent à une marche pour l'unité, qui s'adressera aux deux cortèges de division de Maire et de Séguy. Avec dix mille participants, la force des « unitaires », comme les nomme fort justement le journal *le Monde*, s'affirme dans la rue.

Après le succès de la pétition pour l'Union dans les luttes, la marche pour l'unité est le résultat d'une bataille politique engagée depuis quelques mois par les partisans de l'unité convaincus que la lutte contre l'austérité et ses exécuteurs Giscard-Barre passe par un combat central contre la politique de division des dirigeants ouvriers.

Comment ce combat pour l'unité ouvrière doit-il se poursuivre à cette rentrée sociale 1980 et, auparavant, quelle a été jusqu'à présent la démarche de la LCR ?

La drôle de rentrée d'août-septembre 1979

Pour son troisième anniversaire, le gouvernement Barre n'y est pas allé avec le dos de la cuiller : augmentation des tarifs des transports, de l'électricité et du gaz, du prix du fuel domestique, de l'essence et des loyers et, pour la deuxième fois dans l'année, des cotisations salariales à la Sécurité sociale. Cette ponction de soixante milliards vient, selon les calculs de la CGT, amputer de deux cent cinquante francs en moyenne un revenu de quatre mille francs par mois. Barre s'acharne dans sa politique de transferts de la facture pétrolière et des charges des services publics sur le dos des familles ouvrières. Et il la défend avec le plus grand cynisme : « *L'effort de modération dans le domaine des rémunérations devra être poursuivi et intensifié. Là est la clé de notre capacité à surmonter nos nouvelles difficultés. Ce sont ceux qui bénéficient de la protection sociale qui devront assurer le financement supplémentaire requis... Il est possible qu'en 1980 le nombre de demandeurs d'emplois continue de s'accroître.* » (Le quotidien *Rhône-Alpes* du 12 juillet 1979)

Tous les dirigeants ouvriers dénoncent à qui mieux mieux les conséquences dramatiques d'une telle politique pour toute la population laborieuse. Mais c'est aussitôt pour poser, en préalable à l'indispensable riposte unitaire, le virage à droite et le recentrage de ceux-ci ou le sectarisme et l'alignement de ceux-là.

En août-septembre 1979, l'affrontement fratricide va s'exacerber dans le mouvement syndical. Jusqu'à présent, et malgré mars 1978, les directions CGT et CFDT se réclamaient toujours vaille que vaille de l'accord d'unité d'action syndicale de 1974. Fin décembre 1976, au 40^e Congrès CGT de Grenoble, Séguy faisait encore à la direction CFDT des propositions audacieuses : un comité national permanent d'unité d'action, des campagnes communes de syndicalisation sur les entreprises. A Brest, Maire avait dû tenir compte de la volonté d'unité d'action exprimée par les délégués. Aux premiers jours d'août encore, Séguy plaide publiquement pour une préparation, toutes centrales syndicales associées, d'une grande rentrée unitaire contre Barre et ses prétentions antiouvrières. Puis le 16 août, changement de décors. Foin de toute activité unitaire ; Séguy « balance » en solo pour le début septembre une initiative aussi sectaire que bidon de promotion de la seule CGT.

C'est l'alibi rêvé pour un Maire qui veut prendre le temps de la réflexion — livrée chaque été au journal *le Monde* — pour définir de façon responsable les mille et un objectifs compatibles avec les forces

d'un capitalisme en crise. Henry, de la FEN, aurait été d'accord pour une rencontre intersyndicale pourvu qu'elle n'envisage pas un mouvement d'ensemble antigouvernemental. Bergeron, lui, est à l'aise ; il trouve bien que Barre passe la mesure, mais il ne veut entendre parler ni de « politique » ni de CGT... donc pas d'unité !

L'affrontement PC-PS pénètre ainsi profondément le mouvement syndical. La division politique et syndicale des rangs ouvriers devient le grand terrain de manœuvre des directions ouvrières pour dévoyer la combativité des travailleurs et éviter toute riposte ouvrière d'envergure.

Cet obstacle de la division apparaît d'autant plus intolérable que travailleurs et militants n'ont pris leur parti ni des plans Barre ni de la courte victoire électorale de Giscard. Depuis mars 1978, les luttes se sont développées par vagues : dès mai et juin 1978, les hôpitaux, Moulinex, la Lainière de Roubaix, Renault-Flins, Renault-Cléon et les arsenaux. A l'automne 1978, les mouvements dans le secteur public, l'Education nationale, les PTT, la SNCF et la SFP. Au printemps 1979, les assurances et les banques mais surtout toutes les entreprises de la sidérurgie, à Longwy et à Denain, mais aussi à Dunkerque, à Fos et à Saint-Etienne ; puis RVI, les ports, et à nouveau les arsenaux ; la grève unie et massive des roulants SNCF fin août. Quelle mauvaise foi permet à Chérèque de susurrer dans le quotidien *le Matin* : « *Actuellement, soyons honnêtes, elle (la mobilisation) n'est pas évidente* ».

Qu'est-ce qui a empêché les directions syndicales d'œuvrer au développement de puissants mouvements coordonnés dans le privé et le public à partir des luttes du secteur public à l'automne 1978, des luttes dans toute la sidérurgie au premier semestre 1979. Ni la force de l'adversaire, ni la passivité des travailleurs ! Ce qui est en cause, c'est une seule chose, c'est l'acharnement des directions ouvrières à diviser les rangs ouvriers par leurs polémiques incessantes et, chaque fois que nécessaire, à éparpiller les luttes. Voilà pourquoi les mobilisations ouvrières ne débouchent sur aucune victoire significative. Voilà pourquoi le patronat et le gouvernement peuvent poursuivre leurs opérations de fragmentation de la classe ouvrière et de démantèlement des acquis ouvriers.

La lutte contre Giscard-Barre passe par le combat pour l'unité

C'est au verrou de la division qu'il faut s'en prendre. C'est le sens de l'appel que la LCR lance le 7 septembre dans *Rouge* : « *L'unité indispensable contre Giscard-Barre, les travailleurs la veulent ; mais ils devront l'imposer aux dirigeants des grands partis et syndicats ouvriers. Il faut que s'exprime et intervienne le large courant des travailleurs et des militants*

syndicaux convaincus que pour lutter et vaincre, il faut l'unité. »

Il ne s'agit pas d'en rester à une bonne propagande de la LCR pour le front uni des organisations ouvrières. Nous estimons que la division ne passe pas dans la classe ouvrière ; pour des dizaines de milliers de travailleurs et de militants prêts à s'en prendre au régime de Giscard, elle apparaît comme une diversion incompréhensible et insupportable.

On peut, il faut organiser en masse les partisans de l'unité pour que s'impose le front uni des organisations ouvrières. D'autant qu'il devient de plus en plus évident que les directions ouvrières prennent leur parti (et pour longtemps !) de leur rivalités d'appareil et de leur pratiques de division.

Les directions syndicales ont bien senti le désaveu des travailleurs et des militants ; le 17 septembre, elles tentent une manœuvre lamentable : elles se concèdent un accord bidon ; mais c'est pour abandonner une bonne partie des revendications et organiser l'usure de la combativité ouvrière dans un dédale de journées d'action.

Il est urgent d'impulser dans tout le pays un mouvement de masse porteur de la double exigence : il faut l'unité, l'unité pour une lutte d'ensemble contre l'austérité et ce régime.

L'appel de la LCR du 7 septembre se concluait sur l'engagement : *« Nous prendrons, à tous les niveaux, toutes les initiatives, avec toute force ouvrière persuadée qu'il faut mener de front la lutte contre l'austérité et le combat pour l'unité. »*

Tout au long du troisième trimestre, la LCR sera partie prenante dans les entreprises, dans les sections et syndicats, avec des militants ouvriers représentatifs des démarches de masse permettant aux partisans de l'unité des organisations ouvrières pour une lutte d'ensemble contre l'austérité et Giscard de s'exprimer et de confronter les directions ouvrières à leurs exigences.

Dès le 17 septembre à EDF Ile-de-France-sud, les syndicats CGT et CFDT adressent à leurs fédérations et confédérations une prise de position massivement votée par le personnel :

« Au moment où l'attaque du gouvernement contre notre pouvoir d'achat n'a jamais été aussi forte, au moment où le pouvoir remet en cause des acquis durement gagnés tels que la Sécurité sociale, au moment où le chômage ne cesse d'augmenter, les agents EDF-GDF du centre Ile-de-France-sud demandent :

— aux confédérations CGT et CFDT de tout faire pour parvenir à un accord unitaire permettant la satisfaction de nos revendications par la coordination des luttes en cours, vers une action générale reductible pour obtenir satisfaction ;

— aux fédérations CFDT et CGT d'EDF-GDF de donner dès maintenant un plan d'action concret et efficace en liaison, si possible, avec le sec-

teur public et nationalisé pour la satisfaction de la plate-forme commune CGT-CFDT :

— 200 F pour tous jusqu'au coefficient 900 en attendant la remise en ordre des rémunérations ;

— la semaine de 35 heures sans diminution de salaires avec embauche correspondante.

« Dans ce cadre, les agents soussignés s'engagent à suivre les mots d'ordre permettant d'en finir efficacement avec l'austérité et de faire aboutir nos revendications. Villejuif, le 17 septembre 1979. »

Le 17 octobre, soixante cheminots CGT, CFDT et non syndiqués de Rouen et Sotteville se réunissent. Ils proposent à la signature de leurs camarades de travail l'appel suivant destiné à leurs fédérations et confédérations :

« Nous venons d'hériter de la part de la direction SNCF un nouveau PS4 encore pire que l'ancien. Nos conditions de travail vont encore se dégrader.

« En outre, elle veut fermer trois gares sur quatre, supprimer des dépôts, faire disparaître à terme les magasins SES, menacer l'entretien de Sotteville, faire passer une partie du triage RA sur le RO et généraliser la conduite à agent seul pour tous les trains.

« Pour nous cheminots, il est urgent de riposter et d'être efficaces. Dans ce cadre, il est indispensable de tirer le bilan des mots d'ordre de 24 ou 48 heures de grève. Rien n'a été obtenu sur nos revendications ; pire, nos acquis sont remis en cause. Ce type de grève n'a eu pour effet que de gaspiller notre combativité.

« Une grève nationale de tous les cheminots et reconductible jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications est la seule forme de lutte réaliste. Il n'existe pas d'autre voie possible pour faire céder la direction.

« Nous exigeons de nos fédérations syndicales de préparer cette grève générale et de fixer dès maintenant les délais pour sa réalisation.

« Pour s'engager dans cette lutte, nous aurons besoin d'une garantie : le contrôle permanent de la conduite de la grève par les grévistes, c'est-à-dire l'élection de comités de grève par les assemblées générales souveraines.

« Jusqu'à présent, les directions syndicales sont restées sourdes à nos préoccupations. C'est en signant massivement cet appel que nous nous ferons entendre :

- abrogation du nouveau PS4 ;
- non à la conduite à agent seul ;
- halte aux suppressions de postes ;
- pour les 35 heures, les 2800 F minimum, les 400 F pour tous ;
- grève nationale reconductible. »

En quelques jours les soixante se retrouveront cinq cents à exiger l'unité intersyndicale pour une grève reconductible de tous les cheminots afin de faire pièce aux projets de démantèlement de la direction.

A la veille du 25 octobre (énième journée d'action dans les PTT), l'un des plus gros syndicats PTT-CFDT, les Postaux de Paris, après des explications d'un mois sur la nécessité d'une lutte d'ensemble reconductible de tous les postiers, s'engage par tract :

« Nous disons clairement : le 25 ne se suffira pas à lui-même si nous voulons faire avancer nos revendications. C'est pourquoi notre syndicat entend faire du 25 un tremplin vers cette action prolongée nécessaire pour gagner. Le débat sur la poursuite de l'action, il faut l'engager dès le jour de la grève. Et avec les grévistes ! »

Le 25, le syndicat appelait dans la manifestation à une réunion débat, le jour même, sur les moyens d'imposer l'unité pour une lutte d'ensemble dans les PTT.

Au lendemain de la manifestation parisienne des hospitaliers du 15 novembre, cent cinquante militants et militantes présents à une assemblée générale CFDT envoient à leurs directions fédérales la motion suivante :

« Nous demandons aux fédérations CFDT, CGT et FO de se rencontrer immédiatement pour organiser dans les trois semaines une coordination nationale prolongée jusqu'à satisfaction de nos revendications des secteurs hospitaliers et sociaux actuellement en lutte qui entraînerait dans l'action les secteurs non encore mobilisés, seul moyen pour faire céder le gouvernement. Une action de grève nationale prolongée jusqu'à satisfaction de nos revendications, avec marche sur Paris. »

Une pétition de quatre cents hospitaliers de Dreux défend au même moment une exigence identique :

« Nous, hospitaliers de Dreux, considérons que seule une grève nationale prolongée unitaire peut faire échec aux mesures d'austérité dans la santé. Nous demandons à nos trois fédérations CGT, CFDT, et FO de s'unir sans tarder, de préparer cette grève générale et d'organiser le 29 novembre une manifestation devant et contre l'assemblée nationale qui votera ce budget. »

Et les hospitaliers n'en resteront pas aux pétitions et aux motions : le 18 décembre, lors de la marche des hospitaliers à Paris, le syndicat CFDT-Santé de la région parisienne appelait, après la manifestation, travailleurs, militants et structures syndicales à une confrontation qu'avaient refusé les directions fédérales : plus de cinq cents personnes se sont retrouvées à la Mutualité pour discuter de la façon de préparer efficacement dans les syndicats la grève nationale reconductible de la santé.

Dans l'appel du 7 septembre, la LCR proposait : « *Partout dans les sections syndicales et les assemblées de travailleurs, il faut prendre les moyens d'assaillir les dirigeants ouvriers de deux grandes exigences :*

— *vous ne pouvez pas vous dérober à une riposte unie contre les derniers coups de Giscard-Barre ;*

— *vous ne devez pas dévoyer cette aspiration à l'unité dans des actions symboliques dont les travailleurs ont trop expérimenté l'efficacité. »*

Le succès de masse que de telles adresses et motions (certes encore trop rares !) ont rencontré à l'EDF, chez les cheminots, les postiers et les hospitaliers était une indication sûre : un courant de masse existe refusant la division et l'éparpillement des luttes, prêt pour une lutte d'ensemble contre l'austérité et ce régime.

Lui faire prendre conscience de son importance, déjà, c'est puissamment l'armer pour affronter les directions et stimuler la mobilisation.

L'appel des cent, à contre-courant de la politique de division

L'appel des cent va permettre de franchir une étape décisive dans l'affirmation nationale du courant des « unitaires ». Notre engagement dans une campagne centrale pour l'unité des organisations ouvrières et le tous ensemble contre Giscard allait nous permettre de saisir d'emblée l'enjeu de cette initiative de cent personnalités du PC, du PS et inorganisées.

Le texte ne manquait pas d'ambiguïtés : allusions à une Union de la gauche nouvelle manière, silence sur l'objectif central de la mobilisation ouvrière, l'austérité et le régime Giscard. Mais là n'était pas, dans le contexte, l'essentiel ; des personnalités relativement connues du PC et du PS, des dirigeants de la CGT prenaient la responsabilité de dire non à la pratique de division des directions ouvrières, de dire oui à l'union dans les luttes et au débat devant les travailleurs : « *Seule la détermination des travailleurs, leur capacité de lutte dans les entreprises, font encore hésiter le pouvoir et le patronat. Nous, hommes et femmes de gauche, militants au PCF, au PS ou hors de ces partis, refusons de nous résigner. Nous appelons à l'action. L'union à la base est possible, elle est impérative. Sans gommer nos différences et nos divergences, dans la clarté, nous appelons à la réaliser. D'abord en participant ensemble aux luttes des travailleurs...*

« *Exigeons ensemble que les conditions de l'unité de la gauche aux prochaines élections soient discutées dès maintenant et au grand jour.*

« *Cet appel pour l'union dans les luttes, nous vous demandons d'en faire une pétition nationale en le reproduisant pour le diffuser et le faire signer partout sur nos lieux de travail et d'activité militante. »*

Cet appel au rassemblement national des partisans de l'unité prenait de front, quelles que soient les intentions politiques très contradictoires des divers initiateurs, l'obstacle central dressé par les directions contre la mobilisation ouvrière, la division.

L'écho d'un tel appel dans le PC, le PS et les syndicats pouvait stimuler la mobilisation de milliers de militants et de travailleurs disponibles pour le combat unitaire. Il fallait activement être partie prenante de ce mouvement. C'est ce que nous avons fait.

Notre démarche de front unique

Nous ne cessons d'expliquer que les divergences ne doivent pas paralyser l'indispensable unité d'action. Le moyen de les surmonter positivement, c'est d'en appeler au débat et aux décisions des travailleurs, les premiers concernés.

Nous partagions avec les initiateurs leur volonté affichée de combattre la division des directions ouvrières en œuvrant à l'union dans les luttes. Mais était-il possible de faire silence sur l'objectif central du combat unitaire ? Pourquoi militants et travailleurs voulaient-ils l'unité de leurs organisations, sinon pour que soit possible la lutte d'ensemble contre l'austérité et Giscard-Barre ? C'était la volonté claire des motions adressées les mois précédents à leurs directions par les cheminots, les postiers, les hospitaliers... Nous avons donc tenu avec des milliers de syndicalistes et de travailleurs à répondre à l'appel des cent en précisant qu'il fallait combattre pour l'unité des organisations ouvrières et développer une lutte d'ensemble contre l'austérité et Giscard-Barre.

Certains initiateurs ont voulu se « braquer » contre cette pratique d'amendements. Pourtant, Balibar expliquait dans le journal *le Monde* du 22 janvier : « *Un tel appel n'appartient à personne, notamment pas à ses initiateurs : il appartient à ceux et à celles qui, sur leur lieu de travail, dans leur ville ou leur quartier, le reprennent à leur compte et décident eux-mêmes de son utilisation, de sa transformation.* » Alors aurions-nous plaqué à l'appel des cent, artificiellement, bureaucratiquement, un amendement sur le tous ensemble contre Giscard ? Cet argument polémique ne tient pas : comment soutenir que plusieurs dizaines de milliers de militants syndicaux (entre le quart et le tiers des signatures selon les initiateurs) se soient si facilement laissés manipuler ? Non, plus sérieusement, la nécessité du tous ensemble était bien perçue comme l'exigence essentielle, l'objectif du combat unitaire.

Ce qui motivait, sinon justifiait, au fond, la réaction de certains des initiateurs, c'est que, sur ce point, une aspiration de masse des travailleurs se heurtait aux projets politiques des uns et des autres : reconstruction de l'Union de la gauche sur des bases nouvelles, unité

bureaucratique entre appareils, maintien d'alliances avec des courants des appareils des syndicats ou du PC et du PS...

On pouvait ne pas être d'accord avec la perspective de la grève générale ; on ne pouvait rejeter du combat pour l'unité des dizaines de milliers de partisans. C'est ce qu'ont tenté, à un moment, certains initiateurs secondés par quelques dirigeants des CCA, en scissionnant des collectifs de ville à Bordeaux et au Havre.

Confrontés à ces pratiques (contradictoires avec l'esprit et l'ambition de l'appel des cent lui-même !), nous n'avons ni renoncé à préciser avec les militants syndicaux dans les entreprises les objectifs essentiels du combat pour l'unité, ni entériné la rupture. Au contraire, nous avons bataillé — et souvent avec succès comme à Dijon, Marseille et Besançon — pour que tous les partisans de l'unité travaillent ensemble, examinent dans un cadre unitaire leurs points de vue, cherchent l'accord nécessaire pour l'action ou, à défaut, fassent les travailleurs juges des diverses positions.

Nous avons adopté la même démarche lorsque les collectifs et les initiateurs ont été confrontés à une échéance importante, le 1^{er} Mai de division peaufiné par les directions syndicales. Comme la plupart des signataires, nous avons estimé que le mouvement union dans les luttes avait, vu son audience, une grande responsabilité : il ne pouvait pas se contenter d'une condamnation platonique du 1^{er} Mai de division ; il se devait d'impulser ou d'appuyer des initiatives de masse qui s'opposaient aux décisions diviseuses des directions syndicales. En particulier, les initiateurs devaient, non pas condamner, mais appuyer la marche pour l'unité appelée par des sections, syndicats et syndicalistes de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN à Paris.

Bois et Farandjis se sont retrouvés coincés entre, d'une part un mandat implicite que leur donnait le mouvement — y compris leurs premières prises de position pour un 1^{er} Mai unitaire — et d'autre part les contraintes que leur imposaient leurs liens avec des courants des appareils syndicaux. Ils voulaient bien faire pression contre le sectarisme de Maire et de Séguy mais pas cautionner le surgissement d'une opposition intersyndicale militante crédible à la politique de division des appareils.

La pression des liens avec l'appareil syndical est révélée après coup par la déclaration de Buhl au CCN de la CGT des 21 et 22 mai 1980 : « *Cela dit, je souhaite que cette correspondance (lettre de Buhl et Lambert aux initiateurs, le 16 mai) conduise les responsables du collectif national à faire de leur côté les mises au point nécessaires afin de recadrer cette démarche pour l'union dans les luttes.* » (Le Peuple n° 1 086, page 27).

D'où le comportement de Bois et Farandjis, un pas en avant, deux pas en arrière. Un pas en avant : ils condamnent solennellement la

division du 1^{er} Mai et appellent à un rassemblement pour aller diffuser des tracts aux cortèges CGT et CFDT ; nous avons salué ce pas en avant. Deux pas en arrière : ils dénoncent très violemment, sans consulter les collectifs, la marche pour l'unité et s'efforcent ensuite de la dénaturer en la présentant comme une petite manipulation de la LCR.

Le succès de la marche pour l'unité et l'échec total de la contre-initiative de Bois et Farandjis ont provoqué débat et clarifications parmi le groupe des initiateurs. A travers la discussion sur le contenu de la pétition comme à propos du 1^{er} Mai, nous avons eu les mêmes préoccupations, dictées par notre conception de l'activité unitaire : débattre sans sectarisme entre partisans de l'unité des exigences ouvrières et, en fin de compte, laisser les travailleurs juges.

Malgré des confrontations parfois tendues, un cadre unitaire du mouvement s'est développé nationalement et dans la plupart des villes. L'union dans les luttes a été une bonne école du front unique.

Première étape, premiers résultats

La division n'a pas été enrayée ! Alors, faut-il s'interroger avec Guy Claisse, l'éditorialiste du *Matin*, sur l'utilité des pétitions ? La réponse est assez aisée : oui, les directions politiques et syndicales s'installent et même s'enterrent dans les tranchées de la division. Mais elles ont un mal fou à maintenir leurs troupes sur ce front. Et on peut dire que l'union dans les luttes a représenté une première grande mutinerie contre cette guerre de division, mutinerie aux conséquences déjà considérables dans les syndicats et les partis.

● *120 000 partisans de l'unité*

Déjà, en lui-même, ce chiffre de signataires témoigne des forces disponibles pour le combat unitaire. Ces cent vingt mille signatures ont été rassemblées sans le soutien d'aucune grande organisation ouvrière et dans un très curieux silence des médias, beaucoup plus prolixes sur les dernières péripéties de la division.

Mais, plus important que le chiffre, la « qualité » des signataires. En effet, la pétition n'a pas été signée à la va-vite, aux bouches du métro, sur les marchés ou aux portes des entreprises. La plupart du temps, ce sont des groupes de militants politiques et syndicaux du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, qui se sont contactés sur les entreprises ou au niveau d'une ville pour discuter de l'intérêt de l'appel, y répondre et le faire signer autour d'eux. Pour le moment, la pétition a principalement regroupé des militantes et militants, des travailleuses et travailleurs combatifs qui attendaient qu'une initiative

nationale vienne répondre à la politique de division des directions. On peut le regretter, mais en peu d'endroits encore ont été organisées de vraies collectes de masse de signatures. Ces cent vingt mille premières signatures représentent donc avant tout un précieux réseau de contacts et de militants sur des centaines d'entreprises et la plupart des villes ; ces signataires, au départ un peu sceptiques sur l'intérêt de la pétition, ont été surpris et stimulés par son succès et son écho. Et ils sont aujourd'hui impatients de prendre en charge les nouvelles initiatives de masse que l'exacerbation de la division impose.

Deuxième caractéristique de ces signataires, ce ne sont pas des marginaux des grandes organisations ouvrières ; responsables, militants, syndiqués de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de FO pour la plupart, membres du PC, du PS, de la LCR pour beaucoup, ils n'entendent surtout pas contourner leurs organisations ; leur principale préoccupation est de forcer le débat et l'action unitaire dans et entre ces organisations.

Enfin, ces signataires ne sont pas de simples pétitionnaires. A chaque échéance de la lutte de classes, on les a vus s'engager pour imposer l'unité d'action de leurs organisations. Et leurs interventions, lors de luttes locales, à l'occasion du 1^{er} Mai et pour la défense unitaire de la Sécurité sociale, ont montré l'efficacité de la démarche de l'union dans les luttes. Les capacités de mobilisation de ces cent vingt mille premiers signataires représentent un extraordinaire capital politique pour le prochain assaut contre la division.

- *Un levier pour le débat au sein des grandes organisations ouvrières*

La direction du PS, mi-intéressée, mi-méfiante devant les exigences trop précises des signataires, a suivi le développement de la pétition attentive mais silencieuse, laissant de nombreux militants des divers courants s'y investir. La direction de la CFDT, embarrassée, empêtrée dans sa polémique avec Séguy, a préféré faire le dos rond face à une participation fort importante de ses militants à l'union dans les luttes.

Par contre, les directions du PC et de la CGT ont été contraintes de riposter à l'impact de l'union dans les luttes sur leurs militants.

- *Le PCF doublement inquiet*

On ne tire pas sur des ambulances ! Alors que signifient ces innombrables tracts du PCF sur les entreprises touchées par la pétition tentant ici d'amalgamer union dans les luttes et tous les partisans du consensus et là, plus adroitement, d'inviter travailleurs et militants à rechercher la véritable union dans les luttes du côté du PCF, dans son

union à la base ? C'est que l'appareil du PCF a une double raison de s'inquiéter de l'attrait que l'union dans les luttes ne peut qu'exercer sur nombre de ses militants.

Les signataires ne sont pas des pétitionnaires inconséquents qu'il suffit de laisser gémir et d'ignorer superbement le temps d'une signature. L'union dans les luttes compte à présent de très nombreuses équipes syndicales actives et reconnues sur les entreprises. A chaque échéance locale ou nationale de la lutte des classes, elles vont être capables de donner un écho national et local à des propositions concrètes d'unité d'action bannissant à priori toute exclusive vis-à-vis du PS, de la CFDT, de la CGT, du PC ou de l'extrême-gauche. Voilà bien une démarche qui se présente comme une alternative crédible au sectarisme diviseur et stérile de la direction du PC.

De ce fait, l'union dans les luttes, pour la première fois, arrache les militants critiques du PC aux impasses de la « pantoufle » ou de la seule contestation idéologique. Le mouvement leur offre une perspective militante face à la ligne de division de Marchais. La direction et ses suivistes ne peuvent plus compter sur l'impuissance de toutes celles et ceux qui refusent. Avec union dans les luttes, une opposition militante peut se développer dans le parti.

La direction du PC a donc mobilisé une des tribunes de discussion pour son conseil national des 9 et 10 février (*l'Humanité* du 29 janvier) et surtout un long article de Jean Burles sur deux pages de l'hebdomadaire *Révolution* pour développer une laborieuse polémique théorique contre la stratégie sans principes que véhiculerait l'union dans les luttes. Mais il n'est pas si facile d'expliquer, sans faire rire, que l'unité d'action est stratégiquement inenvisageable entre un parti révolutionnaire comme le PC et un parti réformiste comme le PS. Et deux oppositionnels du PC, initiateurs de l'union dans les luttes, Molina et Vargas, balaient sans difficulté les arguments de la direction de leur parti : « *Les communistes n'ont rien à perdre à militer pour l'union dans les luttes. Ils y préservent les acquis du combat unitaire tout en s'opposant aux formes modernes de la collaboration de classes. Ils savent bien qu'il y a des divergences : on trouvera peu de communistes signataires pour apprécier positivement le "recentrage" de la CFDT, l'atlantisme de Mitterrand ou l'anticommunisme militant de la FEN. Mais la véritable illusion serait d'attendre la fin de toutes les divergences pour engager la lutte unie et de croire à la résolution des désaccords hors de la confrontation des positions sur le terrain.* » (*Le Monde* du 8 juillet 1980). Le débat sur la démarche de front unique perce ainsi au PC, forcé par l'impact de l'activité concrète des signataires.

● *L'union dans les luttes au centre de deux comités confédéraux nationaux de la CGT*

Des responsables régionaux et nationaux de la CGT (Buhl, Lambert, Deiss, Lare, Prampart) se sont associés à l'appel pour l'union dans les luttes. Ils voulaient ainsi marquer leurs désaccords avec le virage qu'amorçait la direction de la CGT : elle abandonnait, selon eux, l'orientation unitaire du 40^e Congrès pour soumettre la confédération à la ligne sectaire du PCF vis-à-vis de la CFDT, de la FEN et du PS.

L'impact de la pétition union dans les luttes et l'activité des signataires sur les entreprises, tout spécialement autour du 1^{er} Mai, va entraîner une étonnante confrontation dans l'appareil de la CGT. Laroze démissionne à la veille du 1^{er} Mai. Il s'explique dans une lettre ouverte publiée dans *l'Humanité* : « *Ces derniers jours, j'ai appris qu'un "collectif" invitait les signataires à se rassembler le 1^{er} Mai à Beaubourg et à faire pression pour que la manifestation du 1^{er} Mai à Paris soit unitaire... Je suis pour l'unité syndicale... sur des objectifs clairs... Or il existe des divergences entre la CGT, la CFDT et la FEN...* »

Les arguments de Jean Burles ont frappé ! Et c'est le même Laroze qui présente le rapport au CCN des 21 et 22 mai traitant entre autres de l'unité d'action syndicale. Incroyable mais vrai !... L'essentiel du débat portera sur l'activité des signataires pour l'union dans les luttes ! Il va opposer, autour d'un Ségué tactiquement muet, les « PC alignés », comme Bartholomé des PTT ou Isaac de Seine-Maritime, aux signataires Buhl, Lambert, Prampart.

Les interventions seront publiées dans *le Peuple* du 15 juin 1980 :

Isaac : « *Ces comités créent incontestablement un problème dans la CGT, sèment le trouble parmi nos militants et les travailleurs et ne contribuent pas à faire la clarté sur les questions de l'union.* »

Alezard : « *Il convient d'attirer l'attention de nos militants et des travailleurs, là où cela se pose, que l'on cherche à faire accepter l'idée d'accord, d'unité d'action syndicale sans contenu.* »

Buhl : « *Nous interroger sur quoi ? Par delà le mouvement de l'union dans les luttes, sur le fait que ses initiatives trouvent un certain écho parmi les travailleurs...*

Il faut sans aucun doute rappeler les conceptions de la CGT au moment où le mouvement pour l'union dans les luttes provoque de nouvelles interrogations. »

Bartholomé : « *A propos de la pétition "Union dans les luttes", l'intervention de René Buhl nous pose problème. Pour ma part, je n'ai pas le sentiment que le rapport de Jean-Claude Laroze, que j'approuve, exprime la même chose que la déclaration de René Buhl, ou alors cela veut-il dire*

le bureau confédéral n'est pas en mesure de s'exprimer clairement et nettement sur une question aussi fondamentale ? Or, nous considérons précisément que cette initiative pose problème à nos militants, sème le trouble et la confusion, provoque des difficultés qui freinent notre effort de clarification et de mobilisation. Certains de nos syndicats ont décidé de dénoncer cette entreprise qui va à l'encontre de notre bataille et risque de favoriser le travail de ceux qui veulent s'opposer au développement des luttes. »

On pourrait poursuivre les citations. La majorité confédérale devra convoquer un nouveau CCN, trois semaines plus tard, le 16 juin, pour faire voter un nouveau document sur l'unité d'action. Sous un langage alambiqué, il couvre la mise au rencart de l'orientation du 40^e Congrès et consacre la nouvelle ligne sectaire vis-à-vis de la CFDT, de la FEN et du PS. L'élection présidentielle se prépare aussi à la CGT !

Si l'union dans les luttes a pris une telle place dans les discussions de deux CCN CGT, c'est que l'activité des signataires, surtout dans les entreprises, a largement touché travailleurs et militants ; la lutte pour l'unité peut et doit payer !

● *Le catalyseur d'un courant unitaire et combatif dans les syndicats*

De récents congrès syndicaux (cheminots CFDT, CGT Bouches-du-Rhône, etc.), le 1^{er} Mai, la lutte contre la loi Berger ont révélé un courant de militants syndicaux déterminés à ne subir ni la division ni l'inaction. Nous retrouvons, là aussi, un résultat de l'union dans les luttes ; autour de la pétition, lors des discussions sur les initiatives à prendre pour battre la division, des militants CGT, CFDT, FO et FEN ont pris conscience de la nécessité et de la force de leur action concertée pour imposer l'unité d'action dans leurs organisations.

Toujours au CCN des 21 et 22 mai, Isaac, de Seine-Maritime, craignait que l'union dans les luttes ne donne de mauvaises idées aux militants syndicaux : « *Est-ce que de telles initiatives multipliées ne risquent pas, si nous n'y veillons, à fausser, scléroser le débat démocratique au sein de la CGT et être l'amorce d'organisation de tendances à terme ?* »

Les signataires ne veulent pas substituer leurs collectifs aux syndicats. La spécificité et la force de l'union dans les luttes, c'est sa vocation au front unique des organisations ouvrières ; il est un levier pour unifier les forces qui entendent battre la division au sein de leurs organisations.

Les directions répondent en bétonnant les murs de la division et en menaçant les unitaires ! Oui, Isaac, face à l'impasse de la stratégie de division, les unitaires, pourvu qu'ils prennent les initiatives qui s'imposent, ne peuvent qu'élargir leur influence et dégager dans les organisations syndicales un puissant courant unitaire et combatif ; c'est une « tendance » inéluctable !

Cette rentrée sociale ne dépassera pas, au palmarès de la division, les précédentes. Comme si, face à la volonté unitaire des travailleurs, la division, insidieuse et brutale, se devait, à force de surenchères, pousser ses ramifications jusqu'au plus profond afin de tordre et de broyer tout ce qui s'oppose à elle et ne laisser que ruines et cendres.

Sur fond d'affrontement PCF-PS maintenu, ce sont Maire et Ségué qui, cette fois, ont accaparé les premiers rôles. Il est vrai que du côté de Marchais et de Mitterrand tout a été dit et que, le stade des invectives et des injures étant dépassé, l'heure est au constat funèbre de l'impossibilité de l'union. C'est Lionel Jospin déclarant : « *Nous sommes bien obligés de vivre les divisions de cette gauche.* » Et de chercher quoi inventer à la place. C'est Marchais concédant à la nostalgie : « *A cet égard, nous avons fait une expérience : celle de l'accord avec le Parti socialiste sur un Programme commun de gouvernement dont nous avons été les initiateurs et pour lequel nous avons beaucoup lutté. Malgré tous nos efforts, cette expérience n'a pas répondu à l'immense espoir que les travailleurs avaient placé en elle.* »

Feu l'unité syndicale

C'est bien parce que de tels « de profundis » sont insuffisants pour alimenter le feu de la division que les dirigeants syndicaux sont montés en première ligne. En proclamant défunte l'unité d'action CGT-CFDT au plan confédéral, ils ont porté la division à un palier supérieur, là où elle frappe directement les travailleurs, dans leurs entreprises, au cœur même des luttes. Afin que ceux qui espéraient encore que la division en resterait au niveau des partis politiques soient une fois pour toutes éclairés.

Gageons, au demeurant, que les directions syndicales trouveront de nouveaux motifs de polémique lorsqu'il s'agira de déterminer qui a prononcé le premier les paroles irrémédiables, qui est responsable de la mise à mort de l'unité d'action CGT-CFDT.

En fait, peu importe de savoir qui a tiré le premier puisque, dans cette exécution déguisée en duel, l'un et l'autre étaient bien décidés à ce que la seule victoire soit l'unité syndicale. Pour la direction Maire, l'Afghanistan fut l'occasion de dénoncer, sur une grande échelle, l'alignement du PCF sur Moscou et l'obstacle que cela représentait dans ses rapports avec la CGT. De son côté, la direction de la CGT, lors de son CCN de juin 1980, adoptait un document dit « document sur l'unité d'action » ayant pour fonction de systématiser la division CGT-CFDT

en la légitimant, elle aussi, par des considérations d'ordre international. La cohérence de ce document se constitue, en effet, autour de quatre points :

1) L'impérialisme, qui se sent menacé par les nouveaux développements de la lutte des classes mondiale, développe une vaste offensive à l'échelle internationale pour « relancer la collaboration de classes ».

2) La CFDT constitue un « objectif privilégié dans l'offensive déclenchée pour tirer le mouvement syndical en arrière ».

3) La CFDT a cédé à ces pressions. Si, jusqu'à une date récente, la CFDT avait adopté une « attitude de lutte », à présent : « Fruit des pressions extérieures et intérieures, au plan national et international, qui sont et continuent de s'exercer sur la CFDT, la stratégie dite du recentrage, élaborée à la fin de 1977 et entérinée au congrès de Brest, en 1979, est une stratégie de recul net par rapport à cette évolution, un retour vers les positions d'origine de la CFDT. » Cette nouvelle stratégie se traduit par « une acceptation de fait des grands objectifs économiques et sociaux du pouvoir et du patronat ».

4) L'unité d'action n'a de sens qu'en fonction d'un objectif : « Le développement de l'action de masse, au niveau le plus élevé possible et pour des revendications conformes aux intérêts de classe des travailleurs. La CGT affirme sa volonté de créer les conditions d'une action efficace et d'une unité d'action véritable. » Conclusion : « Pour y parvenir et pour permettre l'intervention déterminée des salariés, il est indispensable de faire la clarté sur la non-fatalité de la crise, sur la nécessité de l'action, la possibilité de faire reculer le pouvoir, y compris sur des objectifs revendicatifs élevés, sur la nature des divergences qui séparent les organisations syndicales et particulièrement sur la signification profonde de la nouvelle stratégie de la CFDT. »

En clair : l'unité d'action CGT-CFDT est actuellement impossible. Puisque, pour se réaliser à nouveau, elle supposerait que la CFDT rallie purement et simplement les positions de la CGT. Y compris en ce qui concerne la condamnation de la ligne de la CFDT !

Dans son discours de rentrée de Nantes, le 4 septembre, Maire traquait en clair : « En fait, quand on lit le texte, ce document exprime la volonté de la CGT de mettre fin à l'unité d'action, à l'accord CFDT-CGT du 26 juin 1974 et d'annuler les quelques ouvertures qui ressortaient du 40^e Congrès de la CGT à Grenoble et dont la CFDT s'était réjouie. »

Et, réponse du berger à la bergère, Maire expliquait ce tournant par l'alignement de la CGT sur le PCF : « Nous regrettons profondément que la CGT sacrifie son congrès de Grenoble sur l'autel du Parti communiste, qu'elle refuse maintenant de s'inscrire dans une évolution positive des rapports entre nos deux organisations, qu'elle détruise la lente évolution à laquelle certains dirigeants de la CGT semblaient si sincèrement attachés il y

a peu de temps encore, même si, nous le savons, un certain nombre de militants de la CGT continuent à lutter contre ce retour en arrière. » Et de dénoncer — à la lumière de la Pologne, bien sûr — le régime bureaucratique, étatique et oppresseur auquel conduit la stratégie de « *nos camarades communistes* » et le centralisme démocratique régissant leur parti. Il ne restait plus dès lors à Séguéy que de conclure : « *Les dirigeants CFDT ont réussi à rendre impossible l'unité d'action à l'échelle confédérale.* »

CGT-CFDT : vers la glaciation ?

C'est dans son excès même que cette polémique est significative. La dynamique de la division fait que les directions de la CGT et de la CFDT, qui occupent le devant de la scène en attendant que le PCF et le PS reprennent les premiers rôles qui sont les leurs, durcissent les attaques, creusent la division jusqu'à un point de non-retour. Celui-ci semble atteint lorsque CGT et CFDT, retrouvant un langage d'un autre âge, s'accusent mutuellement d'alignement sur Moscou pour l'un, d'inféodation à Washington pour l'autre. Car c'est bien de cela dont il s'agit lorsque la CGT englobe la CFDT dans son tableau d'une offensive impérialiste qui œuvre, à l'échelle internationale, contre les forces de progrès. Et c'est bien de cela dont il s'agit aussi lorsque la CFDT décrit une CGT normalisée par le PCF, lui-même dénoncé comme agent de « l'impérialisme soviétique ».

Mais ce qui donne un ton quelque peu anachronique à de tels discours, c'est qu'ils ne sont pas reçus par une classe ouvrière irrémédiablement partagée en deux du fait de la division. De ce fait, ce langage de guerre froide ne peut dissimuler ses propres faiblesses.

La CGT peut bien dénoncer le recentrage de la CFDT, mais quelle proposition avance-t-elle pour exercer une pression inverse à celle de la collaboration ? Quel débat, autre que de dénonciation, mène-t-elle pour éclairer les militants de la CFDT ? Pour cela, il faudrait que la CGT soit décidée à engager d'autres actions que celles qui n'ont d'autre fonction que de servir d'alibi à l'impuissance et au sectarisme.

La CFDT peut bien dénoncer l'alignement de la CGT sur le PCF, encore faudrait-il que les proclamations de « resyndicalisation » soient autre chose qu'une adaptation à la crise du capitalisme et une machine de guerre, étroitement politique, contre la CGT. Pour cela, il faudrait que la CFDT soit décidée à engager réellement l'action revendicative contre les attaques du patronat.

Dans l'un et l'autre cas, cela supposerait que, face à l'austérité, on veuille la lutte et non la capitulation !

A la base de la division : un même refus d'engager la lutte

Car tel est bien le paradoxe de la situation présente. C'est en s'opposant et se déchirant que PS et PCF, CGT, CFDT, FEN et FO concourent à un but qui leur est commun : empêcher que, dans le contexte actuel de crise du capitalisme, les attaques de la bourgeoisie contre la classe ouvrière ne provoquent de la part de celle-ci une riposte qui mette à bas le régime et ouvre une crise révolutionnaire. En maintenant Giscard au pouvoir en mars 1978, et en se préparant à rééditer l'opération en 1981, la direction du PCF a efficacement œuvré en ce sens. Quant à la direction du PS, si, à la différence de celle du PCF, elle n'écarte pas la perspective de son accession au gouvernement dans les conditions présentes, c'est qu'elle considère que, renouant avec les vieilles traditions social-démocrates et à l'imitation des gouvernements Schmidt ou Kreisky, elle peut être à même d'imposer efficacement la politique d'austérité qu'exige, du point de vue de la bourgeoisie, la situation.

C'est donc bien sur la base d'un même refus d'organiser la lutte contre l'austérité, de préparer l'offensive ouvrière pour en finir avec Giscard, que s'articulent deux politiques en apparence opposées et que se nourrit la division. D'un côté, les directions du PCF et de la CGT appellent aux luttes et organisent la déroute de celles-ci par le refus de construire l'unité autour d'elles et de leur donner un débouché politique. De l'autre, la direction de la CFDT, anticipant sur ce que serait la politique du PS une fois au gouvernement, ravale le « changement » au niveau du négociable et étiquette du label « réalisme » ce qui n'est qu'acceptation des sacrifices.

La logique de la division, c'est de contraindre les travailleurs à opter pour l'une ou l'autre de ces deux perspectives en trompe-l'œil, de choisir entre la peste ou le choléra. Ou l'apparence du combat, faute d'espoir de changement ; ou l'espoir illusoire de changement, par abandon du combat. Ou l'agitation impuissante ; ou le renoncement consenti !

Et tous ces diviseurs n'ont que le mot espoir à la bouche. Leur espoir, que l'un reconstruit et que l'autre conjugue au présent, pue le cadavre.

Battre la division pour en finir avec Giscard !

Derrière le rideau de fumée des mots, ce que prépare la sarabande de la division est clair : la réélection de Giscard ! Or, plus responsables — et plus concernés — que leurs directions traditionnelles, les travailleurs ne peuvent qu'appréhender une telle perspective. La réélection de Giscard, c'est une bourgeoisie encore plus arrogante, un patronat encore plus décidé à précipiter le rythme et à aggraver l'ampleur de ses attaques. Le pouvoir attend cette échéance pour faire tomber sur le dos des travailleurs les plans qu'il retarde à l'heure actuelle : l'accélération des restructurations industrielles jetant sur le pavé des dizaines de milliers de nouveaux chômeurs, le démantèlement des acquis en matière de sécurité sociale, de statut de la Fonction publique, de droit à la formation, l'accentuation de l'attaque contre le pouvoir d'achat, etc. Giscard réélu, encore une fois grâce à la division, les conditions seraient améliorées du point de vue de la bourgeoisie pour accentuer l'attaque frontale contre la classe ouvrière, quitte à engager, cette fois, l'épreuve de force violente.

C'est pourquoi les travailleurs ne peuvent laisser faire sans réagir le travail de sape des directions, ne peuvent laisser la division miner les capacités de défense de la classe ouvrière. Et c'est pourquoi toutes celles et tous ceux qui durant toute l'année passée ont affirmé leur refus de la division se trouvent placés devant un défi qu'il leur faut relever : rien n'est inéluctable, les énergies peuvent être rassemblées qui s'opposent à la division.

Union dans les luttes est apparu, à travers ses batailles de l'an passé, comme un courant qui cristallisait le refus de la division. Aujourd'hui, de nouvelles responsabilités lui incombent : prendre les initiatives qui répondent à la nouvelle situation marquée par une division aggravée ne pouvant conduire qu'à de nouveaux désastres, à commencer par la réélection de Giscard.

Nombreux sont ceux qui, quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale, quelle que soit leur intention de vote au premier tour de l'élection présidentielle, partagent une même volonté de voir se rassembler toutes les voix ouvrières pour chasser Giscard, d'imposer, dès maintenant, au PCF et au PS, un pacte de désistement qui constituerait un frein à la division, un encouragement à la lutte pour les travailleurs.

C'est cette volonté, à laquelle il faut donner une expression nationale, qu'il faut transformer en force politique. Une pétition de masse devrait être le moyen pour cela. Une pétition s'adressant au PCF et au PS pour les appeler à réaliser l'unité. Unité pour le soutien aux luttes.

Unité en termes d'engagement, dès maintenant, au désistement pour le candidat ouvrier le mieux placé pour battre Giscard. Unité en s'engageant, en cas de victoire, à former un gouvernement du PCF et du PS.

Cette bataille-là, c'est celle qui consiste à battre la division pour en finir avec Giscard. Une bataille qui ne fait que débiter et dans laquelle les militantes et militants de la LCR, conscients de son caractère décisif, prendront toute leur place.

Entretien avec Alexandre Adler

Alexandre Adler est l'un des auteurs du livre "L'ASS" et nous lui en soumettons le manuscrit. Il nous dit qu'il est satisfait par le contenu politique du PCF comme un événement politique. Depuis Alexandre Adler a des discussions avec le PCF. L'entrevue de la crise que connaît le parti et des négociations avec les autres chefs de file de ces militants la nuit qui de la direction du PCF en mars 1972.

Il nous semble important d'engager et de poursuivre le dialogue avec les camarades qui mènent ce type de réflexion. Nous tenons Alexandre Adler d'avoir répondu positivement à notre demande d'un entretien entre l'Union communiste et lui.

Il s'agit bien d'un dialogue, c'est-à-dire qui suppose la différence. Alexandre Adler a essayé de s'exprimer dans notre revue, ce qui ne veut pas dire qu'il partage nos idées. Nous nous félicitons de son engagement, ce qui ne veut pas dire que nous partageons les idées d'Alexandre Adler. Nous ne pouvons pas, par exemple, qu'Alexandre Adler ait raison de reprendre à son compte des accusations fallacieuses portées contre nous sur ce qu'il nous a dit dans les débats internes du PCF, ou par rapport à ce qu'il nous a dit pendant « l'assemblée » à l'égard de « l'Union dans les années » lors du 1^{er} Mai. La simple lecture de notre presse, très claire sur ce qu'a été et ce qu'est notre politique, devrait suffire à lever de tels faux procès.

Entretien avec Alexandre Adler

Alexandre Adler est l'un des auteurs du livre *l'URSS et nous* qui, en son temps, fit grand bruit et fut salué par le bureau politique du PCF comme un événement politique. Depuis, Alexandre Adler a démissionné du PCF. Témoignage de la crise que connaît ce parti et des interrogations qu'a fait naître chez beaucoup de ses militants la politique de la direction du PCF en mars 1978.

Il nous semble important d'engager et de poursuivre le dialogue avec les camarades qui mènent ce type de réflexion. Nous remercions Alexandre Adler d'avoir répondu positivement à notre demande d'un entretien entre *Critique communiste* et lui.

Il s'agit bien d'un dialogue, c'est-à-dire qui suppose la différence. Alexandre Adler a accepté de s'exprimer dans notre revue, ce qui ne veut pas dire qu'il partage nos idées. Nous nous félicitons de cet entretien, ce qui ne veut pas dire que nous partageons les idées d'Alexandre Adler. Nous ne pensons pas, par exemple, qu'Alexandre Adler ait raison de reprendre à son compte des accusations fallacieuses portées contre nous sur ce qu'aurait été notre rôle dans les débats internes du PCF, ou par rapport à ce qu'aurait été notre prétendu « sectarisme » à l'égard de « l'Union dans les luttes » lors du 1^{er} Mai. La simple lecture de notre presse, très claire sur ce qu'a été et ce qu'est notre politique, devrait suffire à lever de tels faux procès.

Critique communiste. — Alexandre Adler, tu es un des cinq auteurs de *l'URSS et nous*, ouvrage plébiscité par le bureau politique du Parti communiste français en son temps. Tu viens de quitter ce parti, contrairement donc à Elleinstein qui proclame que les raisons qui le font rester au PCF sont plus fortes que les raisons qui l'en feraient sortir. En ce qui te concerne, ce fut l'inverse. Quelles ont été les raisons qui t'ont poussé à quitter le PCF et pourquoi sont-elles plus fortes que les raisons qui font rester au parti un certain nombre de communistes comme Rony, Christine Buci-Glucksmann et bien d'autres que tu connais et qui sont tes amis, et pourquoi ce choix ?

Alexandre Adler. — Demandons-nous d'abord (et la question n'est pas tranchée) si l'individu ne serait pas un élément discret dans les processus historiques. Autrement dit, je ne sais pas si mon départ du parti est réellement représentatif, peut permettre une analyse en elle-même, parce que, de la même façon que pour l'adhésion, il y entre certainement toutes sortes de composantes qui ne sont pas proprement historiques.

Je peux quand même justifier ici les raisons pour lesquelles j'ai quitté le parti. La raison fondamentale, c'est que les partis politiques, les organisations du mouvement ouvrier n'existent pas comme des éléments indépendants, ce sont des variables dépendantes des mouvements de classe. C'est, malgré des formulations assez différentes selon les périodes de sa vie, la position la plus constante que l'on retrouve chez Marx, lorsqu'il analyse les différentes organisations dont il a été membre. Voilà un patronage bien illustre. Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas avoir le fétichisme des organisations. Et, de ce point de vue-là, je suis parfaitement d'accord avec la direction du parti communiste lorsqu'elle rappelle que l'adhésion au Parti se fait sur une base volontaire et correspond à la prise en compte d'un certain nombre de buts politiques qui sont communs à tous les adhérents.

Or, je n'ai actuellement aucun point d'accord avec la stratégie du Parti communiste, qui a été mon parti pendant dix ans. Je suis, d'autre part, convaincu que les possibilités de mener une bataille efficace dans le parti, qui ont été réelles entre 1968 et maintenant (ce qui supposait non pas de témoigner ou de mettre des parasites dans le parti, mais de gagner la majorité des communistes à une orientation qui, à mon avis, était dans l'ensemble juste), sont aujourd'hui révolues. Le tournant a été pris à la fin 1979 et il va durer, d'une durée qui est fonction du développement des luttes de classes ; il va durer en tout cas un certain temps. A partir de là, il existe plusieurs possibilités. La première, qui est une possibilité sérieuse, est de considérer que ces divergences sont d'une nature secondaire par rapport à l'objectif principal qui est le

développement du parti et donc son rôle dans la lutte des classes. A ce moment-là, on tait un certain nombre de ses objections, parce que le parti fonctionne aujourd'hui de cette manière et on accepte de défendre un certain nombre de choses auxquelles on ne croit pas. Cette position a été dans le passé relativement efficace et je ne voudrais pas la condamner au nom d'un moralisme abstrait. Beaucoup de grands révolutionnaires, Togliatti, Fried, Mikoyan, Teng-Hsiao-ping ont dû en passer par là, mais elle est, à mon avis, aujourd'hui intenable dans le cas du PCF de 1980. Intenable en raison de ce que doit être l'activité d'un militant communiste aujourd'hui et, en particulier, de l'exigence de vérité effective. La crise du marxisme aujourd'hui me semble trop profonde pour autoriser durablement le recours à des arrangements tactiques, fussent-ils relativement honorables. Cette attitude est, d'autre part, inefficace parce qu'il existe d'ores et déjà des milliers de militants communistes qui s'interrogent, des milliers de militants communistes qui sont décidés à s'opposer au cours actuel que la direction impose sans véritable discussion et c'est une véritable trahison intellectuelle que de se rallier à la direction pour des raisons d'efficacité politique.

Je ne dis pas qu'un certain nombre de camarades, qui avaient d'autres responsabilités que les miennes, ne peuvent pas tenir un autre raisonnement et de façon légitime, bien que ce ne soit pas le mien. Je dis que, moi, je n'avais pas à faire ce choix et, donc, mettre le mouchoir sur mes divergences.

Inversement, je crois que toutes les tentatives qui consistent à rester dans le parti en menant la guérilla, pour nécessaires qu'elles soient, pour utiles qu'elles soient (je me garderai bien d'émettre un jugement général : chacun fait comme il peut, comme il veut, où il se trouve), conduisaient à deux conséquences nocives, en ce qui me concernait. La première, c'était de continuer des méthodes de ruse. Par exemple, affirmer que je suis d'accord avec le XXIII^e Congrès, mais pas avec son application. Je reste d'accord avec un certain nombre de choses qui ont été dites au XXIII^e Congrès, mais je crois que le problème est beaucoup plus profond et qu'on ne s'en tirera pas comme ça. Et quelles que soient les ruses employées, on tourne toujours autour du problème fondamental de l'orientation stratégique. A partir de là, il s'opère inévitablement un déplacement : on est entraîné d'une bataille nécessaire sur la ligne politique à un combat dérisoire pour maintenir une présence symbolique dans des microstructures sans pouvoir réel tels l'IRM ou l'hebdomadaire *Révolution*, voire à mener une bataille encore plus symbolique et véritablement dérisoire pour conserver sa carte d'adhérent. Tout cela ne me convient guère. Il me semble sans intérêt de conserver une carte et de payer des timbres si ce geste n'est pas accompagné d'une capacité raisonnable de faire de la politique dans l'organisation

dont on est membre. Or ce n'est pas aujourd'hui le cas. J'ajoute que l'importance dévolue à l'adhésion formelle nous vient aussi de la pratique des pays socialistes où le maintien de la carte, même accompagné d'un désaveu politique (ainsi de Teng ou de Lukacs après 1965) constitue un élément de « statut » idéologique et même matériel. Je ne mange pas de ce pain-là. La névrose de servitude volontaire qui s'exprime dans ce geste est pour moi, en tout cas, une entrave psychologique et personnelle. Donc, je me considère comme communiste ou plus simplement comme marxiste et je m'efforce dans la mesure du possible, et en accord avec beaucoup de camarades qui sont encore membres du Parti communiste, de travailler pour le mouvement ouvrier, dans la mesure, qui est assez faible, de mes possibilités.

Critique communiste. — Tu as dit en substance qu'il y avait eu un tournant lors du XXIII^e Congrès. Pourrais-tu revenir là-dessus, par exemple sur les raisons de ce tournant, sur ce tournant par rapport au XXII^e Congrès et sur tes positions à l'égard du XXIII^e Congrès ?

Alexandre Adler. — Il y a un tournant très important qui s'est effectué autour du XXIII^e Congrès. Pour être précis, la préparation de ce congrès a été le lieu d'une affirmation très forte d'une critique, non pas seulement du XXII^e Congrès comme on le croit, mais de toute la stratégie qui avait été conçue par Waldeck-Rochet. On n'a pas de mémoire dans le parti, mais la vraie critique portée à l'occasion du XXIII^e Congrès, c'est la critique du manifeste de Champigny.

Le XXIII^e Congrès lui-même, c'est-à-dire les quatre jours de congrès, a été paradoxalement un coup d'arrêt dans cette critique de Champigny et la volonté de dégager un compromis acceptable par tout le parti, y compris des forces qui contestaient l'orientation donnée après les élections de 1978. Ce compromis, cette petite période de détente, a duré jusqu'à la rentrée de septembre. En septembre, il est évident que la direction s'était recomposée et avait accepté une ligne qui est manifestement très « en avant » par rapport au XXIII^e Congrès, c'est-à-dire qui reprend intégralement, parfois en l'amplifiant, la critique de Champigny qui s'était fait jour pendant la préparation du congrès. Le XXIII^e Congrès apparaît alors comme l'île de Calypso entre la tempête précédente et la tempête suivante.

Je précise cela parce que beaucoup de camarades, et je comprends cette position, veulent s'appuyer, pour cette raison, sur le texte du XXIII^e Congrès qui, en tant que document public qui réaffirme la nécessité d'une union au sommet avec le Parti socialiste, est apparu comme une conservation des aspects essentiels de la période précédente, au moins verbalement. Cet aspect n'est pas négligeable parce qu'il

indique les difficultés et les hésitations d'une direction, et d'une réelle incertitude sur le choix politique.

Cela dit, ce qui compte, c'est que le tournant qui a commencé avec la préparation du congrès aujourd'hui bat son plein. Ce tournant exprime une tendance profonde qui est le rejet de la stratégie de Waldeck-Rochet, qui était la stratégie de Champigny. C'est celle-là qu'il faut expliquer.

On peut dire que, grosso modo, la stratégie de Waldeck-Rochet visait à faire du Parti communiste le moteur d'un large mouvement majoritaire, acceptant pleinement l'existence d'une démocratie républicaine en France, et reprenant même au livre de Mendès-France, *la République moderne* (qui à cette époque était, disons, le bréviaire de la pensée démocratique), le terme de « programme de législature » qui devenait commun à tous les partis engagés ensemble devant le corps électoral. Waldeck-Rochet, c'est l'introduction d'un certain mendésisme contrôlé dans le mouvement ouvrier, avec l'idée que le Parti communiste, sa force organisée, son poids dans la classe ouvrière, pouvait ancrer une expérience de rénovation de la société à gauche. Cette orientation est une constante dans la pensée politique de Waldeck depuis qu'en 1956 il avait défendu le soutien conditionnel au gouvernement Guy Mollet et approuvé assez nettement les orientations du XX^e Congrès du PCUS, à la différence de Duclos par exemple.

Il y a dans l'évolution de la politique du PCF, à partir de son accession au secrétariat général en 1964, une certaine reprise de la thématique nationale de l'après-guerre, la « voie française au socialisme », mais profondément modifiée par rapport à 1945, en ce que la ligne de Waldeck est aussi nettement le refus du compromis historique avec le gaullisme que voulaient Servin et Casanova, avec le soutien explicite des camarades italiens et soviétiques. Waldeck s'opposait à un ralliement discret qu'on lui conseillait d'opérer au nom de la politique étrangère française. D'où le caractère privilégié des rapports avec la SFIO qui est à l'origine de votre départ du Parti et qui, pourtant, était une résistance nette à la politique du Parti communiste de l'Union soviétique. Oui, je veux dire que Krivine a été exclu en 1967, sur son refus de soutien à la candidature de Mitterrand, alors que, justement, le choix de Mitterrand contre de Gaulle allait profondément à l'encontre des objectifs de la diplomatie soviétique. C'est la volonté de reprendre toute la tradition républicaine, donc beaucoup plus 1936 que 1945.

Cette politique supposait tant des changements dans l'organisation du Parti que dans ses rapports internationaux. Mais, et c'est ici qu'on touche aux limites de la rénovation waldeckienne, malgré sa bonne volonté évidente, son désir d'améliorer le fonctionnement du parti, Waldeck-Rochet a été, pendant toute cette période, le prisonnier d'un

rapport de forces au sein du Parti communiste, qui n'était pas seulement un rapport de forces de direction, mais qui était un rapport de forces politique et social qui se reflétait en profondeur dans le parti.

A cette situation, il y a des raisons de court et de long terme. La raison du court terme, c'est qu'en fait le vrai débat politique qui a eu lieu dans la direction du parti s'est situé entre Servin et Casanova, d'une part, et Waldeck-Rochet de l'autre ; c'est-à-dire, pour dire les choses grossièrement, entre une perspective de compromis historique à long terme avec le gaullisme, l'acceptation de l'idée de Malraux : aux communistes d'un côté, la classe ouvrière, au gaullisme de l'autre côté, tout le reste. Entre les deux blocs, des compromis fructueux. A cette perspective faussement séduisante qui figeait la société française, Waldeck opposait l'alternative de gauche, c'est-à-dire la reconstitution d'une union de la gauche avec les socialistes que l'on aidait à se reprendre : refonder l'idéologie républicaine sur la base d'un programme commun, et pour cela accepter de redonner un peu de vie au Parti socialiste qui était à terre.

Or, ce débat fondamental s'est trouvé faussé complètement par le fait que l'arbitrage entre ces deux orientations, défendues par des hommes qui s'estimaient mutuellement et avaient de la démocratisation du parti une vision compatible et convergente, a été opéré par un troisième groupe, incapable de donner une orientation réelle au parti, mais toujours à même de lui interdire certaines ouvertures : ce troisième groupe, qu'on peut appeler en première approximation dogmatique-sectaire, est par son mélange d'anarcho-syndicalisme et de prosoviétisme inconditionnel une composante solide du Parti communiste. Il serait faux de le limiter à quelques bureaucrates bornés, car il est aussi représentatif d'une part du meilleur enracinement prolétarien du PCF. En tous cas, cette tendance a pesé de tout son poids aussi bien dans l'élimination de Servin et de Casanova, à la barbe des Soviétiques en 1961, que dans le choix d'une épuration radicale de l'UEC en 1965 et 1966, puis au moment des événements de 1968. Ce n'est qu'à l'automne 1968, avec Champigny, que l'appréciation du mouvement de 1968 par Waldeck-Rochet devient entièrement positive, signe de la convergence des luttes ouvrières et des mouvements antimonopolistes dont le Programme commun devra assurer la traduction politique. Le changement de ton par rapport aux excès de la dénonciation antigauchiste est saisissant.

Par conséquent, la rénovation waldéckienne était une rénovation profonde du point de vue stratégique, mais partielle encore du point de vue de la politique quotidienne ainsi que de la vie interne du parti, sans

parler des rapports avec l'Union soviétique, c'est-à-dire qu'elle demeurerait timide dans la liquidation de certains traits hérités de l'époque stalinienne.

Alors, ce qui s'est passé c'est que ce parti qui claudiquait, avec une jambe avancée, l'union, et une jambe encore raide, les rapports avec les Soviétiques, l'organisation intérieure du parti (des phénomènes comme l'affaire Garaudy, l'exclusion de Tillon encore en pleine période unitaire le confirment), s'est trouvé évidemment en porte à faux du jour où le Programme commun redonnait au Parti socialiste une certaine vitalité et même lui permettait d'avoir un nouveau visage auprès des jeunes générations, y compris celles qui avaient été influencées par Mai 68

Dans ces conditions, pour citer Malberg, alors directeur de l'hebdomadaire du parti, *France nouvelle*, (le bon Malberg, celui de la bonne période), le XXII^e Congrès est venu trop tard. Le XXII^e Congrès c'est, après déjà une série d'échecs du Parti communiste face à la montée du courant social-démocrate, la tentative à la va-vite de réparer un peu certaines faiblesses, de prendre en compte l'évolution des choses sous l'influence des victoires remarquables du Parti communiste italien. On entreprit donc un certain nombre d'aménagements visant justement à redonner un peu de souplesse à cette jambe raide : c'est-à-dire que se développe une certaine amélioration de l'ordre intérieur du parti due davantage à la pression des nouveaux adhérents qu'à une volonté délibérée de la direction, et surtout que commence une remise en cause des rapports avec l'Union soviétique à partir du moment où l'URSS s'est opposée frontalement à la perspective d'une arrivée de l'Union de la gauche en France, soit par des polémiques officielles, soit par des démarches spectaculaires à la Cervonemko. Or ces deux éléments de renouveau étaient déjà fortement compromis lorsqu'ils furent partiellement mis en œuvre en 1976, essentiellement pour trois ordres de raisons.

Tout d'abord il faut dire que le XXII^e Congrès aurait été un grand congrès s'il était intervenu au lendemain de l'élection présidentielle de 1974, ce qui était le but originel de Marchais et de Kanapa, lorsqu'ils tentèrent une grande rénovation de la stratégie du parti avec la convocation du « Congrès extraordinaire » (XXI^e) pour l'automne 1974. On sait que ce fut le premier échec explicite de la direction de Georges Marchais : le congrès désavoua le rapport du comité central de juin et lança la première grande offensive antisocialiste en règle, à la faveur du développement de la crise portugaise, le PCF se mettant à défendre inconditionnellement Cunhal au Portugal. Mieux, ce XXII^e Congrès aurait dû avoir lieu dès 1972, au moment de la signature du Programme commun : le parti eut alors été à même de capitaliser la confiance

qu'il avait naturellement acquise par son rôle dans la constitution de l'union et son implantation dans la classe ouvrière. Ce n'est pas ce qui fut fait : le XXII^e Congrès intervient au contraire dans une période de concurrence avec le Parti socialiste, de refus de tout mouvement unitaire à la base qui aurait effectivement mieux ancré le Programme commun dans les masses. Je ne pense pas tant à des comités de base, qui me semblent souvent un peu mythiques, mais à des structures plus simples et plus efficaces :

— des formes d'unité d'action intersyndicale telles qu'elles existent en Italie. Cette perspective n'a été défendue dans le mouvement ouvrier français que par Georges Séguy, fin 1978, au 40^e Congrès de la CGT, sous la forme de la création d'un Comité national d'action ;

— des rapports concrets de travail avec les organisations socialistes de base, notamment à l'entreprise. On a su, par la suite, que dans nombre d'endroits les sections socialistes d'entreprise ont très mal réagi à la rupture de l'union et auraient accepté volontiers notre programme de nationalisations si on ne les avait pas tant dénoncés comme des instruments de division (notamment au XXII^e Congrès) ;

— enfin, pendant toute cette période, rappelons-le, l'ostracisme demeure total envers l'extrême-gauche. Je ne rappelle pas cet aspect parce que vous me donnez la parole, mais seulement parce que j'ai toujours pensé qu'il était absurde de ne pas entretenir des rapports minimaux, fussent-ils polémiques quand le besoin s'en fait sentir, avec des organisations comme la vôtre, ce que font les camarades italiens et espagnols, ni plus ni moins. C'est d'autant plus nécessaire que le travail des militants d'extrême-gauche, dans la CFDT par exemple, peut avoir des effets bénéfiques en profondeur pour l'unité.

Deuxième ordre de raisons : la politique étrangère. Elle a, à mon sens, davantage été changée dans les comportements extérieurs qu'elle ne l'a été en profondeur. C'est un peu la limite d'un travail d'un homme pourtant exceptionnellement intelligent et acquis à des changements profonds d'orientation comme l'était Kanapa. Je déplore qu'il n'ait qu'à l'extrême fin de son activité de dirigeant attaqué de front certains préjugés fondamentaux du parti, dans le domaine des rapports avec les pays socialistes ou de la lutte anti-impérialiste. Il a essentiellement tourné ces comportements par des gestes spectaculaires, même si certaines formules nouvelles pointaient davantage. Je crois que Kanapa, qui connaissait très bien l'URSS, a été fasciné par le comportement khrouchtchévien. Par exemple, les modalités du XXI^e Congrès extraordinaire (non-renouvellement du comité central) sont trait pour trait celles du XXI^e Congrès du PCUS. D'où le goût des coups de théâtre à la Nikita : la « révélation » des camps en URSS après le passage d'un film à la télévision, la poignée de main Juquin-Pliouchtch, le

compte rendu injurieux pour Brejnev du XXV^e Congrès du PCUS par Francis Cohen dans *l'Humanité*. Par ces coups de trombone, on donnait des signaux au parti, mais cela ne s'est en aucun cas accompagné d'une transformation de l'attitude du parti. On a aussi parfois flatté soit le chauvinisme, soit le gauchisme, soit un certain opportunisme de droite dans nos rangs. Quelques exemples :

— la définition du régime Boumedienne en Algérie comme socialiste, et le lâchage des camarades algériens qui est l'exacte reproduction de l'attitude soviétique à l'égard des camarades égyptiens au temps de Nasser ;

— l'adoption de la force de frappe en 1977, qui me semble une position juste (d'autant plus qu'elle affrontait explicitement un dogme soviétique : un parti communiste d'un pays capitaliste ne peut accepter la bombe atomique), a été défendue explicitement comme un moyen de défendre la France contre une agression de l'Allemagne de l'Ouest : vitrifions la Ruhr. Ce genre de prises de position révèle bien l'immaturation de notre direction.

Mais il y a plus grave, et ce point n'a cessé aujourd'hui de nous jouer des tours, c'est la critique de la politique de coexistence pacifique suivie par l'URSS qui permettait au PCF de dénoncer les tendances au statu quo. Cette position risquait de conduire au gauchisme pur et simple, notamment dans l'appréciation des conflits du tiers monde. Au moment où des tendances interventionnistes et aventuristes se développent au sein de la direction soviétique, les thèses avancées vers 1976 ont pour résultat de sanctionner des modifications de l'attitude soviétique qui, en Afghanistan par exemple, ne respecte certes pas le statu quo.

Ce que je veux dire, ce n'est pas que la politique de coexistence pacifique des Soviétiques soit réjouissante dans tous ses aspects, mais qu'il aurait été bien plus important d'aller au fond de cette politique, d'expliquer que l'URSS a des intérêts d'Etat, les uns légitimes les autres non, et que le mouvement ouvrier français devait chercher une articulation avec la politique de l'Union soviétique qui ne pouvait en aucun cas se traduire par un alignement, autrement dit, il fallait s'attaquer de front à la théorie de la stratégie mondiale à trois composantes, où le premier temps, comme la valse lorsqu'elle est dansée par un hussard, est quand même le plus important : les pays socialistes ; les deux autres composantes — mouvement ouvrier des pays capitalistes et mouvement de libération nationale — apparaissent comme seconds par rapport à cette réalité primordiale.

Le dernier point à considérer, c'est que les méthodes de rénovation du XXII^e Congrès, à cause de son caractère tardif et de ses timidités,

sont celles du despotisme éclairé et qu'en particulier l'abandon de la dictature du prolétariat, qui partait sans doute d'une bonne intention, a été le théâtre d'un débat idéologique désastreux qui a, en fait, chez les intellectuels, coupé en deux les éléments rénovateurs et créé la diversion d'un faux débat.

Je ne dis pas du tout que c'est un problème de faible importance qui s'est posé. Il y a eu des progrès dans la discussion à partir du moment où Balibar a écrit son ouvrage sur la dictature du prolétariat et qu'il a bien fallu lui répondre mais, dans l'idée du parti, cet abandon de la dictature du prolétariat était beaucoup plus un mythe mobilisateur qu'une analyse approfondie. Il fut en outre accompagné d'un débat sur la morale qui fait frémir rétrospectivement.

Je ne suis donc pas un partisan inconditionnel du XXII^e Congrès. C'est un congrès qui exprime, sans doute à un niveau supérieur, toute l'évolution de la stratégie du Programme commun depuis sa formulation par Waldeck, une stratégie qui consiste à réintégrer le Parti communiste dans le mouvement démocratique français, lui faire jouer un rôle central dans la rénovation de la société. Mais à aucun moment le pas qui aurait été nécessaire pour que cette transformation devienne irréversible n'a été vraiment franchi. Le bond qualitatif qui aurait changé le parti n'a pas eu lieu. Il n'a pas eu lieu en 1965 : l'ouverture aux socialistes s'est accompagnée de la répression des étudiants communistes. C'est une grande catastrophe de l'avant-Mai. Il n'a pas eu lieu en 1968 où Champigny a été accompagné de l'exclusion de Garaudy et de la bataille contre les communistes critiques de notre attitude en 1968. Il n'a pas eu lieu en 1972 où le Programme commun n'a pas été transformé en un élément de mobilisation de masse à la base. Et il n'a pas non plus eu lieu en 1976 où le XXII^e Congrès a esquissé des questions mais n'a apporté aucune réponse et aucun changement fondamental du parti ou de la qualité de l'union.

Cela dit, c'est quand même entre 1976 et les élections de 1978 que le parti a atteint une effervescence et un développement de masse dans ses forces militantes qu'il n'avait jamais atteints depuis très longtemps. Et là, il s'est passé quelque chose de très important dont la contestation au sein du parti est aujourd'hui une des héritières, mais pas la seule, car je pense que le parti dans son ensemble demeure marqué par cet épisode, d'où mon optimisme relatif.

Critique communiste. — Tu mets en évidence un certain nombre de tendances internes en lutte au sein du PCF, tendances de fait, sensibilités politiques, composantes politiques distinctes de fait. Pourrais-tu insister davantage sur ces grandes composantes ?

Alexandre Adler. — Pour l'actif du parti, il n'y a pas de tendances et il y a une volonté profonde et ancrée qu'il n'y en ait pas. C'est d'ailleurs un phénomène du mouvement ouvrier auquel il me paraît difficile de s'opposer. L'importance des tendances dans le mouvement ouvrier russe avant 1914, c'est l'intelligentsia qui la crée. Par contre, la réticence de la classe ouvrière allemande à s'organiser en tendances dans la social-démocratie, même au temps des affrontements entre lasaliens et ex-marxistes, est une aspiration qui a un grand poids. Cela veut dire que pour 98 % des militants du parti, les tendances objectives qui traversent le parti existent en fait dans leurs propres têtes, faute de s'exprimer au grand jour, ce qui explique la malléabilité d'un certain nombre de cadres moyens qui expriment à la fois dans leur majorité certaines volontés de rénovation et certaines tendances conservatrices. De ce point de vue-là, le milieu social d'une organisation du parti et la géographie, son environnement de classe, jouent un rôle absolument décisif dans l'interprétation qui est donnée de la ligne. L'excès de centralisation, comme toujours lorsqu'il n'embrasse pas la vérité d'un parti, se traduit par un excès de localisme. En fait, le cœur même de la vie du parti, ce sont les fédérations. Le secrétaire fédéral, apparemment soumis au comité central et répétant la ligne, est en réalité un inventeur de la ligne. C'est là le retournement paradoxal d'un parti excessivement centralisé dans lequel les discussions de fond ne sont jamais développées pour telles. C'est lui, le secrétaire fédéral qui, finalement, parfois même de façon presque inconsciente, filtre ce qu'il veut faire passer de la ligne du centre et ce qui ne lui convient pas. Il s'arrange avec lui-même. Ce processus est à moitié conscient, à moitié organisé.

Par exemple, j'ai milité dans le nord de la France, dans une région minière, où il y avait un palais de justice important et un Syndicat de la magistrature parmi les plus à gauche de France (« on y emprisonnait les patrons »). Ce Syndicat de la magistrature comportait plusieurs sympathisants communistes. Un des magistrats de ce siège a été inquiété par Peyrefitte pour ses activités syndicales. Le député communiste a très bien défendu ce magistrat. Les magistrats ne demandaient qu'à avoir un contact avec le parti qui détenait tous les mandats de maires et de conseillers généraux de la région. Mais les réunions que le Syndicat de la magistrature organisait n'étaient fréquentées que par le PSU, l'extrême-gauche et la section socialiste. Pourquoi ? Tout simplement parce que le secrétaire de section mettait au panier toutes les lettres qui nous arrivaient. « *Le Syndicat de la magistrature, on n'a rien à voir avec ces gens-là.* » C'est indirectement, parce qu'un magistrat m'avait demandé pourquoi on ne leur répondait jamais, que le député a su que les convocations arrivaient. Or, à ce moment-là, rien dans la ligne n'autorisait un tel repli sectaire. Cette petite histoire pour dire que le parti est

beaucoup plus localiste qu'on ne l'imagine. C'est pourquoi l'homme clé dans le parti, c'est le responsable aux fédérations et les moments clés de l'élaboration du parti ce sont les comités fédéraux, qui sont beaucoup plus riches de réflexion politique directe que le comité central lui-même. C'est des fédérations que monte l'« opinion du parti » sur la situation. On peut d'ailleurs plus ou moins la manipuler, comme lors de la préparation du XXI^e Congrès ou des premières difficultés de la *Nouvelle Critique*. En ce sens, il y a des vagues de protestation qui viennent de l'actif du parti et, en même temps, la convention tacite qui est maintenue, et qui s'associe pour la plupart des cadres à l'idée même de la survie du parti, c'est qu'à aucun moment toutes ces remises en cause ne peuvent produire des divergences organisées exprimées de façon explicite.

Par contre, les divergences, là où elles existent, et on a tendance à les surestimer, c'est dans le milieu intellectuel, qui est un milieu où la concurrence objective des travailleurs intellectuels entre eux, les modes de l'insertion des intellectuels dans l'appareil idéologique de l'Etat bourgeois ont profondément établi la concurrence individuelle, les clans, les sectes, les groupes ; de sorte qu'aujourd'hui, ce qui est bien ridicule, le petit noyau de l'opposition communiste se trouve encore divisé en gauche, centre, droite, centre-gauche et centre-droit, comme l'intelligentsia russe de la grande époque, alors qu'il n'y a finalement entre nous aucune différence, sinon de complexion ou d'histoire personnelle.

Voilà comment cela se passe dans le parti. Cela dit, à un certain niveau, qui n'est ni le comité central ni le bureau politique à proprement parler, mais celui des dirigeants qui sont amenés à prendre des décisions d'ordre alternatif, il se situe effectivement des différences d'options qui, elles, sont conscientes et organisées et qui se répercutent. Le problème étant, pour tous ces dirigeants, de ne pas les exposer au grand jour. Il y a un homme pour ça, qui était spécialisé avant 1914 dans les replâtrages verbaux, c'était Kautsky. Kautsky était chargé de formuler des résolutions dans lesquelles des positions antagonistes devaient coexister, théoriquement. Eh bien, il est très important que des positions qui ne sont pas compatibles entre elles continuent de coexister dans un discours unifié. Or, aujourd'hui, ce qui prouve la situation de crise, nous avons frôlé à plusieurs reprises une situation où pratiquement des positions antagonistes s'exprimaient ouvertement. Et, pour la première fois aussi, un certain nombre de cadres importants, Henri Fiszbín, François Hincker, n'ont pas joué le jeu. Ils ont été éliminés de façon explicite pour avoir exprimé des positions incompatibles avec le degré de cohésion qu'on attend aujourd'hui dans l'appareil dirigeant du parti. Il existe effectivement depuis un certain temps un conflit fondamental de ligne. Mais pour les raisons que je viens d'exprimer, il ne

traverse pas du tout le parti verticalement. Cela dit, cela n'empêche qu'il existe un bloc relativement homogène, organisé et cohérent qui dispose d'un grand nombre de cadres, souvent de valeur. Ce bloc, c'est la gauche du parti, les camarades syndicalistes, les prosoviétiques, les partisans de la dictature du prolétariat.

Critique communiste. — C'est-à-dire aussi les staliniens...

Alexandre Adler. — Oui, sauf que, comme ce sont de vrais staliniens, ils n'ont rien à faire de Staline lui-même. Ce ne sont pas des gens comme cette dame sulpicienne, Jeannette Versmeersch, qui pleure devant les statues du maréchal. Pour eux, ça ne veut rien dire, ce n'est pas ça qui est important. Ce qui est important, c'est que le parti représente les ouvriers, qu'il s'occupe de la classe ouvrière et de la classe ouvrière seule. C'est une ligne anarcho-syndicaliste, fondamentalement, et seulement secondairement prosoviétique. Il y a d'ailleurs des critiques de la ligne eurocommuniste de la politique étrangère qui continuent à favoriser l'Union de la gauche à l'intérieur.

Critique communiste. — Peux-tu préciser ce que tu entends par anarcho-syndicalistes ? Dans ce cas précis ?

Alexandre Adler. — Il arrive que des groupes minoritaires expriment, presque expérimentalement, une tendance donnée dans une pureté chimique que l'on trouve difficilement dans un grand parti où toutes sortes d'incursions du réel viennent en contrarier la manifestation. D'un certain point de vue, l'ouvriérisme et le populisme du parti s'expriment parfaitement dans Lutte ouvrière. L'économisme ouvriériste part de cette idée fondamentale qui est partagée par une majorité de travailleurs que la classe ouvrière n'aura jamais le pouvoir. C'est une idée très simple que Freud expliquait de la façon suivante : il est beaucoup plus simple de penser qu'on sera toujours vaincu que de penser qu'on pourra gagner un jour. L'idée qu'on puisse gagner, c'est une affirmation de soi qui représente toute une morale nouvelle. L'idée qu'on est vaincu, c'est une idée forte, matérialiste, au sens du matérialisme mécaniste, qui a pour elle toutes les apparences de la réalité. Et à partir de là, il faut bien s'organiser pour limiter l'ampleur de la défaite. C'est comme cela que l'Eglise méthodiste a été la première grande organisation ouvrière de l'histoire de l'Angleterre au XVIII^e siècle. C'est pour ça que Lutte ouvrière est une organisation incroyable. Elle n'a d'ailleurs aucune sympathie pour Tillon ; je ne sais pas si vous avez remarqué, mais Lutte ouvrière, à plusieurs reprises, a écrit que les cadres prosoviétiques du PCF sont des gens qui sont plus sympathiques, plus prolétariens que

les autres, même si leur attachement à l'Union soviétique est erroné. En soi, ce n'est pas faux. C'est, si vous voulez, la vérité cynique. D'où la condamnation de Tillon par Lutte ouvrière. Il est évident que quand Laurent Fabius sera ministre, il y aura encore des ouvriers qui tourneront des boulons. Si on insiste beaucoup sur cet aspect des choses, on peut évidemment mobiliser un esprit de classe très fort. C'est à peu près ce que la majorité des adhérents des syndicats anglais pense.

A partir de là, il ne faut pas se gêner. La force du parti, c'est de prendre son parti du blocage, mais de dire aussi, comme le fait Krasucki dans la CGT, nous, nous organisons les luttes, et les luttes dureront très très longtemps. C'est l'anarcho-syndicalisme profond, c'est-à-dire qu'il consiste à admettre que la classe ouvrière n'est pas la classe dirigeante, que la classe ouvrière ne doit pas s'embarrasser de l'État, parce que chaque fois qu'elle entre si peu que ce soit dans l'État, c'est un piège qui se referme sur elle. Elle a des intérêts fondamentaux de classe, qu'elle défend ; en tant que telle elle peut élargir ses alliances, en ce sens que les petits commerçants, les petits artisans, les paysans pauvres, toute la masse des paumés, des déclassés, sont évidemment avec elle, et elle exprime le point de vue opposé à la bourgeoisie. Gramsci appelait ça le moment économique-corporatif du prolétariat, dont le guesdisme a été une des expressions dans le nord de la France à côté de l'anarcho-syndicalisme qui, curieusement dans l'histoire française, avait davantage de prétentions hégémoniques et donc était plus porteur d'avenir, mais ça ce serait un autre débat.

Ce qui est important, c'est que cette tendance profonde du parti a une force pour elle. La deuxième chose que Gramsci avait notée dans ce passage sur l'économisme et le corporatisme, c'est que ce genre d'idéologie ne peut pas exister sous une forme nue, sinon dans le cas limite du syndicalisme américain. Ce n'est pas qu'il n'y ait pas des phénomènes de syndicalisme américain dans le parti et dans la CGT, notamment vis-à-vis des travailleurs non qualifiés, dans l'existence de syndicats forts, de syndicats de métier. Je pense en particulier au poids de certaines organisations comme le Livre, qui n'a accepté des dirigeants communistes à sa tête que très récemment, les dockers, notamment à Dunkerque, qui étaient favorables à la dictature du prolétariat massivement et contre l'organisation d'un syndicat maritime distinct des dockers ; ce qui fait quand même un ensemble assez cohérent de positions. Il existe donc des tendances de ce genre, mais ce n'est pas fondamental. Le mouvement ouvrier français est beaucoup trop politisé, idéologisé, pour que ce syndicalisme pur puisse l'emporter.

En réalité, le sectarisme se développe aussi à travers une idéologie. Avant 1914, que pouvait être cette idéologie ? C'était, selon Gramsci, la théorie de « l'écroulement du capitalisme ». Certes, l'histoire est con-

tre nous, mais les lois économiques, inévitablement, conduisent à l'effondrement de la société bourgeoise et donc, de ce fait, « marchent pour nous ». Maintenant, la loi économique fondamentale a été remplacée par un fétiche beaucoup plus solide parce qu'il est tangible, on le voit à la télévision, c'est Brejnev, ce sont les pays socialistes qui construisent la société sans classes sur un tiers de la planète. Donc il y a une grande force dans cette tendance.

Premièrement, elle formule une partie de la vérité, qui est que, manifestement, s'il était aussi facile de prendre le pouvoir dans un pays capitaliste développé, ça se saurait.

Deuxièmement, elle a pour elle un esprit de classe profond, un dévouement sans bornes à la classe ouvrière, à ses intérêts, et la possibilité de recruter en permanence sur cette base, mais avec un « turn-over » important (comme dans Lutte ouvrière, d'ailleurs), des cadres qui sont de véritables animateurs de la résistance de masse. Par exemple, ce qui s'est passé en Lorraine, dans le Midi, à Marseille notamment avec la réparation navale, ou même les luttes des viticulteurs vont apparemment dans le sens défendu par la gauche du parti. Ces bases d'implantation existent et se développent et on sait très bien que le parti est le seul à les organiser.

Troisièmement, cette tendance a en plus une direction intellectuelle qui, j'attire votre attention là-dessus, n'est pas négligeable. Comme nous sommes des intellectuels, nous considérons que les milieux parisiens qui écrivent sont quand même plus malins que les permanents qui agissent. Ce n'est pas du tout prouvé. Les forces intellectuelles à l'intérieur du parti, les cadres les plus remarquables, sont des gens qui eux, ne sont pas des anarcho-syndicalistes dans le sens classique mais qui ont conservé une certaine mentalité kominternienne, ou kominformiste, c'est-à-dire qui considèrent que les rapports avec l'Union soviétique sont fondamentaux, que l'on vit une révolution mondiale, que la solidarité des partis révolutionnaires, c'est quand même infiniment plus important que les petits arrangements avec le Parti socialiste au jour le jour. Ce sont des gens qui ont là aussi pour eux un certain esprit de classe, celui de la gauche, bien entendu entièrement déformé par ce que peuvent être aussi les accommodements avec des forces au pouvoir dans les pays socialistes. Tout cela est sans nul doute susceptible d'exercer un attrait sur les cadres moyens, sur la jeunesse et sur les militants. Je ne dis pas ça par délectation morose mais pour bien savoir à qui nous avons à faire. Ce sont les imbéciles qui sous-estiment ou méprisent leurs adversaires. En face, absence de justification théorique quelconque à l'eurocommunisme en dehors de considérations très générales sur la petite propriété et le caractère national, l'absence de réflexion en profondeur sur la démocratie, en dehors du livre de Lucien Sève sur les

communistes et l'Etat, c'est tout de même frappant. Ajoutez à cela qu'il y a des tragédies propres au parti français. La disparition d'un corps de dirigeants révolutionnaires qui, malheureusement, a été éliminé, c'est-à-dire les cadres FTP, lors du II^e Congrès en 1950 autour de l'affaire Marty-Tillon, puis enfin les derniers à l'occasion de l'affaire Servin-Casanova. Enfin la crise de l'UEC qui a tari complètement l'irrigation du parti en jeunes intellectuels révolutionnaires au cours des années soixante et qui a créé un immense vide dans cette génération (même ceux qui sont restés au parti, comme Balibar et quelques autres disciples d'Althusser, se sont et ont été toujours conçus comme oppositionnels, ayant pour la direction du parti la sympathie que Pascal avait pour l'épiscopat français de son temps). En fait, il s'est instauré un vide intellectuel profond et donc une absence de débat idéologique et politique qui a pesé très fortement en 1978. La culture politique du parti n'était pas au niveau de la situation réelle, c'est le moins qu'on puisse dire. Si vous considérez l'Italie ou l'Espagne, au contraire, c'est la récupération de cadres venus de l'extrême-gauche ou des mouvements de jeunesse qui ont irrigué en permanence le parti et fourni avec d'autres expériences une autre conscience de soi à la masse des militants. Ce processus a été timidement enclenché vers le XXII^e Congrès mais on ne peut dire qu'il ait joué un grand rôle par rapport aux besoins qui étaient immenses, et par rapport à l'enracinement militant et d'appareil de cette profonde tendance « économiste de classe », il était absolument insuffisant.

Critique communiste. — Si on prend ta typologie, la tendance que tu appelles rénovatrice a dominé jusqu'en 1974-1975...

Alexandre Adler. — Oui. Elle a commencé à entrer en difficulté dès 1974, dès l'élection présidentielle, à la fois devant les succès du Parti socialiste et devant la crise mondiale qui mettaient en crise son discours.

Critique communiste. — Et cela se concrétise au moment du congrès extraordinaire...

Alexandre Adler. — C'est ça. Le congrès extraordinaire, le XXI^e, qui devait être le couronnement du waldéckisme, c'est-à-dire la réalisation définitive de la perspective de Champigny avec son élargissement de la stratégie démocratique et ses conséquences dans les rapports avec les Soviétiques, s'est effondré. Le dernier étage de la fusée n'est pas parti. Bien au contraire, le XXI^e Congrès extraordinaire a été l'occasion, à la faveur du Portugal, de la réapparition d'une forte tendance ouvriériste prosoviétique, la tendance prolétarienne, qui a gagné ce congrès, c'est-

à-dire en a annulé les principales conclusions, puis a commencé une offensive d'une extrême vigueur contre le Parti socialiste, parallèle au développement de la crise politique au Portugal dans le cours de l'hiver 1975.

Critique communiste. — Et l'attitude de l'URSS dans l'évolution des rapports de forces entre les différentes sensibilités internes ?

Alexandre Adler. — L'attitude de l'Union soviétique, je ne la connais pas, mais si j'étais dirigeant du Parti communiste de l'Union soviétique, je serais évidemment contre l'éclatement idéologique du Parti communiste français. Par conséquent, même si les sympathies de l'URSS vont à la tendance « prolétarienne », je ne pense pas qu'elle veuille pousser jusqu'au bout la lutte, par exemple aboutir à une scission du type grec, même si, par la suite, le parti communiste de l'intérieur qui résulterait d'une scission de ce genre serait réduit à la plus simple expression comme son homologue hellénique.

Critique communiste. — Ils ont essayé de le faire avec les Espagnols.

Alexandre Adler. — Mais l'Espagne, c'est tout autre chose. Et puis, aujourd'hui, cela ne semble plus être la volonté des Soviétiques. Je ne pense pas du tout qu'aujourd'hui l'URSS veuille modifier la direction du PCF, elle ne le pourrait d'ailleurs en aucune manière, ni même contribuer à ce que l'on en vienne à une bataille de lignes fondamentale. Par contre, au moment le plus grave, c'est-à-dire entre 1974 et 1978, ils ont multiplié les pressions directes, violentes contre Georges Marchais personnellement et surtout contre un certain nombre de décisions qui ont été prises par la direction du parti. Je pense que ces pressions n'ont pas eu une influence énorme. En France, le rapport de forces se joue sur des questions internes. Il y a dans le mouvement ouvrier français des tendances suffisamment profondes pour que le cours actuel ait été pris sans que les Soviétiques y soient pour grand-chose. Cela dit, bien sûr, ils se réjouissent de la ligne actuelle. Pour autant qu'elle conforte leur place privilégiée dans le mouvement communiste international. Attendons la suite, en URSS notamment. Mais je ne crois pas que les Soviétiques veuillent continuer encore, pousser la lutte jusqu'au bout, jusqu'à obliger ceux qui ont été trop engagés dans la ligne eurocommuniste à faire amende honorable. Ils ne veulent pas la crise du parti, et je ne pense pas qu'ils exercent une pression énorme sur lui. Outre qu'ils ont toutes les raisons d'être satisfaits aujourd'hui, tous ne veulent pas claquer définitivement la porte à l'eurocommunisme.

Critique communiste. — Comment expliques-tu le retournement du rapport de forces, que la tendance Marchais se soit fait battre en 1975, même en fin 1974 ?

Alexandre Adler. — Depuis 1974, depuis le XXI^e congrès, il existe dans le Parti une opinion qui s'exprime fortement, qui ne veut pas de l'Union de la gauche, ou qui veut l'Union de la gauche à des conditions draconiennes. Cette tendance est encore minoritaire pendant tout le processus de 1977. Mais elle est suffisamment forte pour que Marchais soit obligé à plusieurs reprises de violer la discipline du parti en utilisant des annonces télévisées pour un certain nombre de changements qui étaient nécessaires pour l'entrée au gouvernement avec les socialistes. Par exemple, l'annonce de l'acceptation du Parlement européen à la télévision, puis l'adoption sans véritable débat du rapport Kanapa sur la bombe atomique, alors même qu'Elleinstein qui avait fait une déclaration de ce genre quelques mois auparavant avait été désavoué officiellement par un communiqué du bureau politique. Donc il y a une période d'extrême tension. A partir de cette situation où le Parti communiste n'est pas seul en France, nous avons le jeu de Mitterrand et de la direction du Parti socialiste qui ont fait une analyse qui, à mon avis, était la suivante : le Parti socialiste gagnait quoi qu'il arrive, c'est ce que *le Nouvel Observateur* titrait à la veille de la rupture il lui fallait montrer qu'il avait le sens de l'Etat. En France, avoir le sens de l'Etat, ça consiste à montrer qu'on est capable de casser la gueule aux ouvriers en toute circonstance. Pour montrer que Mitterrand était un homme d'Etat, il n'a pas cédé au Parti communiste. Circonstance aggravante, il a pris le PC pour le CERES, il a cru que ça se passerait bien. En outre, il a pensé que les électeurs allaient lui être reconnaissants de cette manifestation de fermeté qu'il a organisée manifestement en septembre 1977.

Alors le chemin est le suivant : la direction rénovatrice du parti est prise entre un Mitterrand qui tape sur elle avec un marteau pour la faire plier, et l'enclume qui est la tendance prolétarienne dont j'ai déjà expliqué qu'elle ne bougerait pas. Le point clé étant l'article de Roland Leroy dans *le Monde* sur les exemples du passé, sur les trahisons de la social-démocratie en 1936 et en 1945, alors même — on est en plein mois d'août — que les discussions doivent continuer. L'article est désavoué par Marchais lors d'une interview à la télévision quelques jours plus tard. A ce moment-là, le petit jeu qui s'est fait entre Mitterrand d'un côté et Leroy de l'autre, en tous cas entre ce que les socialistes savent des réticences au sein du Parti et leur petit jeu, a bien fonctionné. Je crois que les larmes de Marchais au moment de la rupture sont parfaitement sincères. C'est alors que s'est écroulée une ligne qui conti-

nuait, que Marchais continuait à vouloir. Il a voulu le compromis en septembre. Ensuite, les trois mois qui précèdent la conférence nationale et qui sont marqués par les plus fréquentes apparitions d'Elleinstein — c'est à cette époque qu'on dit qu'il faudrait des milliers d'Elleinstein —, la réaffirmation de l'eurocommunisme, la volonté de coller aux Italiens montrent que, même dans cette situation difficile, le groupe dirigeant du parti, Marchais, Fiterman, Kanapa, Paul Laurent, Piquet, essaie de maintenir ce qui peut l'être, c'est-à-dire mène une bataille en recul, mais une bataille quand même contre le sectarisme montant.

Deuxième étape, c'est le lendemain des élections. Le parti a tenu pendant toutes ces élections sur une ligne qui était : nous voulons aller au gouvernement, mais pas par n'importe quels moyens. Déjà, à ce moment-là, le phénomène de diffraktion locale a joué, c'est-à-dire que la campagne a été conduite sous des formes très différentes régionalement, et elle a déjà donné lieu à des phénomènes fractionnels, comme les appels à ne pas voter socialiste au deuxième tour qui sont limités à certaines régions, ce qui prouve que ce sont des ballons d'essai locaux et non pas le résultat d'une ligne organisée et machiavélique de la direction du parti.

Et lorsque la discussion éclate, elle fait apparaître la potentialité d'une division du parti en deux qui, semble-t-il, a gagné aussi la direction. A partir de là, les partisans de la discussion — et il y en avait, y compris au plus haut niveau — ont déjà perdu. Lorsque la discussion fait apparaître cette forte tendance prolétarienne qui s'exprime partout — pas de discussion, de l'action — la machine est enclenchée selon le principe : je suis leur chef, il faut bien que je les suive. Alors les partisans de l'eurocommunisme perdent sans cesse du terrain. Et le coup de grâce vient non pendant le débat du XXIII^e Congrès avec le bilan positif des pays socialistes (qui était un point assez ambigu) et somme toute acceptable mais avec la remise en cause de la démarche programmatique, c'est-à-dire la remise en cause de Champigny : il était erroné de signer un programme commun, il fallait maintenir le parti dans son autonomie de classe, ne pas se lier avec un programme, ne pas se lier dans une démarche d'alliance organique avec les socialistes.

Critique communiste. — Est-ce que cela a été dit publiquement ?

Alexandre Adler. — Oui, d'abord dans un article de Fierman, prudent, destiné à en conjurer d'autres plus durs et simultanément dans l'analyse que Jean Burles a faite du réformisme dans laquelle il explique que le Parti socialiste intervient de l'extérieur du mouvement ouvrier au sein de ce réformisme. Donc on est toujours pour l'alliance avec les forces réformistes, mais sans le PS tel qu'il est ; c'est l'union à la base

de la troisième période, et c'est la critique du Programme commun. De façon moins rétro, c'est tout simplement le ralliement à la ligne portugaise, puisqu'on sait — c'est le principal reproche que je leur ferai — que les communistes portugais ont toujours refusé les possibilités de programme commun qui existaient avec les socialistes portugais au début de la révolution d'avril, en disant qu'il n'existe qu'un seul programme, celui du MFA. Ce qui était le moyen de casser l'union de la gauche dès le départ, pour s'en remettre à la bienveillance des adjudants de la base du MFA. Aujourd'hui, c'est la ligne de refus du programme, de la démarche programmatique qui a été exprimée dans le livre de Damette et Scheibling sur l'autogestion, ce qu'on pourrait appeler de la cuisine italienne sans sauce. Lorsque aujourd'hui, le parti affecte un langage basiste, refusant tout engagement programmatique, il habille un refus sectaire de l'union des oripeaux du mouvement social issu de 1968. Après tout, le PCI est parvenu à organiser un vaste rassemblement social sans superstructure politique de sommet qui lui corresponde. Quel beau rêve, surtout si les vertus françaises nous évitent la Démocratie chrétienne et les Brigades rouges par surcroît. J'ironise mais sans amertume car je trouve encourageant pour l'avenir qu'une ligne économiste cherche à se dire dans la thématique de l'autogestion, de la démocratie de base, de l'autonomie des masses. C'est en cela que la dialectique au sein du Parti communiste n'est pas achevée. Mais c'est sur ce point du programme que se situe le grand tournant. Autrement dit, une défaite stratégique face au Parti socialiste, qui a voulu effectivement casser l'Union de la gauche (d'ailleurs Bérégovoy s'en vantait encore récemment en disant que ce n'est pas Rocard qui avait rompu l'Union de la gauche mais Mitterrand), suivie d'une montée de tous ceux qui maugréaient devant le nouveau cours en présentant la note au nom de leur passé, au nom des traditions du parti, et troisièmement les capitulations de la direction devant les exigences qu'elle ne sait ou ne veut combattre de front, même si, par exemple, au comité central de mai 1980, Paul Laurent a dans son rapport modéré le vertige autogestionnaire et rappelé la vocation de la classe ouvrière à gouverner, ce dont je lui sais gré.

Critique communiste. — Que peut-on attendre aujourd'hui du PCF ?

Alexandre Adler. — Le parti est né à trois reprises. Il y a une naissance qui est trop belle pour être vraie, c'est la naissance de Tours : 65 % des mandats, le grand parti de la classe ouvrière. Pour les congressistes de Tours, c'est un nouveau 1905, c'est l'union avec les syndicalistes de la CGT, c'est un grand parti majoritaire. Un jour, nous arriverons à ce parti de Tours, mais ce n'est pas pour demain.

Ensuite on retombe dans les dures réalités. C'est la deuxième naissance qui se situe vers 1922-1923. C'est un parti de cadres, bolchevisés, qui suit la tradition du syndicalisme révolutionnaire mais en le traduisant sur le plan politique et qui agrège un certain nombre d'autres forces. C'est un parti qui, même lorsqu'il ne menait pas la lutte « classe contre classe », était profondément marqué par cette tradition des trois « anti » : anti-impérialisme, antimilitarisme, antiparlementarisme, auquel il faudrait ajouter antisocialisme.

Et puis il y a une troisième naissance, c'est 1936. Naissance déjà marquée par l'ombre du stalinisme triomphant, c'est cette naissance qui donne Nizan, Lefebvre, Politzer, et ce n'est pas peu de choses dans l'histoire du marxisme français. Et Cogniot, et notre grand Maurice Thorez. Au passage, je pense que la « déthorézisation » actuelle est vraiment une mesquinerie sans nom. Il vaudrait mieux respecter la mémoire de Thorez et rompre vraiment avec un certain passé. Ce parti-là, avec tous ses défauts, est un parti de masse, né grâce à l'expérience du Front populaire, qui vise à transformer la classe ouvrière française en classe ouvrière hégémonique. Fondamentalement, c'est pour cela que le parti n'a jamais complètement versé dans une position de repli. Il y a en France une classe ouvrière qui est candidate au pouvoir, qui est certes minoritaire ou plutôt jamais totalement majoritaire, mais qui est candidate à la transformation de la société tout entière. Grâce à cette position fortement politisée, le PCF a débordé très largement la notion étroite de mouvement prolétarien, au sens strict, pour devenir dans les faits un parti de rénovation démocratique ouvert sur toute la société. Ce qui serait très souhaitable, ce serait la combinaison de cette poussée hégémonique avec les tendances prolétariennes du mouvement français qui, depuis la Commune, sont très fortes. C'est le rêve de Jaurès, pourrait-on dire. Il faudra des luttes de classes très dures et très complexes pour le réaliser. Mais, effectivement, le PCF, à certains moments, a pu représenter une préfiguration de tout cela, notamment en 1936-1938 et entre 1942 et 1948. Du coup, je ne pense pas qu'il soit donné à une direction, quelle qu'elle soit, de balayer tout cela. C'est au-dessus des forces humaines d'une direction, et celle-ci ne serait sûrement pas unanime à le vouloir.

Ce qui signifie, par conséquent, que, lorsque le parti, comme il le fait actuellement, s'engage sur une ligne de refus du pouvoir, de division permanente et durable avec le Parti socialiste, il va connaître des craquements comme il n'en a jamais connus, qui ne se traduisent pas nécessairement par des départs massifs de cadres sinon d'adhérents — les militants ouvriers, eux, restent accrochés à l'organisation — ou par un effondrement, mais par une situation inédite. Il arrive parfois que l'avenir n'ait jamais existé.

Cela dit, cette situation de trouble durera d'autant plus que n'existeront pas les perspectives politiques, organisées et théoriques, qui cette fois-ci répondront à un certain nombre d'inquiétudes des militants du parti. Et cette ligne du parti continuera d'abord tant que le vieil objectif, le vieux mythe de casser le Parti socialiste durera.

Or, en France, il y a une tradition qui consiste à minimiser en permanence l'existence d'un courant réformiste. Depuis la Commune, on pense que la classe ouvrière n'est pas concernée par le réformisme. A chaque fois, la montée du Parti socialiste ou de courants réformistes dans la classe ouvrière, ou encore le recentrage de la CFDT, ce sont des accidents, et on pense qu'on peut redresser le cours rapidement. Ce qui permet de passer du sectarisme sans nuances jusqu'aux effusions de l'unité organique. On se refuse à considérer le Parti socialiste dans son existence durable. Je n'ai jamais cru que le Parti socialiste était en faillite. Il ne fléchira pas et il ne cassera pas. C'est une force durable avec laquelle il faut compter. La première perspective, c'est donc qu'il y ait une vraie prise de conscience de ce fait.

La deuxième perspective, c'est une transformation théorique. De ce point de vue, le PCF ne fait pas exception. L'ensemble des partis eurocommunistes n'ont pas une approche suffisamment fine, juste, de la réalité du monde capitaliste aujourd'hui. Il y a certes des avancées importantes, par exemple les réflexions de Trentin sur le rôle de masse et le rôle révolutionnaire du syndicalisme dans une société capitaliste aujourd'hui, certaines réflexions qui ont pu être faites en Italie sur l'appareil d'Etat, autour d'Ingrao, également une approche plus diversifiée des différentes forces internationales.

Mais par rapport à la théorie économique (qui est quand même un point extraordinairement important du marxisme), il y a un retard très important du mouvement ouvrier. De plus, il n'y a pas de véritable approche de l'Etat. Il y a des tentatives importantes — je ne veux pas dire que tout reste à faire — mais le mouvement ouvrier communiste en Europe ne s'en est pas du tout emparé. Et si l'eurocommunisme pose toutes sortes de questions, il faudrait quand même, de temps en temps, fournir des réponses. Il faudrait que le marxisme ait une capacité de prise sur la réalité qu'il n'a plus. Pour reprendre ce que disait Lénine dans son article sur la portée du matérialisme militant : « *Qu'on cesse de faire du marxisme combattu, qu'on fasse un peu de marxisme combattant* », ce qui n'est pas absolument impossible ni délirant.

Or, quand le Parti communiste français était en fait la principale force politique qui influençait les autres, il était certes incapable de produire cette théorie, mais il la produisait chez d'autres. Relisez le Sartre de *la Critique de la raison dialectique*, la réponse que Levi-Strauss fait à Sartre en se réclamant du marxisme dans *Anthropologie structurale*, reli-

sez les premiers textes d'Althusser, Sebag, Godelier, pour ne citer que cela. Ainsi que les débats historiques du début des années cinquante, ils sont infiniment supérieurs à ce que l'on peut dire aujourd'hui, même si tout n'est pas à garder. On a fait des éloges larmoyants de ce pauvre Sartre, qui n'en demandait pas tant, qui m'ont paru particulièrement déplaisants parce que personne n'a beaucoup parlé de ce que Sartre a écrit, de ce qu'il considérait lui-même comme essentiel dans son travail. Or Sartre, comme beaucoup d'autres intellectuels, avait appris une toute autre leçon que celle que l'on nous inculque aujourd'hui. Pour lui, il s'agissait d'essayer de transformer la société à partir du marxisme. C'est vrai de Sartre, de Merleau-Ponty, de tout ce qui comptait dans l'intelligentsia française, et ce n'était pas peu de choses. Aujourd'hui, si ce travail d'accumulation théorique n'est pas fait, il manquera au mouvement ouvrier des instruments très importants.

On arguera que les masses interviennent dans l'histoire avec des organisations. Mais, en fait, les organisations ne se créent pas, elles existent. Je pense que le Parti communiste continuera à lutter, et je suis suffisamment optimiste sur la situation pour penser que la dialectique des luttes que le PC est obligé d'engager, d'autant plus que maintenant il a opéré cette rectification de caractère prolétarien, le conduira très vite de nouveau à cette question essentielle du pouvoir politique. Comment par exemple mener la bataille qu'il a menée sur la sidérurgie (d'ailleurs avec des arguments anti-CFDT qui étaient erronés à mon sens) sans se trouver très vite confronté à la question du pouvoir d'Etat, à la nécessité de son renversement, du moins du renversement de la politique économique actuelle, donc à la question de la nationalisation de la sidérurgie, d'une politique alternative, etc. Comment poser la question des libertés, celle des radios libres (avec ce qui s'est passé récemment : saisies, arrestations de militants) sans poser la question d'un vaste rassemblement démocratique pour défendre les libertés. De fait, la réalité conduit à plusieurs reprises le parti à rectifier son orientation dans la mesure où il est touché au cours de son activité fondamentale. Dans d'autres domaines, qui ne touchent pas encore profondément la classe ouvrière, comme le mouvement des femmes ou les questions de politique extérieure, il peut se permettre de jouer l'isolement même s'il prend des coups sérieux à cette occasion. Mais dans les domaines fondamentaux, il est bien obligé d'en passer par le ralliement unitaire. Or, ces militants qui sont dans l'action n'ont pas besoin de porte-voix pour raconter leurs hauts faits, mais ils ont besoin de davantage de lumières. Ils ont besoin de s'orienter dans la politique, de savoir ce qu'est réellement la crise que nous traversons. Et je crois que les intellectuels marxistes ont d'abord comme but de s'adresser à la masse de ces cadres ouvriers et de leur fournir modestement des éléments de réflexion, en

cherchant bien sûr à apprendre tout d'abord de leurs luttes.

La deuxième chose que je pense à propos des organisations, c'est que l'expérience de l'extrême-gauche ne s'est pas perdue. On fait beaucoup de cas de ceux qui sont devenus des nouveaux philosophes. C'étaient déjà les pires éléments en 1968 ou en 1972, ce sont les pires aujourd'hui. Mais l'expérience de l'extrême-gauche en France est très importante, et elle ne se résume pas à la contestation culturelle de la Gauche prolétarienne. De ce point de vue-là, la Ligue communiste, qui est finalement la seule organisation sérieuse de l'extrême-gauche qui ne soit pas tombée dans le sectarisme, a des responsabilités particulières. Pour reprendre l'acte d'inculpation des procès de 1938, le bloc des trotskystes et des droitiers représente quand même un espoir, quelque chose d'important dans le rassemblement des forces qui sont pour l'unité du mouvement ouvrier et la reprise de perspectives politiques dans un sens qui ne soit pas réformiste (j'emploie les termes les plus larges et les plus vagues, pour l'instant). Forcément, pour nous tous, c'est un pas difficile à franchir, parce que c'est se rencontrer entre gens qui n'ont pas eu les mêmes analyses à plusieurs reprises. C'est de ce point de vue que je regrette un certain nombre de lenteurs, d'hésitations à caractère sectaire dans l'attitude de certaines organisations d'extrême gauche. Par exemple, essayer de créer un bulletin à l'intérieur du Parti communiste, de répandre des lumières par des méthodes souterraines parmi un certain nombre d'opposants communistes, je crois que c'est encore infiniment plus bête que ça n'est méchant, mais il ne faut pas continuer. Les grandes manœuvres du 1^{er} Mai n'ont pas eu non plus un effet particulièrement réjouissant. Il est plus facile de casser le mouvement d'union dans les luttes que de l'aider à se développer sans sectarisme. Je pense qu'il y a beaucoup de communistes opposants ou d'anciens communistes qui sont prêts à faire de gros efforts pour vous rendre présentables dans ce pays, « salonsfähig » comme on dit en allemand, mais il faut y mettre du vôtre. Il faut que la Ligue communiste abandonne un certain nombre d'idées trotskystes, qui certainement l'ont aidée à vivre dans des circonstances très difficiles, l'entrisme par exemple (mais ce serait un long débat). Par contre, sur la base de ce que vous dites explicitement, c'est-à-dire l'unité du mouvement ouvrier, et sur le travail que font vos militants dans les syndicats, dans le respect toutefois de l'indépendance syndicale, on peut arriver non seulement à un dialogue qui est intéressant mais aussi à une coopération effective et militante à laquelle moi je suis prêt.

J'estime assez ce que la Ligue a pu représenter, surtout dans la période d'effondrement de l'extrême-gauche. C'est un pôle militant, non sectaire, qui a tardivement mais finalement bien vu le danger que représentait la division du mouvement ouvrier, qui a toujours défendu la

nécessité d'un travail syndical respectueux de ce qu'est le syndicat et qui a toujours eu une vision des luttes de classes internationales (c'est peut-être le plus important) qui n'est pas attachée par une vision sectaire et partielle des choses. En particulier, j'apprécie énormément votre position sur le Nicaragua et la polémique que vous avez ouverte avec les « vrais trotskystes » de l'OCI sur cette question.

Critique communiste. — Quand tu fais l'apologie raisonnée de Maurice Thorez, quand tu fais référence aux insuffisances de l'eurocommunisme, ne penses-tu pas que, aussi bien dans la pratique de Thorez quand il avait les coudées franches que dans l'eurocommunisme, il y a non seulement des insuffisances mais aussi énormément d'ambiguïtés par rapport au déroulement des luttes dans les rapports que le mouvement ouvrier peut entretenir avec l'Etat ?

Alexandre Adler. — Je suis d'accord avec ce que tu dis pour une raison très simple, et c'est là que je vais me montrer d'un trotskysme orthodoxe pour une fois. C'est que les expériences de lutte qui se sont développées dans les années trente et quarante, et qui constituent finalement le capital de base de l'eurocommunisme — tentative qui ne fait que rendre cohérentes et complètes des intuitions de Thorez et de Togliatti —, ces tentatives se situent déjà en aval du grand échec historique des années vingt, c'est-à-dire de l'échec de la révolution allemande et d'une révolution européenne qui se serait développée en fonction de la révolution allemande.

Il est évident que la question de l'Etat, la question du rapport entre les luttes, l'organisation des masses et les institutions parlementaires représentatives avaient été posées sous une forme beaucoup plus profonde et importante par Rosa Luxemburg et la gauche allemande dans la période révolutionnaire du mouvement ouvrier allemand. Entre 1907 et 1923, s'il y a une vraie force de Gramsci, c'est que, au début des années trente, mettant en avant un certain nombre de jalons du Front populaire, il est, lui, traversé dans ses formulations par l'expérience révolutionnaire des années vingt, les occupations d'usine d'Italie du Nord ou d'Allemagne. Si on lit Gramsci, Otto Bauer et Rosa Luxemburg, pour prendre les trois noms les plus importants de cette période du marxisme, on se rend compte que chez eux la perspective d'une prise de pouvoir démocratique et « hégémonique » par la classe ouvrière n'est pas entachée par la perspective d'un compromis avec l'Etat, de la récupération du réformisme ouvrier. Ce qui, par contre, fait que dans les années trente les expériences sont demeurées limitées, c'est que les perspectives démocratisantes qui sont nées à ce moment-là l'ont été dans une période de régression d'ensemble du mouvement ouvrier, à la

fois à cause de ce qui se passait au même moment en Union soviétique et à cause de la naissance et du développement du nazisme, qui demeure le phénomène fondamental de la période. Dans ces conditions, la tendance a été beaucoup plus à la défense des conquêtes ouvrières menacées par la barbarie fasciste qu'à la prise du pouvoir. La force des partis communistes est venue de ce qu'ils ont réussi à se substituer au réformisme classique, grâce à leur efficacité et leur esprit de sacrifice dans cette défense. Donc, aussi bien en 1936 qu'en 1945, le succès du PCI, du PCF, le succès éphémère du PCE en Espagne pendant la guerre nationale-révolutionnaire ont été accompagnés de compromis assez larges, notamment sur l'Etat, sur l'internationalisme, etc.

La grande faute de Trotsky, dans les années trente, c'est de n'avoir pas vu suffisamment combien ce compromis, pour dangereux qu'il puisse être à certains égards, était inévitable, et la volonté de s'opposer au Front populaire en défendant un front unique, qui finalement n'était pas si loin des idées de Staline sur cette question, ne pouvait conduire qu'à l'isolement et la « groupusculation » de ses partisans, dont la naissance de la IV^e Internationale en 1938 est vraiment le point définitif. La naissance de la IV^e Internationale, la rupture avec les petits groupes de masse qui existaient, comme le SAP en Allemagne, le POUM en Espagne, c'est vraiment la fin, à mon avis.

Mais je suis d'accord pour dire, puisque vous me posez la question d'un point de vue trotskyste, qu'il y a évidemment une régression dans les années trente et quarante, avec des traits qui peuvent prendre une dimension dangereuse, comme par exemple l'exaltation des caractères nationaux, dont on voit par exemple en France l'usage qui en est fait aujourd'hui mais qui dès cette époque ont conduit à des sous-estimations très graves, la plus importante étant l'Algérie.

Il n'empêche, une fois qu'on a opéré toutes ces restrictions, que c'est dans cette structure que le mouvement s'est développé. Et il faut bien en partir, pour donner une expérience forte et mobilisatrice à la volonté d'émancipation démocratique des travailleurs. Or, tant que l'eurocommunisme n'a pas fait sa fusion avec le mouvement ouvrier, car il est encore trop souvent une marotte d'intellectuels (une volonté de mettre un peu d'eau petite-bourgeoise dans un vin ouvrier trop fort), on reproduit les organisations staliniennes, les organisations sectaires, les groupuscules, les syndicats dépolitisés, etc.

Je crois qu'il y a plusieurs points de clivage simples sur lesquels on peut s'appuyer pour essayer de voir comment le mouvement ouvrier peut se transformer. Le premier, c'est qu'à la différence de Chevènement et de Debray, je crois que Mai 68 était une vraie révolution qui a restructuré complètement le mouvement ouvrier, y compris le Parti communiste, et qui continue à porter des effets. Cela pose le problème

de toute la transformation de la pratique même de la classe ouvrière et non seulement d'un parti nouveau. Je pense que l'évolution du syndicalisme italien par exemple montre qu'il y avait là-dedans une dynamique de rénovation des partis ouvriers.

Je pense deuxièmement que nous allons vivre dans les années qui viennent avec la crise une aggravation des contradictions interimpérialistes, et qu'en particulier, s'il y a une chose qui nous menace pas, c'est la création d'un bloc des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Je crois que les impérialismes ouest-allemand et français d'un côté et américain de l'autre sont condamnés à chercher des évolutions différentes. A l'intérieur de cette prise d'indépendance du bloc européen, qui est aussi le lieu fondamental d'existence d'un mouvement ouvrier organisé, il y a place pour une restructuration des forces de gauche et la création d'une alternative au pouvoir des capitalistes qui doit se situer au niveau européen. De ce point de vue-là, les syndicats sont, là aussi, plus avancés que les partis. Mais la réponse syndicale restera réformiste, trade-unio-niste, s'il n'y a pas de réponse politique. Pour prendre un exemple analogue, l'absence de mouvement socialiste de masse en Angleterre a fait que les syndicats ont fini par se doter au début du XX^e siècle d'une structure de représentation parlementaire très légère, le Parti travailliste, qui n'est en aucun cas un parti socialiste à proprement parler. Les conditions d'émergence d'un mouvement révolutionnaire en Angleterre ont été jusqu'ici bloquées par cette situation politique.

Aujourd'hui, la Confédération européenne des syndicats joue déjà tendanciellement le rôle d'interlocuteur face à ce pouvoir européen multinational qui est fondé essentiellement sur les impérialismes français et allemand. Si demain il n'y a pas de structure politique qui réponde véritablement à cette nécessité, la Confédération européenne des syndicats se dotera d'une superstructure légère, dont la social-démocratie allemande sera, en partie et en partie seulement, le maître d'œuvre. Et à ce moment-là, le mouvement ouvrier aura perdu une bataille. Gramsci dit que le plus important, dans les phases de révolution passive comme celle que nous allons traverser, ce n'est pas essentiellement de transformer la révolution passive en révolution active, c'est-à-dire un processus de révolution du capital en un processus de révolution politique, mais c'est au moins de comprendre ce mouvement, de faire ce qu'il faut pour le conditionner et rester en vie.

Une des conditions aujourd'hui qui peut transformer les choses, c'est que les partis eurocommunistes, les groupes marxistes nés sur leur gauche, les ailes gauches de la social-démocratie là où les partis communistes n'existent pas, ces forces-là doivent réussir à être autre chose que des caisses de résonance pour les luttes syndicales. Oui aux 35 heures, aux luttes de sidérurgistes allemands, à la capacité de la classe

ouvrière italienne à défendre ses conquêtes, aux luttes françaises qui sont d'ailleurs en retard par rapport à ces mouvements, mais il y a place et il y a nécessité d'une organisation qui se situe un pas en avant. Une organisation qui est encore à venir, à structurer et dans laquelle tous les partis de la classe ouvrière auraient un rôle à jouer. Cela suppose aussi de conquérir sa liberté par rapport aux conditionnements internationaux. Cela suppose une stratégie internationaliste, cela suppose d'abandonner l'exclusivité des voies nationales qui ont eu leur valeur dans les années de l'après-guerre mais qui aujourd'hui peuvent être un empêchement à penser ces structures européennes de la lutte de classes qui sont nécessaires à notre avenir.

Pierre Rème

Les CCA (Comités communistes pour l'autogestion) aux prises avec la mise en pratique d'une orientation de front unique ouvrier

Au moment où les cent mille signatures étaient rassemblées autour de la pétition « pour l'union dans les luttes », début juin, le comité central des CCA (1) a enregistré un rebondissement de la crise d'orientation de cette organisation : les militants de l'ancienne tendance A, minoritaire avec 40 % des voix au congrès précédent tenu les 15 et 16 décembre 1979, ont démissionné de leurs postes au bureau exécutif pour se reconstituer en tendance.

Les divergences entre les deux courants portent sur la compréhension du front unique, sur l'analyse de la « recomposition » du mouvement ouvrier et sur des problèmes de fonctionnement avenus épineux. Comme les problèmes internes des CCA expliquent, dans une large mesure, leur attitude à l'égard de la LCR durant plusieurs mois de campagne pour l'unité, il vaut la peine que nous nous y arrétions assez longuement.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans *Rouge* la forme bizarre des critiques que nous adressaient les CCA. Nous étions accusés de « parasiter » l'initiative unitaire parce que les militants de la LCR étaient partie prenante d'une démarche complétant le texte initial de l'appel par des « amendements » ou des explications qui insistaient sur

l'actualité de la préparation de la grève générale. La direction des CCA nous répondait qu'il était nécessaire « *de ne pas tout dire pour faire l'unité* ». Nous avons beau démontrer, dans la pratique, que nous savions défendre nos positions tout en préservant l'unité du courant unitaire, les mêmes critiques étaient cependant répétées. Sans que jamais une argumentation substantielle ne vienne nous critiquer sur le fond : le souci de préparer la grève générale était-il justifié ou bien était-il « *gauchiste* » ?

Ce silence des CCA, accompagnant ce genre de critique, était doublement curieux : il contredisait le texte de l'appel des cent lui-même, qui soulignait justement la volonté d'agir pour l'unité « *sans gommer les divergences et les différences* ». En même temps, il traduisait l'état des débats internes des CCA : la direction de cette organisation n'a pas disposé, durant ces mois, d'une orientation politique lui permettant de critiquer nos propositions. Ce qu'elle a surmonté en se donnant le label unitariste et en multipliant contre nous les manœuvres tactiques.

Les débats des CCA

(La direction des CCA, du congrès des 15 et 16 décembre 1979 au comité central des 7 et 8 juin 1980.)

Deux tendances existaient lors du congrès des CCA où une majorité obtint 60 % des mandats. Leurs divergences portaient sur deux débats essentiels : la nature de la période et de la conjoncture, la construction du parti révolutionnaire et « *l'entrisme* ». Ce sont ces deux mêmes tendances dont les divergences ont abouti à nouveau à un conflit aigu en juin 1980, bien que le congrès de décembre dernier se soit terminé, après avoir donné la majorité à la tendance B, par l'adoption d'un texte fixant un « *cadre de travail* » commun, voté à l'unanimité.

La tendance B, qui forma 60 % du comité central et du bureau exécutif, défendait l'actualité d'une lutte d'ensemble face à la politique de la bourgeoisie. *Commune* n° 49, du 16 novembre, nous donne d'ailleurs un exemple de cette orientation à propos de la grève d'Alsthom : « *La tâche urgente est d'organiser la solidarité autour de ces conflits tests, d'exiger que les confédérations syndicales CGT et CFDT organisent une riposte d'ensemble face à ce régime discrédité. Il faut aussi que les grands partis ouvriers, PC et PS, soient mis devant leurs responsabilités et cessent leur politique de division.* » Cette tendance reprochait à celle qui fut minoritaire de donner trop d'importance à un « *reflux* » conjoncturel dû à la défaite de mars 1978 et à la façon dont Giscard l'utilisait à son profit. Dans ses textes de congrès, sans beaucoup

préciser les conditions réelles du travail de masse effectif, elle soulignait que « *les grands affrontements sont devant nous et non pas derrière nous* ».

Une telle constatation la rapprochait plutôt, semble-t-il, de nos propres jugements. Mais cette perspective centrale s'accompagnait, pour elle, de l'illusion de pouvoir « *jeter les bases d'une alternative révolutionnaire* », les « *formations traditionnelles (...) ne pouvant donner de réponses satisfaisantes aux masses et à leurs bases* ».

La tendance A, qui a rassemblé 40 % des voix, répondait que la défaite de mars 1978 ne produisait toutes ses conséquences qu'après coup : « *La classe ouvrière est sur la défensive (...); et qui n'avance pas recule.* » Pour eux, « *mettre en évidence le recul né de la division, ce n'est pas verser dans le "pessimisme" mais se donner les moyens d'éclairer l'avant-garde sur les enjeux du combat pour le front unique ouvrier* ». Cette tendance, qui regroupait la plupart des anciens cadres politiques de la TMRI (Tendance marxiste révolutionnaire internationale) (2), était en accord avec le secrétariat international de la TMRI et s'attachait à mettre en lumière « *une conjoncture de recul et de défaites partielles (novembre 1975 au Portugal, mars 1978 en France, victoire des conservateurs en Angleterre...) à prendre en compte.* »

La discussion sur la construction de l'organisation montra que la tendance A insistait plus sur le travail politique à effectuer au sein et en direction des organisations traditionnelles (PCF et CGT), tandis que la tendance B insistait plus sur la « *recomposition* » du mouvement ouvrier.

Dans son intervention au congrès, Michel Pablo, au nom du secrétariat international de la TMRI, soutint les positions de la tendance A, tout en proposant un « *cadre de travail* » permettant de dépasser les clivages. Selon lui, les CCA « *doivent résister aux pulsions résultant de leur propre composition sociale, résister au danger de se voir marginaliser par rapport au travail permanent, absolument nécessaire et de beaucoup le plus important, en direction du prolétariat industriel(...)* ».

La « *résolution en neuf points* », adoptée à l'unanimité, ne prenait pas position sur les questions de conjoncture et de combativité, mais fixait une « *méthode* ». On lit dans *Sous le drapeau du socialisme*, n° 82-83, page 48 :

« *Le développement de la discussion dans l'organisation et le congrès nous amène à réaffirmer les objectifs des CCA dans les prochains mois. Le combat permanent pour le front unique ouvrier et sa traduction politique concrète, le gouvernement des organisations majoritaires PC-PS, est un point cardinal de la stratégie politique des CCA. Il implique :*

a) *Dans les luttes quotidiennes, de se saisir de toutes les occasions pour faire avancer l'unité d'action à la base, condition de l'unité au sommet*

dans la situation de division actuelle.

b) Dans le mouvement syndical, de favoriser toutes les formes unitaires, depuis les comités intersyndicaux d'entreprise ou locaux jusqu'à la centrale unique.

c) Dans le combat politique général, de favoriser l'expression des courants unitaires du PC et du PS pour la formation de comités de base.

d) Dans la perspective de 1981, de proposer aux organisations révolutionnaires une campagne commune se situant dans ce cadre, tout en se préparant à la bataille du désistement inconditionnel.

« La crise qui sévit actuellement dans les rangs du mouvement communiste officiel est la plus ample, profonde et durable, depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle nous oblige par conséquent à lui accorder une grande importance. Elle définit au moins les tâches suivantes :

— Nous lier à l'opposition et en particulier sur les problèmes qu'elle soulève :

- la démocratie au sein du PCF ;

- l'unité ouvrière ;

- la reprise en charge des nouvelles aspirations.

— La soutenir critiquelement, grâce à une politique et une pratique prenant ses sources dans notre réelle intégration dans le milieu de masse.

— Il faut établir le projet d'un lieu de rencontres colloques, cercles, revues, etc., tournés en direction des problèmes posés par les oppositionnels.

— A cette fin, il faut réorganiser un secteur entristé.

« Ils s'efforceront particulièrement de répondre aux problèmes nouveaux posés par la réorganisation du travail en s'appuyant sur les exemples qui se développent dans les divers pays capitalistes.

C'est sur ces bases que les CCA abordèrent l'appel des cent, qui parut deux jours après leur congrès.

Dans un premier temps, la réaction enthousiaste de la direction des CCA sembla, aux yeux des minoritaires, représenter un rapprochement des points de vue. Il s'agissait de « faire signer », sans aucune précision, mais tout en écrivant dans *Commune* (n° 53), une expression, bien vite remise aux oubliettes et qui aurait pourtant mérité un débat :

« Cette campagne peut en effet constituer un pas décisif pour l'unité des travailleurs, pour la lutte contre Giscard et pour un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire ici et maintenant un gouvernement du PC et du PS appuyé sur les comités d'union dans les luttes. »

Comment, en effet, proposer une telle perspective et rester muets sur celle de la préparation de la grève générale ? S'agissait-il de simple propagande à long terme, faite dans un simple but éducatif ? Mais alors, pourquoi lier la perspective du gouvernement PC-PS à celle de le voir « appuyé sur les comités d'union dans les luttes » : ceux-ci étaient-ils

le cadre de « *recomposition* » du mouvement ouvrier, ou seulement un instrument d'action en faveur du front unique ouvrier ?

Résumons-nous un instant : pour ne pas heurter les « *communistes critiques* », les CCA se sont adaptés à eux, en taisant la question de la grève générale (perspective majoritaire à leur congrès) et en taisant ensuite bien vite le débat pour « *le gouvernement PC-PS appuyé sur les comités d'union dans les luttes* ». A l'évidence, les comités, quand ils existaient, n'ont jamais eu une telle réalité : la « *recomposition* » du mouvement ouvrier n'en est pas au point de s'exprimer presque spontanément dans une telle initiative politique. Elle mûrit surtout, pour le moment, au travers d'une expérience syndicale accumulée, qu'aucune des deux tendances des CCA ne prend réellement en compte pour définir l'action de leur organisation.

Leur pratique dans « l'union dans les luttes »

Faute de ligne politique précise, toute à son souci sans délimitation précise de « *se lier à ce qui bouge* », la direction des CCA ne pouvait pas polémiquer sur le fond avec la LCR. Comment la majorité aurait-elle argumenté contre la perspective de la grève générale alors qu'elle en avait défendu l'actualité quelques semaines plus tôt ? Elle n'avait sans doute pas, d'ailleurs, changé de conviction, sinon elle ne se serait pas gênée pour reprendre, ne fut-ce que les arguments de l'ex-tendance A minoritaire qui justifiait, elle, son refus de cette perspective. Elle a donc choisi le silence, pour ne pas faire rebondir les débats au sein de sa propre organisation, pour ne pas paraître trop proche de la LCR, et pour ne pas devoir discuter sur le fond avec les initiateurs de l'appel des cent.

Peut-on considérer que la ruse était habile ? On peut en douter : quand on maintient une organisation de moins de deux cents militants sur la base d'une « *délimitation programmatique* » avant tout, en quoi peut-il y avoir un intérêt à cacher les idées politiques qu'on a à défendre ? D'autant plus que rien ne les aurait empêchés de défendre leur point de vue sans en faire un « *amendement* » à la pétition.

Serrer les rangs contre la LCR, même pendant quelques mois, n'a dépendant pas résolu tous les problèmes : dans la pratique, les divergences sur les rythmes de « *recomposition* » du mouvement ouvrier apparurent dans la façon de se comporter dans le courant « *pour l'union dans les luttes* », sous forme de conflits locaux, à la base, dont le plus net est celui de Bordeaux.

L'alliance avec *Positions*, groupe d'oppositionnels du PCF qui agit de plus en plus comme un groupe politique local indépendant du PCF, a vu deux attitudes parmi les militants des CCA. Sous une unité de

façade dont, une fois de plus, il fallait que les militants de la LCR fassent les frais.

Dans un premier temps, en effet, les CCA, *Positions* et les Etudiants socialistes de Bordeaux ont lancé la pétition des cent en mentionnant sur tous les tracts et communiqués de presse que cette initiative était « soutenue par » ces organisations. Ils exigèrent de la LCR à Bordeaux qu'elle signe ce texte à leurs côtés.

Nos camarades furent accusés de fractionnisme parce qu'ils firent une contre-proposition qu'il vaut la peine de citer à nouveau. La section de Bordeaux de la LCR voulait diffuser et faire signer le texte de la pétition, unitairement, à deux conditions : qu'il ne soit pas fait mention des organisations sur le matériel de la campagne unitaire pour ne pas limiter ses possibilités d'élargissement, et qu'il soit fait mention de la possibilité de discuter, améliorer, apporter des compléments au texte, dans le sens de ce qu'avait proposé Etienne Balibar dans son article du *Monde* du 22 janvier (3).

Les critiques à l'égard de la LCR, ciment entre des forces diverses, s'accompagnaient en fait d'une véritable crise entre les militants du groupe local des CCA : la majorité locale, sur les positions de la minorité nationale, aurait voulu une activité plus tournée vers le PCF et la CGT, à long terme ; tandis que la minorité locale du groupe CCA, sur les positions de la majorité nationale, voyait déjà des comités couvrir la ville et la France et se fédérer, recomposition en marche du mouvement ouvrier. Débats qui reposaient plus sur des présupposés abstraits que sur l'observation de la réalité ? Sûrement. Mais le bureau exécutif, puis le CC des CCA, durent les arbitrer. Ce dont *Commune* porte la trace : le comité de Bordeaux, qui était cité comme l'un des plus avancés dans le numéro 57, se voit rappelé à la réalité, sans être directement nommé, dans le numéro 60 : « *Des appels émanant de cartels d'organisations politiques qui, à l'heure actuelle, ne comprendraient qu'une partie fort limitée du mouvement ouvrier, sont à proscrire. Bien sûr, les organisations qui soutiennent l'appel doivent le faire savoir. C'est légitime et utile, mais (...) à l'heure où la division fait rage, il ne faut pas entraver le combat pour l'unité par des initiatives maladroites.* »

De tels conflits, dont la presse des CCA donne un petit aperçu, furent d'autant plus difficiles à supporter, pour les uns comme pour les autres, qu'officiellement ils se déroulaient sur la base d'une orientation commune. D'où l'impression, pour ceux qui étaient en désaccord avec le bureau exécutif, en fait des membres de l'ex-tendance A, d'une poussée de méthodes antidémocratiques.

La préparation de la grève générale

A l'égard de la proposition de la LCR, un éditorial de *Commune* prit position sur le fond : « *Si la perspective de la grève générale est effectivement correcte, on voit mal comment elle peut être un mot d'ordre immédiat dans la situation actuelle. Faire signer cette proposition dans une pétition revient aujourd'hui à demander aux grandes organisations d'organiser une telle perspective. Une telle politique d'appels solennels et de mises au pied du mur relève d'une conception de l'unité purement verbale et de dénonciation des appareils pour mieux mettre en évidence qu'on est unitaire pour deux.* »

On appréciera cette déformation de notre véritable orientation d'autant mieux qu'on aura en mémoire le jugement de *Commune* à propos de la grève d'Alsthom, déjà cité plus haut : « *La tâche urgente est aussi d'exiger que les confédérations syndicales CGT et CFDT organisent une riposte d'ensemble face à ce régime discrédité. Il faut aussi que les grands partis ouvriers, PS et PC, soient mis devant leurs responsabilités et cessent leur politique de division.* »

A moins que les camarades des CCA ne fassent autocritique sur cette orientation de leur numéro 49, comment pourrions-nous prendre au sérieux la critique qu'ils nous adressent ? Nous avons pensé, pendant des mois, que la direction des CCA faisait passer les manœuvres contre la LCR avant les débats approfondis, qu'ils « *faisaient flèche de tout bois* », sans un réel souci de débattre avec rigueur.

Ce n'est pas le texte adopté par la majorité de leur comité central des 7 et 8 juin qui nous fera changer d'avis. On peut en effet lire, au sujet de la grève générale, une orientation politique que les CCA n'ont cessé de démentir durant ces derniers mois. Citons-en quelques extraits : « *Une propagande patiente est indispensable pour la reconstruction de l'unité et de la démocratie ouvrières, pour la formation de comités unitaires d'action, comités de lutte et de grève, de coordinations locales et nationales, de conseils ouvriers et d'un gouvernement ouvrier des partis ouvriers représentatifs, c'est-à-dire aujourd'hui du PC et du PS. La grève générale reconductible est un moment nécessaire de cette mobilisation. (...) Cette centralisation des objectifs et des actions ne peut résulter que de la définition dans chaque secteur des revendications mobilisatrices et des formes d'intervention concrètes, préparant des luttes d'ensemble. C'est principalement dans l'action et non dans les discours que se prépare la généralisation des luttes et de la grève illimitée et active.* »

Si c'est là l'orientation des CCA, avaient-ils quelque raison de rejeter comme faux des textes de pétition où des militants ouvriers avaient écrit : « *Oui, il faut l'union dans les luttes. Il faut imposer l'unité*

de tous nos syndicats, de tous les partis ouvriers, et notamment du PC et du PS, de toutes les organisations qui se réclament des travailleurs. Une union forgée dans le combat quotidien, contre la politique d'austérité et pour la satisfaction de nos revendications. L'unité réalisée dans l'action pourra seule mettre en échec les divisions d'états-majors. C'est le meilleur moyen de favoriser la coordination des luttes, et pour avancer vers la grève prolongée, unitaire, tous ensemble, contre l'austérité et le gouvernement. C'est la meilleure façon d'en finir avec Giscard-Barre, leur régime d'austérité et de scandales. » Où la direction des CCA trouvera-t-elle « une simple mise au pied du mur » dans ce texte, l'un des milliers qui a circulé, et qu'elle a combattu ?

Finalement, dans la mesure même où l'une comme l'autre des tendances des CCA se réclament de la démarche de front unique ouvrier, il serait temps que ces camarades abordent, avec la LCR, les débats réellement décisifs. Si la période politique ouverte par Mai 68 n'est pas close, quels que soient les reflux partiels — plus marqués par exemple à Renault-Billancourt ou Flins qu'à la Thomson —, la tâche que doivent se fixer les marxistes révolutionnaires est de prendre les moyens pour faire mûrir, le mieux possible, la grève générale, la lutte tous ensemble, capable de renverser ce régime qui veut faire payer la crise économique aux travailleurs. En agissant, bien sûr, à partir de la réalité de la classe ouvrière, et non pas à partir de la répétition de simples formules, même satisfaisantes.

Mais c'est là un vieux problème de méthode, que Léon Trotsky abordait dans un texte de mars 1935 au sujet de la France. Il n'y a rien de déplacé à le citer ici longuement, car il résume les vraies questions dont nous avons à nous occuper.

« La grève générale est-elle possible dans un avenir proche ? Il n'y a pas à une question de ce genre de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment ? Au moyen de l'agitation.

« L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tel ou tel mot d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées, et de prendre, en fonction des résultats, telle ou telle décision pratique. Ce sont seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

« Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. A l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les

précisions nécessaires, en particulier pour tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions. » (*Oeuvres*, tome V, page 179).

Quelles sont les conditions aujourd'hui de la classe ouvrière ? Ses forces sont-elles diminuées ou bien sont-elles, malgré divers phénomènes de désorientation, capables d'une lutte d'ensemble ? Quels sont les détours patients à opérer pour que cette perspective du renversement du régime se prépare le mieux possible et se réalise au plus tôt ? Quels sont les détours inutiles, compte tenu de l'expérience déjà accumulée parmi les couches de travailleurs avancés, dans les entreprises et les syndicats ?

Voilà les questions auxquelles nous apportons des réponses, par notre pratique et par les positions que nous avons adoptées lors de notre IV^e Congrès. Tout en restant prêts à en débattre, en particulier avec les CCA. Car les manœuvres de diversion ne peuvent rien faire avancer.

NOTES

1. Les Comités communistes pour l'autogestion ont été formés en juin 1977 par des militants issus de l'ex-AMR, du courant B du PSU, de l'OCT, et du courant dit Groupe de travail « La civilisation au carrefour, la Ligue au feu rouge ».

2. La TMRI, tendance marxiste révolutionnaire internationale, est le nom de la tendance internationale animée par Michel Raptis (dit Pablo), ex-secrétaire de la IV^e Internationale. Pablo rompit avec la IV^e Internationale en 1965. La TMRI cessa de se réclamer de la IV^e Internationale en 1972.

3. Dans un texte du *Monde* (22 janvier 1980), qu'il rappelait dans l'interview qu'il donna à *Rouge* (n° 904), Etienne Balibar affirmait : « *Cet appel n'appartient à personne, notamment pas à ses initiateurs.* »

PCF : heurs et malheurs de l'union à la base

La question de l'unité continue à polariser les contradictions qui sont celles du PCF. Fin mai, Jean Burles, rédacteur en chef de *Révolution*, hebdomadaire du PCF, publiait un article de « réflexion » intitulé *Stratégie et union*. Article qui marquait son temps, moins par sa prétention théorique que par la valeur de symptôme qu'il prenait. Même si la direction du PCF veut faire croire que l'orientation du XXIII^e Congrès a tout réglé, elle ne peut se déprendre des problèmes que lui pose celle-ci et, pour l'expliquer devant les travailleurs et ses propres militants, se trouve contrainte de remettre l'ouvrage sur le métier.

« *Les notions de front unique, d'unité d'action, d'union à la base, etc., et particulièrement, par son caractère plus général, la notion de front populaire, sont des réalités plus ou moins intériorisées et assimilées par la conscience populaire.* », écrit Jean Burles (1).

Indigne héritier des traditions du mouvement communiste, le porte-parole de la direction du PCF prétend convaincre de leur erreur, références à l'appui, ceux qui se veulent porteurs de l'exigence d'unité face à la division entretenue par les directions ouvrières, à commencer par celle du PCF. La démonstration, en forme d'exécution capitale, est simple. Comme il ne saurait y avoir d'unité sans contenu, ou celle-ci se réalise sur une base de classe — c'est-à-dire sur les positions du PCF et

selon les formes préconisées par lui —, ou il ne s'agit que d'un alignement sur la politique de collaboration de classes de la social-démocratie.

Et de résumer : « *Toutefois, l'orientation stratégique étant la question décisive des partis politiques, c'est dans leur rapport avec elle que se pose réellement la conception de l'union — contenu et forme.* »

L'obsédante question de l'unité

La direction du PCF pouvait penser, en effet, avoir défini à l'occasion de son XXIII^e Congrès une orientation qui permette au parti de surmonter le traumatisme de mars 1978 et, au prix de nombreux départs, homogénéiser durablement les rangs de l'organisation autour d'une ligne nouvelle. Sans sous-estimer la cohérence et l'efficacité de cette ligne, qui vise à mettre le PCF en situation d'apparaître aux travailleurs, durement attaqués par le Capital en crise, comme leur seul vrai défenseur, force est de constater que la direction du PCF n'est pas parvenue, à l'heure actuelle, à résorber la crise qui travaille le PCF. Après les remous qui se sont faits jour dans le sillage du tournant précédant mars 1978, la « crise rampante » à laquelle on assiste a continué à miner l'appareil lui-même et les sphères dirigeantes de la CGT. Après « l'affaire Fiszbin », après les désaccords, publiquement exprimés au sein de la CGT, sur l'Afghanistan et l'attitude à adopter face à l'appel « pour l'union dans les luttes », les démissions en cascade de journalistes et de responsables de *l'Humanité* et de *Révolution* sont apparues comme de nouvelles manifestations des effets d'une lèpre insidieuse, celle du doute. Un doute qui porte sur la validité de l'orientation mise en avant par la direction du PCF. En d'autres termes, il semble que l'orientation en question « n'accroche pas » sur la situation présente et que différents secteurs du parti en sont conscients. Il y a à cela deux séries de raisons liées entre elles.

Les premières portent sur l'affirmation du PCF comme parti révolutionnaire. L'accent mis sur le renforcement du PCF (sous couvert « d'union à la base »), l'ajournement de toute alliance avec le PS et de toute perspective d'accession au gouvernement dans le cadre d'une alliance de ce type (au profit de la mise en œuvre d'une stratégie dite « autogestionnaire »), aussi bien que l'appel potentiel à de larges unions en défense de la paix contre les menées agressives de l'impérialisme américain, pouvant inclure patriotes, chrétiens et gaullistes attachés à « l'indépendance nationale » mais écartant les socialistes, suppôts de l'atlantisme giscardien, constituent trois éléments qui ne peuvent trouver leur légitimité que dans la mesure où il est postulé qu'ils sont mis en œuvre par un parti qui est révolutionnaire.

Certains, au sein du PCF, ont pu penser que la réactivation de « l'identité révolutionnaire » du parti n'était qu'une clause de style, une coquetterie de circonstance. En fait, il s'agissait d'une affirmation fondamentale au regard de la nouvelle orientation parce que donnant à celle-ci sa cohérence idéologique. Et, dès lors qu'elle s'est avérée durable et tirant à conséquence, il est clair que, pour ces mêmes militants et responsables, elle est apparue progressivement entrer en contradiction avec des traditions anciennes et des habitudes profondément ancrées : celles d'un parti pétri d'une respectabilité consacrée par une longue et sérieuse gestion de l'ordre bourgeois, dans le domaine syndical, dans la presse, dans les municipalités, etc.

Certes, la direction a montré qu'en matière d'audace révolutionnaire elle savait, au-delà des mots, faire preuve de modération où et quand il le fallait ; sa guérilla municipale contre le PS est ainsi restée très symbolique. Elle a su, par ailleurs, faire la preuve que sa ligne actuelle pouvait être « payante » : la CGT ne s'est-elle pas donnée, à bon compte, face à la CFDT, une image de marque de centrale combative ? Le PCF n'a-t-il pas défendu, voire accru, son audience électorale dans les régions les plus touchées par les luttes ouvrières ?

Il n'empêche : un parti formé à l'école de l'Union de la gauche ne peut guère muter en un parti qui s'affiche ostensiblement comme révolutionnaire, même si ce n'est que verbalement, sans que des réactions apparaissent en profondeur. D'autant plus que, et c'est là qu'intervient la seconde série de facteurs, l'orientation actuelle du PCF est inadéquate pour répondre aux questions qui sont au cœur des luttes présentes : celles de la nécessité de l'unité, en particulier de l'unité PC-PS et de l'unité syndicale, pour faire face aux attaques du patronat et du gouvernement, pour dégager une alternative gouvernementale au pouvoir en place.

Le maintien de ces questions comme centrales dans la situation présente s'explique fondamentalement par les limites auxquelles se heurte la politique du PCF depuis la rupture de l'Union de la gauche. Celle-ci, pour trouver son assise, supposait une démoralisation en profondeur de la classe ouvrière provoquée par l'échec de l'Union de la gauche et la liquidation des espoirs dont elle était porteuse aux yeux des masses. Si, sur les ruines de l'Union de la gauche, était né un tel climat de désespérance, la direction du PCF aurait pu cueillir les fruits amers de sa politique : imposer aux travailleurs l'idée que le PCF, quelles que soient ses erreurs, est bien le seul parti qui défende la classe ouvrière ; au moment où ceux qui seraient apparus comme n'ayant fait que parier sur une facile victoire électorale seraient voués à la dislocation ou, tel Fabre, se tourneraient vers le pouvoir en place.

La direction du PCF n'a évidemment pas renoncé à infliger une telle démonstration aux travailleurs. Elle n'a pas, pourtant, jusqu'à présent, réussi à les en convaincre. Car, pour fort qu'il fût, le coup de la rupture de l'Union de la gauche n'a pas réussi à faire refluer la volonté de changement parmi les travailleurs et, de ce fait, plutôt que la démoralisation, c'est la désorientation qu'il a provoquée. Une désorientation en quelque sorte salutaire en ce qu'elle a fait naître des interrogations chez les travailleurs et les militants communistes sur ce que sont les objectifs réels de cette direction, sur ce qu'est la fonction véritable de ce parti.

De la sorte se créait une situation qui ne pouvait être dénouée rapidement. D'où la spécificité de la crise que connaît le PCF par rapport à des situations analogues, dans le passé, de changements de ligne brutaux : le fait que cette crise se prolonge. D'autant que cette situation s'inscrit dans un contexte plus global qui voit les grands affrontements, inévitables compte tenu de la crise que connaît le capitalisme, comme « amortis », partiellement différés du fait de l'équilibre instable qui s'est établi entre les classes. D'un côté, désorientés et en partie paralysés par la division, les travailleurs n'ont pas encore été en mesure d'organiser la contre-offensive d'ensemble qu'appellent les attaques du pouvoir. De l'autre, la bourgeoisie sait que, portés à un certain niveau, ses coups risquent de provoquer une riposte ouvrière aux effets imprévisibles. D'où des prudences, voire des reculs partiels, comme sur la Sécurité sociale, qui créent, dans un décor préélectoral permanent, comme un climat d'atonie politique où chacun campe sur ses positions dans l'attente de batailles à venir.

Or, le PCF n'échappe pas à ce climat général. Des travailleurs, condamnés à répondre, sans espoir de victoire, aux coups de la bourgeoisie, pourraient se satisfaire des rodomontades d'un Marchais maquillant une politique d'échec par l'esbrouffe. Mais tel n'est pas l'état d'esprit des masses. Car même si, ces deux dernières années, la classe ouvrière s'est trouvée contrainte de se battre le plus souvent sur la défensive face aux attaques du pouvoir, elle l'a fait avec le sentiment que c'était là un pis-aller provisoire, que la défensive était le moyen de réaliser une unité que la politique de division des appareils rend difficile à réaliser. Et, à travers elle, sont recherchées les voies d'une unité supérieure permettant d'organiser des batailles qui ne se cantonnent pas à la défense des acquis.

Dans ces conditions, les analyses du PCF sur la division et sur son propre isolement apparaissent moins comme des constats de ce qui est que comme une volonté de créer une situation qui viendrait légitimer, *a posteriori*, des positions s'expliquant par des choix politiques autres et non explicites. D'où une volonté d'unité qui continue à s'affirmer

malgré et contre la politique voulue par la direction du PCF parmi les militants du PCF eux-mêmes. Le fait que cette volonté d'unité trouve, le plus souvent, sa référence dans l'expérience la plus récente et la plus marquante, celle de l'Union de la gauche, ne doit pas faire illusion. Ce qu'il y a de « nostalgie de l'Union de la gauche » dans l'expression de cette volonté ne traduit qu'imparfaitement la réalité des phénomènes politiques à l'œuvre : tant que la direction du PCF elle-même ne propose pas, sous une nouvelle mouture, une orientation d'union, front populaire ou union nationale, mais parie sur la division, ceux qui refusent celle-ci sont amenés à défricher les voies d'une unité qui est celle de l'unité des travailleurs, contre les offensives du pouvoir, en dépit de la politique de division et de collaboration de leur direction.

La direction du PCF l'a bien compris, qui se donne pour objectif immédiat de briser ceux qui s'opposent à sa politique présente — quel que soit le projet au nom duquel ils s'y opposent. On ne peut comprendre autrement son hostilité globale à ceux qui se réclament de « l'union dans les luttes » : au-delà des références plus ou moins explicites des uns et des autres (beaucoup se réclament peu ou prou de l'Union de la gauche, à laquelle la direction du PCF aussi bien que celle de la CGT continuent à se dire attachées), ce à quoi elle s'attaque, c'est à la cristallisation d'un courant pour l'unité. Courant perçu par elle comme une menace, un obstacle à sa politique en ce qu'il concrétise une aspiration à l'unité au sein de la classe qu'elle n'est pas encore parvenue à étouffer.

Une union à la base obsolète

En effet, le problème auquel se heurte la direction du PCF est simple : la question de l'unité, qui devait être réglée lors du changement de ligne sanctionné par le XXIII^e Congrès, reste présente au cœur de la situation actuelle. Ce changement de ligne signifiait l'abandon d'une forme d'unité PC-PS dévoyée dans le cadre de l'Union de la gauche, sur la base du Programme commun de gouvernement et en alliance avec les radicaux, au profit d'une division PC-PS sous couvert « d'union à la base ». Il s'agissait, au dire du PCF, dans un premier temps, de « reconstruire » l'union brisée (comité central d'avril 1978), puis, finalement, et plus clairement, de « construire » cette union, étant entendu que celle-ci n'avait pas réellement existé dans le cadre d'une « Union de la gauche » qui n'avait fait qu'entretenir des illusions à ce sujet (XXIII^e Congrès). Solution qui n'a pas été acceptée par les travailleurs qui, forts de leur volonté d'en découdre avec le pouvoir, ne semblent pas accepter l'idée que cette patiente « construction » de l'union passe par la division et le renforcement préalable du PCF. Situation qui a conduit à ce

que les discours du PCF, exposant son propre isolement face à « *l'offensive anticommuniste de grande envergure* », soient apparus largement névrotiques, et sa prétendue volonté unitaire tout à fait inconsistante.

Dans ces conditions, « l'union à la base » a été perçue pour ce qu'elle est : un slogan vide, une guenille qui montre plus qu'elle ne cache la volonté du PCF de diviser, de diriger seul des luttes étroitement contrôlées, de refuser à tout crin tout accord unitaire possible à quelque niveau que ce soit. Yvonne Quilès résumait assez bien, dans sa tribune du *Matin*, le sentiment général : « *On discours sur l'union à la base, mais on ne la définit jamais. Et pour cause. Il ne faut être ni socialiste, ni gauchiste, ni féministe, ni écologiste, pour en faire partie (2).* »

C'est que, empruntée aux années trente, cette notion « d'union à la base » ne peut être appliquée avec un quelconque crédit dans la situation présente. Il n'y avait alors aucune force révolutionnaire ayant assimilé véritablement ce qu'est la bataille pour le front unique ouvrier. La SFIO menait une politique vigoureuse de reconstruction en s'opposant au PC ; le PC lui-même était en mesure, sur une pratique réellement combative voire gauchiste, de convaincre les travailleurs avancés et ses propres militants que la révolution passait par le « *plumage de la volaille socialiste* ».

Toutes choses qui ont changé. Alors que de nombreux militants, tirant les leçons de six années d'Union de la gauche et de la pratique actuelle du PCF, mettent en question la validité de sa prétendue « ligne dure », Mitterrand a maintenu le PS sur une ligne d'Union de la gauche, et des forces révolutionnaires significatives se battent pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières sur les objectifs de l'heure. D'où des développements qui n'étaient à l'évidence pas prévus par la direction du PCF. L'exigence de l'unité s'est cristallisée dans des initiatives, sous formes d'appels, de pétitions, dans lesquels se sont reconnus des militants et des responsables communistes, quand ils ne les ont pas impulsés. En outre, ces initiatives ont pu prendre la forme d'actions militantes dans le cours même des luttes, comme lors de la campagne avortement-contraception, qui conduisaient le PCF à un isolement, bien réel cette fois, mais peu glorieux, puisqu'il revenait à se mettre hors des mobilisations de masse.

Dès lors, c'est la notion même « d'union à la base » qui est apparue inopérante puisque le PCF se voit contraint d'avouer que ce n'est pas seulement l'union au sommet qui est rendue impossible par la politique du PS, mais toute union, fût-elle à la base. A cause, cette fois, non de la politique du PS, mais de celle du PCF lui-même réduite à une volonté d'auto-affirmation en tant que « parti révolutionnaire » contre toutes les autres organisations ouvrières existantes accusées en bloc de faire le jeu de l'ennemi de classe. « *En France*, écrit Jean Burles, *les particulari-*

tés du mouvement ouvrier et le rôle du PCF (à la différence de l'Allemagne et de l'Angleterre — NDLR) ont posé historiquement, dans la vie sociale et politique et particulièrement dans et par le mouvement ouvrier, la question de l'union sur une base tout à fait différente : une base de classe, révolutionnaire. »

Ainsi, on voit le PCF contraint de hausser le ton et de manier ce qui pourrait être, si cette forme d'esprit lui avait été donnée en partage, de l'humour... noir ! Car Jean Burles et les siens, après avoir pourchassé, du temps de feu l'Union de la gauche, les révolutionnaires comme diviseurs parce que refusant de prêter serment au Programme commun, combattent aujourd'hui ceux qui refusent la division PC-PS comme des nostalgiques de l'Union de la gauche, des passésistes inaptes à tirer les leçons de l'expérience. Burles, après avoir révélé que « *tandis que le PCF a consciemment pour objectif la transformation de la société capitaliste dans ses fondements, celui du PS est le maintien des rapports de production capitaliste* », nous explique : « *Toutefois si l'union a sa propre spécificité, elle ne peut dans une situation concrète avoir une forme contradictoire à la stratégie/union. C'est pourquoi on ne peut décider qui est l'élément décisif de l'ensemble des formes d'union dans l'abstrait sans rapport avec la stratégie du moment. Par exemple, l'objectif stratégique du socialisme démocratique autogestionnaire ne pourrait être mis en œuvre par une forme d'union qui lui serait de fait opposée en aboutissant dans des comités à une délégation de pouvoir aux états-majors.*

« *Le PCF a tiré enseignement des conséquences de ces rapports mécaniques établis entre stratégie et union. Or, l'application de la conception des "comités d'union dans les luttes", non seulement reproduirait les mêmes fautes, mais les aggraverait. En effet, depuis 1978, le PCF a encore approfondi sa réflexion sur le socialisme autogestionnaire et, conjointement, sur la conception d'une union nouvelle. Il va de soi que celle-ci ne devrait plus reproduire les formes d'union qui renouvelleraient la délégation de pouvoir. De plus, la conception des comités d'union substitue les formes de l'union au contenu de la perspective stratégique.* »

Autogestion, que de crimes en ton nom ! En d'autres termes : la division se voit élevée, de l'aveu même des « théoriciens » du PCF, au rang de stratégie. Et, si l'on entend bien, ceux qui refusent celle-ci, par confusion ou malignité, ne sont guère plus que des contre-révolutionnaires. Un tel armement lourd est sans doute susceptible, une fois traduit en préceptes compréhensibles, de dissuader ceux qui s'interrogent sur la validité d'une orientation dite d'union à la base, qui consiste à faire l'union avec soi-même, d'exprimer leur doute à haute voix. Mais, déplaçant le problème, elle ne le résout pas pour autant et risque de faire apparaître de nouvelles questions.

Stratégie, vous avez dit stratégie ?

Car, quitte à parler stratégie, et stratégie révolutionnaire de surcroît, il y a deux questions auxquelles Jean Burles ne répond pas. La première, c'est celle de quelles propositions préconise le PCF dans la situation présente pour permettre aux travailleurs de contrecarrer l'offensive du Capital et d'y opposer leur propre riposte afin d'imposer les solutions ouvrières à la crise. Qu'est-ce qu'une stratégie révolutionnaire ? Est-ce, sur la base du refus de l'austérité, de préparer l'affrontement avec le pouvoir, en termes de grève générale permettant de chasser Giscard, d'imposer un gouvernement porteur des intérêts des travailleurs ? Ou est-ce, comme le dit le PCF, l'autogestion tout de suite, dans un cadre capitaliste, les « solutions industrielles » et le « produisons français » ? Est-ce en un mot la défense des intérêts ouvriers ou de « l'intérêt national » ?

La seconde question, c'est celle de quelles formes concrètes d'unité, avec quel contenu, met en avant le PCF dans le cadre de sa prétendue stratégie révolutionnaire. Il ne suffit pas de constater l'existence de courants révolutionnaires et de courants réformistes se partageant la classe ouvrière, encore faut-il, surtout si l'on prétend être « le » parti révolutionnaire, dire comment on pense permettre à la classe ouvrière elle-même d'échapper au déchirement et à la division. Quelles propositions, quels mots d'ordre peuvent permettre aux travailleurs, malgré l'attachement de nombre d'entre eux aux organisations réformistes, de construire dans l'action leur unité, peuvent permettre à la grande majorité des travailleurs de se convaincre, sur la base de leur expérience même, de la validité et du réalisme des réponses révolutionnaires ?

Est-ce de dire qu'il faut réaliser l'unité sur la base des revendications pour la lutte en commun, pour préparer le tous ensemble, contre l'austérité, contre Giscard-Barre ? Est-ce de dire que des comités unitaires d'action à la base peuvent permettre que se retrouvent des travailleurs de tous partis, pour débattre des propositions des uns et des autres, pour organiser ensemble le combat commun ? Est-ce de dire qu'une telle mobilisation des travailleurs eux-mêmes, si elle se réalisait, contraindrait les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, quoi qu'elles en veuillent, à réaliser l'unité, à organiser le combat, à se porter candidates au gouvernement ? Est-ce dire cela, ou bien, comme le fait le PCF, d'affirmer que l'unité n'est pas possible, qu'il n'y a pas de perspective gouvernementale à une lutte d'ensemble des travailleurs, de clamer que la seule « solution » c'est de renforcer le PCF ?

La direction du PCF est en fait bien mal placée pour donner des leçons à ceux qui refusent de se résigner à la division, elle qui, coup sur coup, a imposé aux travailleurs l'union pour la collaboration de classes

et la division contre les luttes. Les résistances qu'elle rencontre aujourd'hui à faire accepter aux travailleurs l'idée que la division et l'impuissance devraient s'appeler « union à la base » sont annonciatrices d'autres questions plus fondamentales qui lui seront adressées : pourquoi appeler « stratégie révolutionnaire » ce qui n'est qu'une nouvelle mouture d'une politique de collaboration de classes ? Pourquoi appeler « parti révolutionnaire » un parti qui ne fait que varier les différentes formes que peut prendre une telle politique ?

NOTES

(1) *Révolution* n° 11.

(2) *Le Matin* du 8 juillet 1980.

et la division contre les luttes. Les résistances qu'elle rencontre se
font tout à fait opposées aux résistances. L'idée que la division et l'im-
puissance devaient s'appeler « union à la base » sont caractéristiques
d'autres questions plus fondamentales qui lui sont adressées. Pour-
quoi appeler « stratégie révolutionnaire » ce qui n'est qu'une nouvelle
manière d'une politique de collaboration de classes ? Pourquoi appeler
« parti révolutionnaire » un parti qui ne fait que varier les différents
formes que peut prendre une telle politique ?

NOTES

- (1) Revue n° 11
- (2) Le 26 mars de 3 juillet 1980

- **Pologne : premières leçons du soulèvement ouvrier,**
par Daniel Bensaïd
- **IV^e Congrès de la LCR**
- **L'assassinat de Léon Trotsky,**
par Pierre Franck
- **« Union dans les luttes » :**
après un an de combat pour l'unité,
par Joël Renaud et Francis Sitel
- **DEBAT**
Entretien avec Alexandre Adler
- **Les Comités communistes pour l'autogestion aux prises**
avec la mise en pratique d'une orientation de front unique
ouvrier,
par Pierre Rème
- **PCF : heurs et malheurs de l'union à la base,**
par Francis Sitel

